



Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde ASBL

Comitee voor de Opheffing van de Derde Wereld Schuld VZW

Plan d'action 2008

**Impulser des alternatives à la dette
centrées sur les droits fondamentaux pour
un développement humain socialement juste et
écologiquement soutenable**

Première année du programme 2008-2010

Table des matières

Identification de l'ONG	5
Partie générale	6
1. Thèmes principaux et priorités du programme	6
1.1. Conjoncture internationale et endettement : les nouveaux défis que doit relever le CADTM	6
1.1.1. Augmentation des réserves de change	6
1.1.2. Crise de légitimité de la Banque mondiale et du FMI	7
1.1.3. Nouvelle architecture internationale et banques du Sud	7
1.1.4. La crise de la dette n'est pas résolue.....	8
1.1.5. Forte augmentation de la dette publique interne.....	8
1.1.6. Augmentation de l'endettement des entreprises privées	8
1.1.7. Nouvelle vague d'endettement dans le domaine des industries extractives, des mégaprojets énergétiques, dans l'exploitation des forêts tropicales.....	9
1.1.8. Croissance incontrôlée des Credit Default Swaps (CDS).....	9
1.1.9. Fuite des capitaux et rapatriement des profits vers le Nord versus envoi des migrants vers le Sud.....	9
1.1.10. Forte augmentation du prix des aliments	9
1.1.11. Promesses non tenues par les pays riches.....	10
1.1.12. Augmentation des prêts Sud-Sud et rôle grandissant de la Chine.....	10
1.1.13. Augmentation des dépenses d'armement	11
1.1.14. Quelles sont les conséquences de la nouvelle situation internationale pour le CADTM ?.....	11
1.2. Les défis du CADTM Belgique à l'intérieur de son réseau International	12
1.2.1. Renforcement de l'autonomie des membres du réseau situés dans les pays en développement (PED).....	13
1.2.2. Consolidation du travail collectif du réseau international.....	14
1.2.3. Le renforcement des interpellations politiques.....	14
1.2.4. Synergies	15
1.3. Etat de la situation et perspectives relatives aux évaluations	15
1.4. Le choix des thématiques	16
2. Présentation générale de l'ONG	18
2.1. Présentation administrative	18
2.2. Modifications des données administratives de l'ONG	18
2.3. Modifications relatives au personnel de l'ONG	18
2.4. Structures organisationnelles. Organigramme du CADTM-Belgique	20
2.4.1. Responsabilités	20
2.4.2. L'Assemblée Générale	21
2.4.3. Le Conseil d'Administration	21
2.4.4. Le Groupe National de Coordination (GNC)	21
2.4.5. L'Observatoire International de la Dette (OID).....	21
2.4.6. Les Membres du CADTM Belgique.....	23
2.4.7. Les groupes locaux	23
2.4.8. Le groupe thématique Droit.....	24
2.4.9. Les Réseaux et organisations dont le CADTM est membre	25
2.4.10. Les bénévoles.....	25
2.4.11. Les stagiaires.....	26
2.5. Organigramme du CADTM International	27
2.6. La stratégie dans le cadre du cercle vertueux amélioré	28
2.7. Données financières	32
EDUCATION	33
1. Partie générale	33
1.1. Aperçu des actions existantes	33
1.2. Aperçu des nouvelles actions	33
2. Description des actions en cours	34
2.1. Action 1 « Recherche et élaboration»	34

2.1.1.	Objectif de l'action.....	34
2.1.2.	Evolution de l'action par rapport à l'année 2006.....	35
2.1.3.	Etat d'avancement du plan d'action pour l'année 2007.....	36
2.1.4.	Perspectives pour l'année 2008.....	37
2.1.5.	Les publications du CADTM.....	37
2.1.5.	ACTION 1 - Moyens prévus pour le PA 2008.....	39
2.1.6.	ACTION 1 - Evolution financière. Budget indicatif pour le PA 2008.....	40
2.2.	Action 2 « Appui et renforcement de la société civile belge et internationale ».....	42
2.2.1.	Objectif de l'action.....	42
2.2.2.	Evolution de l'action par rapport à l'année 2006.....	42
2.2.3.	Etat d'avancement du plan d'action pour l'année 2007.....	43
2.2.4.	Perspectives pour l'année 2008.....	48
	Action 2. Activité 1 : Participation à la journée d'action mondiale du Forum social mondial ainsi qu'à l'ensemble du processus FSM.....	48
	Action 2. Activité 2 : Fonctionnement de l'Observatoire international de la dette (OID).....	49
	Action 2. Activité 3 : 7e séminaire Droit international et dette.....	49
2.2.5.	ACTION 2 - Moyens prévus pour le PA 2008 :.....	50
2.3.	Action 3 « Sensibilisation et formation des citoyens belges et du monde aux alternatives pour un développement humain socialement juste et écologiquement soutenable ».....	52
2.3.1.	Objectif de l'action.....	52
2.3.2.	Evolution de l'action par rapport à l'année 2006.....	52
2.3.3.	Etat d'avancement du plan d'action pour l'année 2007.....	52
2.3.4.	Perspectives pour l'année 2008.....	58
	Action 3. Activité 1 : Formations.....	59
	Action 3. Activité 2 : Outils de communication.....	59
	Action 3. Activité 3 : La dimension du genre.....	60
2.3.5.	ACTION 3 - Moyens prévus pour le PA 2008.....	60
2.3.6.	ACTION 3 - Evolution financière. Budget indicatif pour le PA 2008.....	62
2.4.	Action 4 « Mobilisation citoyenne pour un développement humain socialement juste et écologiquement soutenable ».....	63
2.4.1.	Objectif de l'action.....	63
2.4.2.	Evolution de l'action par rapport à l'année 2006.....	63
2.4.3.	Etat d'avancement du plan d'action pour l'année 2007.....	64
2.4.4.	Perspectives pour l'année 2008.....	65
	Action 4. Activité 1 : La mobilisation à l'occasion du G8.....	65
	Action 4. Activité 2 : La mobilisation à l'occasion des réunions des Institutions financières internationales (IFI).....	65
2.4.5.	ACTION 4 - Moyens prévus pour le PA 2008.....	66
2.4.6.	ACTION 4 - Evolution financière. Budget indicatif pour le PA 2008.....	67
2.5.	Action 5 « Sensibilisation des médias ».....	68
2.5.1.	Objectif de l'action.....	68
2.5.2.	Evolution de l'action par rapport à l'année 2006.....	68
2.5.3.	Etat d'avancement du plan d'action pour l'année 2007.....	68
2.5.4.	Perspectives pour l'année 2008.....	69
	Action 5. Activité 1 : publication d'articles, radios et TV.....	69
	Action 5. Activité 2 : communiqués de presse et conférences de presse.....	69
2.5.5.	ACTION 5 - Moyens prévus pour le PA 2008.....	69
2.5.6.	ACTION 5 - Evolution financière. Budget indicatif pour le PA 2008.....	71
2.6.	Action 6 « Interpellations politiques ».....	72
2.6.1.	Objectif de l'action.....	72
2.6.2.	Evolution de l'action par rapport à l'année 2006.....	72
2.6.3.	Etat d'avancement du plan d'action pour l'année 2007.....	72
2.6.4.	Perspectives pour l'année 2008.....	77
	Action 6. Activité 1 : Interpellations politiques au niveau national belge.....	77
2.6.5.	ACTION 6 - Moyens prévus pour le PA 2008.....	79
2.6.6.	Evolution financière. Budget indicatif pour le PA 2008.....	80
3.	Données financières globales (Volet Education PA 2008).....	81

OFFRE DE SERVICE82

1. Partie générale82

1.1.	Aperçu des actions existantes	82
1.2.	Aperçu des nouvelles actions.....	82
2.	Description des actions en cours.....	83
2.1	<i>Action 1 : « Renforcement du réseau international CADTM et de ses partenaires »</i>	<i>83</i>
2.1.1	<i>Objectif de l'action.....</i>	<i>83</i>
2.1.2	<i>Evolution de l'action par rapport à l'année 2006.....</i>	<i>83</i>
2.1.3	<i>Etat d'avancement du plan d'action pour l'année 2007</i>	<i>84</i>
2.1.4	<i>Perspectives pour l'année 2008.....</i>	<i>93</i>
	<i>Action 1. Activité 1 : L'amélioration de la communication à l'intérieur du réseau</i>	<i>94</i>
	<i>Action 1. Activité 2 : Les publications du Réseau Sud.....</i>	<i>94</i>
	<i>Action 1. Activité 3 : Réunion mondiale du réseau international du CADTM</i>	<i>95</i>
	<i>Action 1. Activité 4 : Suivi des ateliers régionaux</i>	<i>95</i>
	<i>Action 1. Activité 5 : Renforcement des synergies entre les régions</i>	<i>96</i>
	<i>Action 1. Activité 6 : Dialogue Sud/Nord des campagnes qui agissent sur la dette et les institutions financières internationales</i>	<i>96</i>
2.1.5	<i>ACTION 1 - Moyens prévus pour le PA 2008 :</i>	<i>96</i>
2.1.6	<i>ACTION 1 - Evolution financière. Budget indicatif pour le PA 2008.....</i>	<i>99</i>
2.2.	<i>Action 2 : « Formation de responsables d'organisations (niveaux belge et international) »</i>	<i>100</i>
2.2.1.	<i>Objectif de l'action.....</i>	<i>100</i>
2.2.2.	<i>Evolution de l'action par rapport à l'année 2006.....</i>	<i>100</i>
2.2.3.	<i>Etat d'avancement du plan d'action pour l'année 2007</i>	<i>100</i>
2.2.4.	<i>Perspectives pour l'année 2008.....</i>	<i>104</i>
	<i>Action 2. Activité 1 : Belgique et Europe : formation de cadres dans le contexte des Forums et mobilisation</i>	<i>105</i>
	<i>Action 2. Activité 2 : Institut International de Recherche et de Formation d'Amsterdam (IIRF):</i>	<i>105</i>
	<i>Action 2. Activité 3 : Déplacement d'experts du CADTM.</i>	<i>105</i>
2.2.5.	<i>ACTION 2 - Moyens prévus pour le PA 2008</i>	<i>106</i>
2.2.6.	<i>ACTION 2 - Evolution financière. Budget indicatif pour le PA 2008.....</i>	<i>107</i>
3.	Données financières globales (Volet Offre de service PA 2008)	108

Identification de l'ONG

Nom : CADTM/CODEWES ASBL/VZW

Siège social : 149, Montagne Ste-Walburge, 4000 Liège

Secrétariat et siège d'activité : 345, avenue de l'Observatoire, 4000 Liège

Tel. : 04/226.62.85

E-Mail: international@cadtm.org

Site web : <http://www.cadtm.org>

Président : Eric Toussaint

Personnes de contact :

Denise Comanne (Tel. : 04/226.62.85 Email: denise.comanne@cadtm.org)

Eric Toussaint (Tel. : 04/253.24.86 ou 0486 74 47 52 Email : international@cadtm.org)

Olivier Bonfond (Tel. : 04 342.08 28 ou 0494.47.28.03 email : olivier@cadtm.org)

Renaud Vivien (Tel.: 0497/04 79 99) Email : renaud@cadtm.org

Comptes bancaires : Education 001 - 3178399-76 ; Offre de Services : 001-3178395-72

Date de l'agrément : nouvel agrément le 28 novembre 1997

Intitulé du programme 2008 - 2010 : « Impulser des alternatives à la dette centrées sur les droits fondamentaux pour un développement humain socialement juste et écologiquement soutenable »

Partie générale

1. Thèmes principaux et priorités du programme

1.1. Conjoncture internationale et endettement : les nouveaux défis que doit relever le CADTM

Compte tenu de l'évaluation du programme 2003-2007 (P. 55) : L'approfondissement de la triple crise des institutions financières internationale (crise de légitimité, crise budgétaire et crise d'utilité) comme la mutation rapide de la structure de l'endettement international et le nouveau cycle qui semble s'annoncer, créent une situation nouvelle. Celle-ci impose au CADTM, à son réseau international et à l'ensemble des mouvements citoyens s'intéressant à ces questions, une réflexion stratégique approfondie.

Compte tenu du dialogue politique (PV) : « Les stratégies s'appuieront sur une analyse critique des forces et faiblesses de l'ONG dans le cadre de l'environnement changeant de la question de la dette au niveau national et international ».

Le CADTM va attacher une grande importance à tenir compte de cet environnement changeant. Cela se concrétisera dans l'ensemble des actions menées par le CADTM dans le cadre de son plan d'action, que ce soit en terme de recherche et d'élaboration, de sa participation au mouvement altermondialiste ou encore en terme de sensibilisation, formation et mobilisation.

Face à cette conjoncture, le CADTM s'appuiera sur ses forces : son analyse permanente de l'évolution de l'endettement au niveau global et spécifique (à chaque pays du Tiers Monde) ; sa capacité à s'adapter à la nouvelle conjoncture grâce à la rigueur et à la pertinence de son analyse ; sa capacité à transférer ses compétences et ses méthodes d'analyse en direction des autres membres du réseau et des autres membres de la société civile internationale.

Le CADTM s'efforcera également de combler ses faiblesses. Ainsi, il sera question d'assurer le transfert de compétences d'analyse en vue du renouvellement de l'équipe en 2010. Nous renforcerons aussi la collaboration avec le monde politique qui est encore trop irrégulière.

Ci-dessous, nous proposons quelques éléments de réflexion sur la nouvelle conjoncture internationale qui constitueront autant de défis que doit relever le CADTM dans le cadre de sa réflexion stratégique, son analyse et son action.

1.1.1. Augmentation des réserves de change

Depuis 2004, nous vivons une conjoncture économique caractérisée par un prix élevé des matières premières et d'un certain nombre de produits agricoles. Cela a permis à une majorité de pays en développement d'augmenter leurs recettes d'exportation et d'enranger d'importantes réserves de change. Cette situation concerne plus particulièrement les pays exportateurs de pétrole, de gaz et de minerais. Certains pays exportateurs de produits

agricoles ont également bénéficié de cette conjoncture favorable. Néanmoins tous les pays ne sont pas logés à la même enseigne, certains pays d'Afrique subsaharienne ont même vu leur situation se détériorer.

En 2007, les pays en développement (PED) détiennent ensemble plus de 3 000 milliards de dollars¹ comme réserves de change tandis que les pays les plus industrialisés ne détiennent que la moitié de cette somme. Cette situation favorable est mise à profit par un nombre significatif de gouvernements pour rembourser de manière anticipée leurs dettes au FMI, à la Banque mondiale, au Club de Paris et aux banquiers privés. Certains créent des fonds de développement dans lesquels ils placent une partie de leurs réserves de change afin de financer des dépenses sociales ou d'infrastructure². Sept pays d'Amérique latine (Argentine, Bolivie, Brésil, Equateur, Paraguay, Uruguay, Venezuela) négocient la création d'une Banque du Sud afin de financer leur intégration régionale et des projets sociaux. Certains d'entre eux envisagent également la création d'une Banque de l'ALBA (Bolivie, Cuba, Haïti, Nicaragua, Venezuela). Les signes de prise de distance par rapport à la Banque mondiale et au FMI se multiplient : l'Equateur a expulsé le représentant permanent de la Banque mondiale à Quito fin avril 2007, le Venezuela envisage de se retirer de la Banque mondiale et du FMI, la Bolivie ne reconnaît plus l'autorité du CIRDI (filiale de la Banque mondiale chargée de régler les litiges en matière d'investissement).

1.1.2. Crise de légitimité de la Banque mondiale et du FMI

Par ailleurs, la Banque mondiale et le FMI vivent une grande crise de légitimité. Paul Wolfowitz, président de la Banque depuis juin 2005, a été contraint à la démission en juin 2007 suite au népotisme dont il a fait preuve. Alors que plusieurs pays membres de la Banque mondiale affirmaient qu'il était temps de mettre à la tête de l'institution un citoyen ou une citoyenne du Sud, le président des Etats-Unis a désigné pour la onzième fois un citoyen états-unien pour la présider. Début juillet 2007, c'était au tour du directeur général du FMI, l'Européen Rodrigo de Rato, d'annoncer de manière imprévue sa démission. Les Etats européens se sont mis d'accord pour le remplacer par un Français, Dominique Strauss Kahn. Ces événements récents mettent en évidence aux yeux de la population des PED que les gouvernements d'Europe et des Etats-Unis veulent garder un contrôle sans faille sur les deux principales institutions financières multilatérales alors que c'est un Européen, Pascal Lamy, qui préside l'OMC. En résumé, tant les circonstances de la démission de Paul Wolfowitz que la désignation des nouveaux dirigeants des principales institutions qui orientent la mondialisation démontrent aux gouvernants et aux populations de l'ensemble de la planète que la bonne gouvernance prend un sens très relatif quand il s'agit de la répartition du pouvoir à l'échelle internationale.

1.1.3. Nouvelle architecture internationale et banques du Sud

Cela rend d'autant plus urgente la construction d'une nouvelle architecture institutionnelle internationale qui aboutira à une profonde réforme démocratique du système des Nations unies et le remplacement de la Banque mondiale et du FMI par des institutions démocratiques. La construction de cette nouvelle architecture passera par la création et le renforcement de mécanismes d'intégration régionale Sud-Sud, par la constitution d'une ou de

¹ Le montant des réserves de change est calculé en dollars, la principale monnaie de réserve internationale, bien que les réserves soient constituées également d'autres monnaies : euros, yens, livres sterling, francs suisses... Les réserves mondiales de change sont réparties en 2007 de la manière suivante : 2/3 en dollars, 1/4 en euros et le reste dans les autres monnaies fortes. Voir Banque des règlements internationaux, *Rapport annuel 2007*, Bâle, p.97.

² C'est le cas du Venezuela, de la Russie, de la Chine. Le gouvernement norvégien a fait de même afin d'enregistrer les importants revenus pétroliers. Voir Banque des règlements internationaux, *Ibid*, p. 104.

plusieurs Banques du Sud qui devront coordonner leurs efforts, par la mise en place de mécanismes d'échanges compensés³ et solidaires entre PED. Ces derniers mécanismes donnent déjà des résultats fort intéressants en particulier en Amérique latine et dans la Caraïbe : amélioration de la santé, de la sécurité énergétique (Petrocaribe par exemple), de l'éducation, de l'information (développement de Telesur).

1.1.4. La crise de la dette n'est pas résolue

Ces nouveaux développements aussi importants qu'ils puissent être ne doivent pas nous faire oublier la réalité de la dette : chaque année les gouvernements des PED remboursent plus de 240 milliards de dollars d'argent public aux créanciers, ce qui représente plus de trois fois la somme dont ils auraient besoin pour atteindre les objectifs du millénaire pour le développement.

Les dettes à l'égard du FMI et de la Banque mondiale restent très élevées et, pour tout dire, insoutenables pour un nombre considérable de pays dont la majorité de la population vit en dessous de la ligne de pauvreté absolue. Ces organismes, bien qu'affaiblis et en déficit de légitimité, poursuivent des politiques qui rendent encore plus vulnérables les économies des pays à faibles revenus, des politiques qui favorisent la privatisation de l'eau, de l'électricité, de la santé, de l'éducation et de la culture.

1.1.5. Forte augmentation de la dette publique interne

Une évolution récente est également à prendre en considération : la dette publique interne augmente très fortement. Alors qu'en 1998, la dette publique interne et la dette publique externe faisaient parts égales, en 2006 la dette publique interne représente le triple de la dette externe⁴ !

Ce phénomène est capital : désormais il n'est plus possible de mesurer l'endettement des PED sur la base du montant de leur dette externe. La plupart des mesures de soutenabilité de la dette produite par les institutions internationales sont totalement obsolètes. Il faut dorénavant additionner la dette publique interne et externe d'un pays pour mesurer le poids que représente l'endettement pour les finances publiques et l'économie du pays. C'est d'autant plus nécessaire qu'une partie croissante des titres de la dette publique interne est achetée par des créanciers étrangers⁵.

1.1.5. Augmentation de l'endettement des entreprises privées

Il ne faut pas perdre de vue l'endettement croissant des entreprises privées des PED. Depuis que les pays exportateurs de matières premières connaissent une embellie financière, les banques privées des pays les plus industrialisés ont multiplié les prêts aux entreprises privées des PED. Les deux secteurs privés qui s'endettent le plus dans les PED sont les banques et les entreprises du secteur des hydrocarbures et des matières premières. Il faut être particulièrement attentif à cette évolution : les banques privées des PED empruntent au Nord à bas taux d'intérêts pour prêter cet argent sur le marché intérieur à un taux plus élevé. Si jamais, la situation économique se dégrade (ce qui est probable pour les années qui viennent), on risque d'assister à une série de faillites de banques privées des PED comme lors des crises financières qui ont touché le Mexique en 1994-1995, les pays du Sud-Est asiatique et la Corée en 1997-1998, l'Equateur en 1998-1999 et l'Argentine en 2001. La dette privée des banques d'aujourd'hui risque, si on n'y prend garde, de représenter une dette publique demain. De là,

³ Voir le type d'échange entre la Bolivie, le Venezuela et Cuba en 2006-2007 notamment dans le domaine des hydrocarbures, du transfert de technologie, de la santé et de l'éducation.

⁴ World Bank, *Global Development Finance 2007*, Washington DC, p. 46.

⁵ De plus en plus d'investisseurs étrangers achètent des titres de la dette publique interne car ceux-ci sont plus rémunérateurs ! En 2006, les « étrangers » ont acheté pour 9 milliards de titres de la dette interne des PED. Voir World Bank, *Global Development Finance 2007*, Washington DC, p. 46.

la nécessité de contrôler l'endettement du secteur privé. Il en va de même pour le secteur des hydrocarbures et des mines. Des entreprises privées pétrolières, gazières et minières s'endettent pour développer leur capacité de production afin de profiter des prix élevés des matières premières. Si ces prix chutent, les investissements réalisés grâce à l'emprunt risquent de se révéler non rentables et la dette à rembourser impayable. Il est fondamental de limiter et de contrôler cet endettement.

1.1.6. Nouvelle vague d'endettement dans le domaine des industries extractives, des mégaprojets énergétiques, dans l'exploitation des forêts tropicales

A côté d'autres acteurs, la Banque mondiale joue un rôle très actif dans le développement de projets miniers, pétroliers, gaziers ainsi que dans des mégaprojets énergétiques (grands barrages) et dans l'exploitation des forêts. Le CADTM et d'autres mouvements citoyens ont détecté de nombreux délits attachés à la réalisation des projets, du non-respect des droits des populations directement concernées jusqu'à des crimes contre l'humanité comme le massacre commis à Kilwa au Katanga en 2004⁶.

1.1.7. Croissance incontrôlée des Credit Default Swaps (CDS)

De nouveaux produits financiers ont pris de l'ampleur, il s'agit notamment des Credit Default Swaps (CDS). L'acheteur d'un CDS veut en l'acquérant se protéger contre un risque de non paiement d'une dette. Le marché des CDS s'est fortement développé depuis 2002. Le volume des montants concernés par les CDS a été multiplié par 11 au cours des 5 dernières années⁷. Le problème, c'est que ces contrats d'assurance sont vendus sans que s'exerce un contrôle de la part des autorités publiques. L'existence de ces CDS pousse les entreprises à prendre de plus en plus de risques. Se croyant protégés contre un défaut de paiement, les prêteurs octroient des prêts sans avoir vérifié la capacité de l'emprunteur à rembourser. Or si la situation économique internationale se détériore, des dizaines ou des centaines d'emprunteurs peuvent devenir subitement insolvables et les CDS risquent de n'être que des papiers sans valeur car les assureurs seront incapables d'exécuter leurs engagements.

1.1.8. Fuite des capitaux et rapatriement des profits vers le Nord versus envoi des migrants vers le Sud

La fuite des capitaux et des cerveaux des PED vers les pays les plus industrialisés s'est amplifiée ces dernières années. Par ailleurs, le montant des profits rapatriés vers les « maisons mères » a été multiplié par 4,5 entre 2000 et 2006 (passant de 28 milliards en 2000 à 125 milliards en 2006)⁸. Allant dans un autre sens, les envois des migrants vers leur pays d'origine ont fortement augmenté⁹. L'importance de ces envois dépassent de très loin, comme le reconnaît la Banque mondiale, le total de l'aide publique au développement.

1.1.9. Forte augmentation du prix des aliments

Le prix des aliments est en train d'augmenter fortement. Deux facteurs en sont la cause principale.

Premièrement, la décision de plusieurs gouvernements et des grandes entreprises transnationales de développer la production des agro-combustibles, comme l'éthanol produit à partir de la canne à sucre, du maïs, du colza ou d'autres plantes. Désormais 20% du maïs

⁶ Voir Myriam Bourgy, « Le massacre de Kilwa : Anvil Mining et l'Agence Multilatérale de garantie des investissements, complices de crimes de guerre », in *A qui profitent toutes les richesses du peuple congolais ? Pour un audit de la dette congolaise*, brochure éditée par le CADTM, 2007, <http://www.cadtm.org/spip.php?article2341>

⁷ World Bank, *Global Development Finance 2007*, Washington DC, p. 83-84.

⁸ World Bank, *Global Development Finance 2007*, Washington DC, p. 53.

⁹ World Bank, *Global Development Finance 2007*, Washington DC, p. 54

états-unien sert à fabriquer de l'éthanol ; idem pour 50% de la canne à sucre au Brésil !¹⁰ L'augmentation du prix du maïs s'est répercutée au Mexique avec l'augmentation du prix de la tortilla. Voilà un effet dévastateur des traités de libre commerce (TLC). En effet, en 1994, le TLC entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique (Alena) est entré en vigueur. En vertu de ce TLC, l'agro-business des Etats-Unis a envahi le marché mexicain avec du maïs états-unien vendu en dessous du coût de production des petits producteurs mexicains qui ont perdu leur emploi par centaines de milliers (et ont cherché à émigrer vers le riche voisin du Nord). A partir de 2006, le prix du maïs exporté par les Etats-Unis a fortement augmenté à cause de la demande liée à la production de l'éthanol. En conséquence, le prix de la nourriture a fortement augmenté au Mexique car le maïs constitue la base de l'alimentation de ce pays. Les paysans mexicains qui produisaient le maïs ne sont plus là pour répondre à la demande. Soit ils ont vendu leurs terres et ont émigré vers les grandes villes et vers les Etats-Unis ; soit ils sont criblés de dettes et éprouvent de très grandes difficultés à reprendre la culture.

Un deuxième phénomène aggrave la situation de l'alimentation des plus pauvres. Les grandes entreprises céréalières basées dans les pays les plus industrialisés à climat tempéré ont réduit en 2006 et en 2007 les surfaces emblavées en céréales de manière à faire augmenter leur prix sur le marché mondial, prenant le risque de provoquer une insuffisance de nourriture dans les pays d'Afrique et d'autres continents qui sont devenus au cours des quarante dernières années des importateurs nets de céréales car des institutions comme la Banque mondiale les ont poussés à donner la priorité aux cultures tropicales (cacao, café, thé, arachide...). Aujourd'hui, la Banque mondiale tire la sonnette d'alarme en se rendant compte que dans certains pays africains le prix des céréales a été multiplié par deux fin 2006-début 2007. La Banque mondiale envisage la possibilité de la poursuite d'une forte hausse du prix du maïs, du blé, du riz et d'autres aliments de base en conséquence notamment de l'augmentation de la production d'agro-combustibles¹¹. A cause de cela, le nombre de personnes vivant dans la pauvreté absolue risque d'augmenter et de graves crises alimentaires peuvent se produire. En outre, la dette extérieure des pays les plus pauvres risque également de croître en conséquence de l'augmentation de la facture à payer pour les importations de nourriture.

1.1.10. Promesses non tenues par les pays riches

Les promesses des pays riches faites en 2002 à la conférence des Nations unies de Monterrey en matière d'APD ne sont pas tenues¹². On ne voit pas comment les pays riches, à commencer par les membres du G8, pourraient réussir à porter leur « aide » à l'Afrique à hauteur de 50 milliards en 2010 (comme promis au G8 de Gleneagles en juillet 2005). Pour ce faire, ils devraient augmenter leur aide de 16% par an.

1.1.11. Augmentation des prêts Sud-Sud et rôle grandissant de la Chine

Des banques privées de quelques pays en développement (Chine, Inde, Malaisie, Afrique du Sud) octroient de plus en plus de prêts à des gouvernements ou à des entreprises d'autres PED. Les prêts des banques publiques chinoises à l'Afrique augmentent fortement. En 2004-2006, les banques chinoises ont prêté deux milliards de dollars aux PED dans le domaine du pétrole et du gaz¹³. La Chine mais aussi l'Inde et l'Afrique du Sud sont à la recherche de matières premières, c'est pourquoi les banques de ces pays augmentent fortement leurs prêts de manière à garantir leur approvisionnement. Les pays les plus vulnérables risquent de tomber dans une nouvelle dépendance qui ne sera pas nécessairement meilleure que celle déjà

¹⁰ World Bank, *Global Development Finance 2007*, Washington DC, p. 25.

¹¹ World Bank, *Global Development Finance 2007*, Washington DC, p. 30-32.

¹² World Bank, *Global Development Finance 2007*, Washington DC, p. 55-56.

¹³ World Bank, *Global Development Finance 2007*, Washington DC, p. 44.

existante à l'égard des pays les plus industrialisés. Il faut aussi souligner le développement de puissantes sociétés transnationales privées ou publiques du Sud (Petrobras, Petronas, PDVSA, CNOOPC, pour ne prendre que le domaine pétrolier).

1.1.12. Augmentation des dépenses d'armement

Sous l'impulsion des Etats-Unis, une course à l'armement a repris en ce début de 21^e siècle. Les dépenses d'armement de Washington sont en forte augmentation et représentent la moitié des dépenses mondiales. La Chine vient de décider d'augmenter de 18% ses dépenses d'armement en 2007. Les Etats-Unis viennent d'octroyer d'énormes prêts bilatéraux à certains de leurs alliés afin qu'ils leur achètent des armes. Une nouvelle croissance de l'endettement public externe lié aux achats d'armes est à craindre.

1.1.13. Quelles sont les conséquences de la nouvelle situation internationale pour le CADTM ?

Pour le CADTM, il s'agit d'adapter son analyse à la nouvelle réalité. Par exemple, dans le livre *50 questions / 50 réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale* écrit en 2002, les auteurs ont délibérément laissé de côté la dette publique interne. Au moment où les auteurs réécrivent entièrement ce livre qui constitue un ouvrage de référence¹⁴, ils doivent donner toute son importance à la croissance de la dette publique interne et à ses implications. De même, Eric Berr et François Combarrous, les créateurs en 2005 de ratios alternatifs à ceux de la Banque mondiale pour mesurer l'impact de l'endettement, devraient prendre en compte la situation nouvelle pour adapter leurs instruments de mesure qui sont disponibles sur le site de l'OID (www.oid-ido.org). Nous en reparlerons lors du séminaire de l'OID qui aura lieu à Namur les 15-16-17 octobre 2007.

De même pour tous ceux et celles qui se sont investis dans l'audit de la dette, il convient de prendre en compte le poids de la dette publique interne. Les autorités équatoriennes l'ont bien compris. En juillet 2007, le président Raphael Correa a créé une commission d'audit intégral de la dette publique interne et externe. Le CADTM, Eurodad et Latindadd ont été directement associés aux travaux de cette commission¹⁵ ainsi que 6 représentants des mouvements sociaux et citoyens équatoriens.

Il convient aussi d'analyser l'évolution de la dette des entreprises privées car si on n'y prend garde, elle risque d'être injustement mise à charge du Trésor public, son remboursement devenant une charge supplémentaire pour la population.

Il s'agit d'aller à l'encontre de l'idée selon laquelle la dette publique est sous contrôle. Il faut analyser les nouvelles formes d'endettement et les nouveaux prêteurs.

En 2008, le CADTM Belgique poursuivra l'effort entamé en 2007 sur l'audit de la dette de l'Equateur, de la RDC, du Mali et d'autres pays où les mouvements sociaux souhaitent entreprendre un tel audit.

¹⁴ Il a été publié en 7 langues (dont l'arabe, le coréen et le japonais) dans 14 éditions différentes. Damien Millet et Eric Toussaint sont en train de rédiger une version entièrement nouvelle du livre qui devrait paraître en français début 2008.

¹⁵ Eric Toussaint qui fait partie de la commission s'est rendu en Equateur pour travailler à l'audit de la dette avec les mouvements sociaux équatoriens, les autorités de Quito et ses collègues internationaux.

En 2008 également, le CADTM développera une action d'audit des créances réclamées par les pays les plus industrialisés à l'égard des pays du Sud, notamment à l'égard de l'Equateur et de la RDC. Le CADTM réalisera ce travail en collaboration étroite avec Eurodad, l'Observatoire de la dette dans la Globalisation, ATTAC-CADTM Japon et tous les autres mouvements qui au Nord sont prêts à entreprendre ce travail.

Vu l'importance des nouveaux prêts dans le domaine des industries extractives, des mégaprojets énergétiques et dans les exploitations forestières, vu les nombreux délits détectés par le CADTM et d'autres mouvements citoyens, délits dans lesquels la Banque mondiale est parfois impliquée directement, le CADTM poursuivra ses efforts pour que des poursuites judiciaires soient engagées.

Par rapport à la nouvelle architecture financière en construction, il faut veiller à ce que les Banques du Sud en construction répondent bien à des critères de démocratie et de transparence (un pays = une voix ; justiciabilité de l'institution et de ses fonctionnaires ; possibilité d'auditer les archives ; obligation de rendre publiquement et régulièrement des comptes aux Parlements et à l'opinion publique), que leur action permette de rendre applicables les traités internationaux sur les droits humains fondamentaux en contribuant à améliorer les conditions de vie des populations. Les bénéficiaires des prêts ou des dons doivent être des entités publiques, des petits producteurs, des communautés. Les projets soutenus par la Banque doivent être respectueux de l'environnement. La Banque doit éviter au maximum de financer ses projets en faisant appel aux marchés des capitaux. Avec d'autres campagnes dettes, en juin 2007, le CADTM a été à l'initiative d'une lettre publique aux présidents des pays d'Amérique latine qui s'unissent pour créer la Banque du Sud. Il convient de poursuivre cette interpellation et de suivre attentivement le processus de construction de la nouvelle institution financière.

Les tâches sont énormes, les défis sont gigantesques. Pour les relever, il s'agit de renforcer les synergies et l'unité d'action entre toutes les organisations qui agissent pour une solution juste au problème de la dette. Le réseau CADTM international renforcera encore un peu plus la collaboration avec les autres mouvements qui agissent sur la problématique de la dette : Jubilé Sud, Eurodad, Latindadd, Afrodad et toutes les organisations nationales qu'elles fassent ou non partie d'un réseau international. Le CADTM contribuera à consolider l'Observatoire international de la dette qui fournit à tous les mouvements un cadre de réflexion en commun.

Le CADTM poursuivra ses efforts dans le cadre du Forum social mondial et de la coordination mondiale des mouvements sociaux afin d'orienter résolument l'action du mouvement altermondialiste vers des alternatives et des moyens d'action adaptés aux défis de la dette et de toutes les formes d'oppression.

1.2. Les défis du CADTM Belgique à l'intérieur de son réseau International

Compte tenu de l'évaluation (P. 55) : *L'évaluation a montré la qualité et la diversité du réseau international CADTM, très centré sur la problématique de la dette mais qui se mobilise également sur d'autres thématiques connexes. C'est, pour l'association belge, une grande force, un point d'appui important, pour l'ensemble de son travail d'élaboration, de sensibilisation, de mobilisation et d'interpellation. Le CADTM Belgique a tout intérêt à cultiver ce réseau international de partenaires. Il*

apparaît essentiel d'approfondir le travail engagé de renforcement des capacités et de l'autonomie des membres du Sud du réseau international.

Dans cette optique, le CADTM visera à relever plusieurs défis :

1.2.1. Renforcement de l'autonomie des membres du réseau situés dans les pays en développement (PED)

Le réseau CADTM International est aujourd'hui constitué d'organisations actives dans 22 pays¹⁶. Il n'existe pas de structure de direction internationale du réseau. Mais le CADTM Belgique, qui assure le secrétariat international et dispose de moyens humains et financiers plus importants que la plupart des autres membres, joue un rôle essentiel pour impulser, entretenir les dynamiques collectives et anticiper les événements et les enjeux. Les évaluateurs remarquaient à juste titre dans le rapport d'évaluation du programme 2003-2007 (p. 51) « *la place encore trop incontournable du CADTM Belgique dans le fonctionnement du réseau international* » et « *le risque d'une certaine dépendance des organisations les plus jeunes vis-à-vis du CADTM Belgique* ».

D'autre part, les conclusions du dialogue politique (PV) notent qu'« *à terme, des règles et procédures internes devront être élaborées et précisées* ».

Le CADTM Belgique et les membres du réseau international ont bien perçu ce problème et ont cherché ensemble des solutions. Ainsi, à l'occasion de la réunion annuelle d'évaluation d'octobre 2006, des orientations ont été adoptées pour tenter de remédier à cette situation : renforcement de l'élaboration collective des publications, amélioration de la communication interne, plus forte participation des membres du réseau à l'enrichissement du site Internet, etc. Le principal défi du CADTM en 2008 sera donc le renforcement de l'autonomie des membres du réseau situés dans les pays en développement (PED). Ainsi le Plan d'action 2008 reprend explicitement les orientations adoptées lors de la réunion de réseau d'octobre 2006.

Dans la partie « Offre de service », l'action 1 « Renforcement du réseau CADTM International » comportera pas moins de 6 activités visant à renforcer l'autonomie des membres du Sud. Dans cette action, l'activité 1 est consacrée à l'amélioration de la communication interne, l'activité 2 porte sur les publications des membres du Sud, l'activité 3 concerne la coordination au niveau mondial du réseau, l'activité 4 met l'accent sur le développement des ateliers régionaux, l'activité 5 souligne le renforcement des synergies entre ces régions, et enfin l'activité 6 porte sur le dialogue Nord-Sud. En effet, l'autonomisation des membres du réseau passe nécessairement par le développement de ces 6 activités. Cependant, ces problèmes de dépendance à l'égard du CADTM Belgique ne trouveront de solutions véritables que par une autonomie financière plus forte des organisations membres. Ce dernier problème est sans doute le plus difficile à surmonter : les organisations du réseau international, en particulier certaines organisations africaines, ont un faible accès aux bailleurs de fonds internationaux publics ou privés, pour financer leurs activités au niveau national ou régional. Le CADTM Belgique fera donc son possible pour

¹⁶ Belgique (CADTM), France (CADTM), Suisse (CADTM), Sénégal (CADTM), Côte d'Ivoire (FNDD), Bénin (CADD), Togo (CADTM), Mali (CAD), Niger (RNDD), Burkina Faso (ATTAC/CADTM), RDC – Kin (NAD), RDC – Lubumbashi (AMSEL/CADM), Congo (APASH-CADTM), Congo (Solidaires), Angola (Liga Jubileu), Venezuela (Red Venezolana para la Abolición de la Deuda/CADTM), Colombie (UNEB), Equateur (CADTM Ecuador), Haïti (PAPDA), Syrie (AGAS), Maroc (ATTAC-CADTM), Tunisie (RAID – ATTAC/CADTM), Inde (VAK CADTM Network), Pakistan (CADTM Pakistan)

faciliter la recherche de financement par des membres du réseau tout en évitant de devenir le bailleur de fonds pour les membres du réseau.

Enfin, le CADTM veillera à formaliser progressivement le fonctionnement de son réseau en vue du screening de 2010.

1.2.2. Consolidation du travail collectif du réseau international.

Un autre défi, qui sera également abordé dans l'action 1 de l'Offre de service « Renforcement du réseau CADTM International et de ses partenaires » est la consolidation du travail collectif du réseau international. C'est pourquoi le mot « consolider » est un maître mot du programme triennal 2008-2010 et il sera donc appliqué en 2008. Ce travail collectif du réseau est précieux car il apporte les connaissances précises sur les sujets connexes à la dette. Pour l'ensemble des organisations membres, la dette est, en effet, une problématique centrale mais non exclusive. Chaque organisation élargit ses thématiques de travail en fonction des réalités locales (DSRP, gestion des fonds publics et contrôle budgétaire, privatisations et services publics, néolibéralisme, Banque mondiale, FMI, garantie des droits humains, micro-crédit, émancipation des femmes, accords de partenariat économique entre l'Union européenne et les pays ACP, Organisation mondiale du commerce, etc.). De ce point de vue, le réseau a développé une véritable expertise collective, ancrée dans les réalités locales.

Cette expertise est d'ailleurs reconnue par les décideurs de nombreux pays. Nombre de membres font un important travail de sensibilisation, de formation et/ou d'interpellation des décideurs de leurs pays respectifs (notamment travail en direction des parlementaires et du gouvernement au Mali, en République démocratique du Congo, en Equateur, au Venezuela, etc.). En d'autres termes, l'appartenance au réseau international participe au renforcement de l'organisation, tant pour les organisations membres dans les PED qu'au Nord. Grâce à la formalisation et au renforcement du réseau international, le CADTM Belgique a augmenté sa notoriété, sa légitimité vis-à-vis des pouvoirs publics, des médias ou des autres acteurs sociaux. Le CADTM Belgique compte mettre à profit cette notoriété pour renforcer son action d'interpellation politique au niveau belge et international.

1.2.3. Le renforcement des interpellations politiques

Compte tenu de l'évaluation (P. 54) : *Il serait sans doute utile de travailler plus précisément la stratégie d'interpellation des décideurs (mise en oeuvre d'un travail plus systématique et proactif, élargissement des relais parlementaires, etc.).*

Un troisième défi à rencontrer est donc le renforcement des interpellations politiques et l'interactivité des actions entreprises au Nord vers les membres du Sud et vice versa dans ce domaine. Rappelons qu'un pas très important a été franchi en Belgique avec la résolution du Sénat du 29 mars 2007.¹⁷ Le réseau CADTM International s'appuiera sur cette résolution pour proposer aux autorités et aux mouvements sociaux des pays endettés envers la Belgique qu'ils s'en servent pour réclamer l'annulation des dettes des pays pauvres très endettés (PPTE) et des pays les moins avancés (PMA) ainsi que la mise en place d'audits. La question de la réalisation d'audits telle que recommandé par le Sénat belge est une priorité. Le CADTM Belgique veillera à ce que cette résolution soit appliquée par le gouvernement belge, ce qui ne sera pas facile. Le renforcement des interpellations politiques constitue donc un autre défi du CADTM.

Le CADTM international, par le biais de ses ateliers régionaux notamment, compte également poursuivre la collaboration politique avec les gouvernements progressistes et démocratiques

¹⁷ Le texte intégral de la résolution approuvée par le sénat le 29 mars 2007 : <http://www.cadtm.org/IMG/pdf/070327Senat.pdf>

d'Amérique latine, notamment le gouvernement équatorien (voir 1.0). Les résultats engrangés pourront être exploités par des membres du réseau dans d'autres parties du monde (Asie, Afrique). Si au départ le CADTM Belgique peut servir de courroie de transmission, à terme, la communication et l'exploitation des impacts politiques doivent pouvoir se réaliser directement (on note déjà à ce sujet un début de rapprochement entre les membres du réseau en Afrique et ceux en Amérique latine et dans la Caraïbe).

1.2.4. Synergies

Compte-tenu de l'évaluation (P.54): *Sur cette stratégie de renforcement du mouvement, le CADTM fait, implicitement, le choix des enjeux stratégiques de la convergence entre mouvements sociaux et organisations de solidarité internationale et de la construction d'alliances. Elles sont effectivement un élément essentiel des mobilisations citoyennes qui pèsent à leur tour sur l'opinion et les décideurs politiques. Les actions menées tout au long de ce programme quinquennal montrent une vraie capacité du CADTM dans la pratique des alliances, sans que ne soient explicités les enjeux (intérêts, limites, difficultés), les perspectives et les stratégies dans lesquelles elles s'inscrivent. Il y a bien aujourd'hui une cohérence dans la pratique du CADTM (extension et diversification du réseau, priorité donnée aux mouvements sociaux, travail engagé avec Eurodad et ses membres, etc.), il serait utile d'approfondir ce qu'elle implique en termes de pensée stratégique et de projet à long terme.*

Compte-tenu du dialogue politique (PV): « ces synergies restent à approfondir pour renforcer l'impact au Nord ».

La qualité du réseau international CADTM va également faciliter la construction de synergies avec d'autres organisations travaillant sur la mondialisation néo-libérale (Attac, Via Campesina, Marche mondiale des femmes...) comme les réseaux internationaux travaillant sur les mêmes thématiques (Jubilee South, Afrodad, Eurodad, etc.). Le CADTM Belgique suivra les recommandations exprimées par la DGCD dans le dialogue politique sur la nécessité d'approfondir les synergies avec les autres organisations du Nord pour renforcer son impact au Nord et plus particulièrement en Europe. Cette synergie est présente en plusieurs points dans la partie « Education » (Action « Renforcement des liens avec l'ensemble de la société civile belge et internationale ») et dans la partie « Offre de service » (activité « Dialogue Sud/Nord » dans l'action « Appui méthodologique aux responsables et formateurs des mouvements sociaux belges et internationaux ») du PA 2008.

1.3. Etat de la situation et perspectives relatives aux évaluations

Suite au rapport d'évaluation du programme 2003-2007, remis en avril 2007 par Olivier Blamangin et Gus Massiah (ACT – Paris), le CADTM a déjà introduit des éléments de réponse importants aux recommandations du rapport. Les points soulignés dans le texte de cet extrait de la conclusion (pp. 54-55) sont particulièrement surveillés dans l'élaboration du PA 2008.

Dans cette partie générale, nous avons mis en exergue et développé nos réponses en ce qui concerne la mise en contexte actuelle du problème de la dette et des institutions financières internationales, l'autonomie désirée des membres du réseau dans les PED, l'amélioration du cercle vertueux, le travail d'interpellation politique, l'accent sur les synergies.

Par rapport à une dernière remarque qui nous est faite, « *Le CADTM a fortement développé ses outils d'évaluation et de suivi de son activité (études spécifiques, tableaux de bord, questionnaires, etc.). Forte de cette expérience, l'association peut encore progresser en renseignant de façon plus systématique et plus synthétique des indicateurs de résultat par activité ou type d'activité », le PA 2008 contient une meilleure définition des indicateurs par activités.*

A la fin de l'année 2008, le GNC procèdera à une évaluation des deux volets " Education " et " Offre de services ".

1.4. Le choix des thématiques

Le programme triennal 2008-2010 présente 7 thématiques « prioritaires » (p. 22 à 28) : certains objectifs du millénaire (question de l'égalité homme/femme ; droit à la santé, droit universel à l'eau), l'évolution de l'endettement public des PED, les alternatives, le droit international en relation avec la dette, la dette écologique, les audits et le renforcement du mouvement altermondialiste. De manière à éviter un « touche à tout » brouillon, nous avons décidé de privilégier quelques-unes des thématiques par année du programme en cours.

Le PA 2008 traitera en particulier des quatre thématiques suivantes :

- Le question des OMD : une analyse globale sur la situation des OMD à mi-parcours sera réalisée. Celle-ci sera notamment intégrée dans l'ouvrage « 60 questions / 60 réponses sur la dette, le FMI et la BM ».
- la question de l'égalité homme/femme en relation avec la problématique de la dette: organisation d'un week-end résidentiel de formation, un dossier dans la revue trimestrielle, participation à la rencontre internationale de la Marche mondiale des femmes en juillet 2008 en Espagne ; module de formation pour les écoles et les interventions en conférence
- les audits : il s'agira d'exploiter toutes les actions en cours (Equateur, RDC, Mali, Philippines, Brésil etc.) pour leur donner sens par le biais d'articles de fond, dans la revue et sur le site, d'interventions dans les formations et les conférences, de pressions au niveau des interpellations politiques
- les alternatives : exploitation du livre écrit par Olivier Bonfond (articles, conférences, formations) et des événements comme la création de la Banque du Sud, etc.
- la dette écologique : compte tenu de l'importance grandissante de la question environnementale et en particulier du changement climatique dans les médias et dans les choix politiques mondiaux, au cours de l'année 2008 le travail de recherche sur la dette écologique sera poursuivi et renforcé.

Ceci ne signifie pas que les autres thématiques ne pourront pas être abordées au cours de l'année 2008 mais elles ne jouiront pas de la même importance.

En 2009, les thématiques prioritaires seront la dette écologique, le droit international et le renforcement du mouvement altermondialiste. Le PA 2010, lui, donnera la priorité aux thèmes de la santé, de l'eau et de l'évolution de l'endettement public.

Planification en EDUCATION AU DEVELOPPEMENT ET EN OFFRE DE SERVICE

Nous plaçons ici un tableau de planification globale de manière à montrer la logique d'ensemble qui est poursuivie.

2008	2009	2010
G8 au Japon	G8 en Italie	G8 aux Etats-Unis
Journées d'action globale dans le cadre du FSM (fin janvier)	8 ^e FSM (à Belem –Brésil- en janvier 2009)	Activité du FSM (à définir)
Tenter d'obtenir une orientation du gouvernement belge en application de la résolution adoptée par le sénat en mars 2007	Elections dans les Communautés et Régions en Belgique : interpellation politique	
Atelier régional Asie du Sud et atelier régional Pays andins	Université d'été : atelier régional d'Europe en Belgique	
Poursuite du travail d'audit des dettes de l'Equateur, du Niger, Mali, Côte d'Ivoire, RDC... et présentation des résultats en fin d'année	Poursuite puis présentation des résultats des travaux d'audit du Congo Brazzaville, de l'Inde et du Maroc	Présentation des résultats des travaux d'audit sur le Pakistan, le Sri Lanka

2. Présentation générale de l'ONG

2.1. Présentation administrative

Nom : CADTM/CODEWES ASBL/VZW

Siège social : 149, Montagne Ste-Walburge, 4000 Liège

Secrétariat et siège d'activité : 345, avenue de l'Observatoire, 4000 Liège

Tel. : 04/226.62.85

E-Mail: international@cadtm.org

Site web : <http://www.cadtm.org>

Président : Eric Toussaint

Personnes de contact :

Denise Comanne (Tel. : 04/226.62.85 Email: denise.comanne@cadtm.org)

Eric Toussaint (Tel. : 04/253.24.86 ou 0486 74 47 52 Email : international@cadtm.org)

Olivier Bonfond (Tel. : 04 342.08 28 ou 0494.47.28.03 email : olivier@cadtm.org)

Renaud Vivien (Tel.: 0497/04 79 99) Email : renaud@cadtm.org

Comptes bancaires : Education 001 - 3178399-76 ; Offre de Services : 001-3178395-72

Date de l'agrément : nouvel agrément le 28 novembre 1997

Intitulé du programme 2008 - 2010 : « Impulser des alternatives à la dette centrées sur les droits fondamentaux pour un développement humain socialement juste et écologiquement soutenable »

2.2. Modifications des données administratives de l'ONG

Aucune modification administrative importante n'est à signaler.

2.3. Modifications relatives au personnel de l'ONG

Le personnel permanent du CADTM

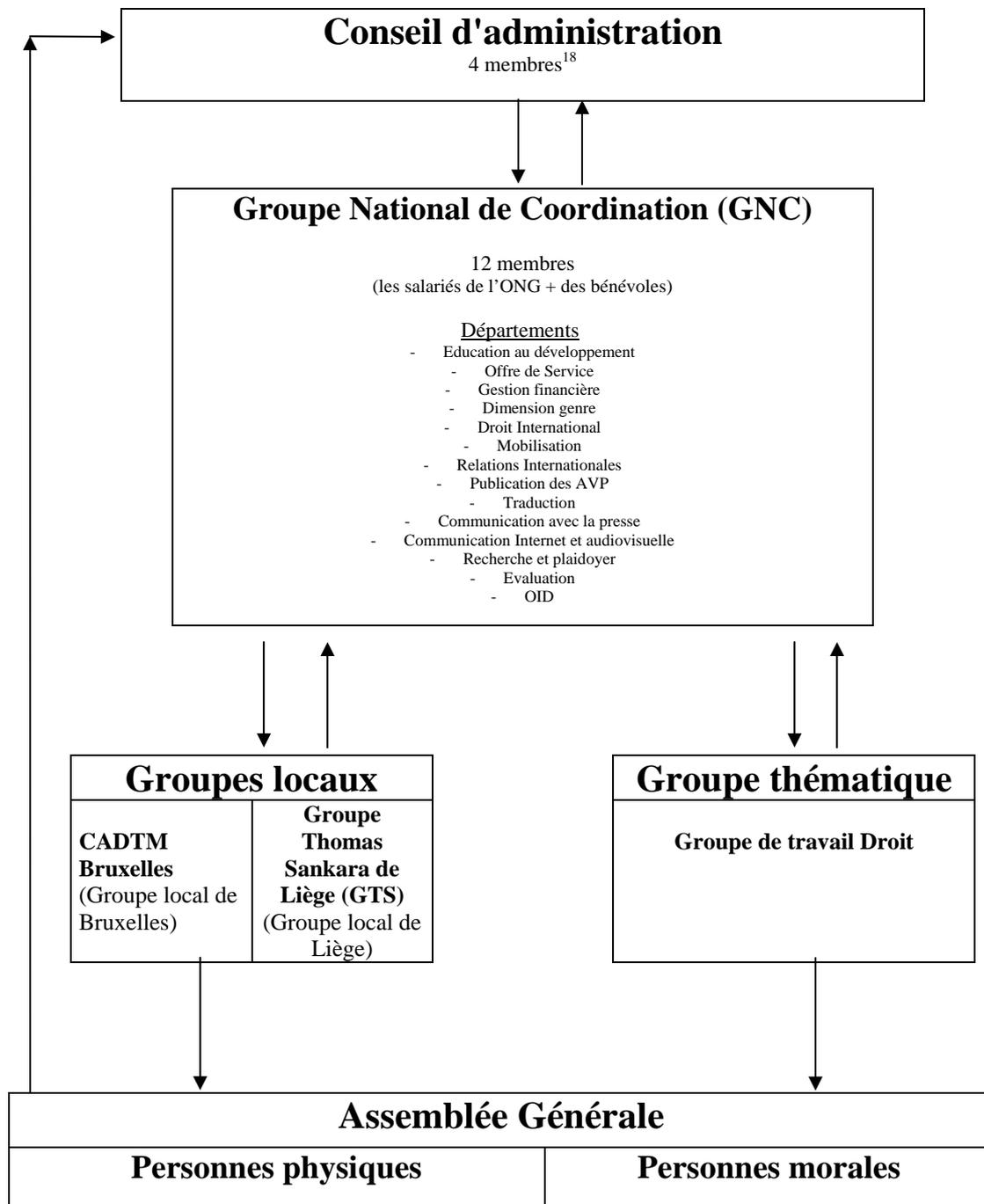
Tableau récapitulatif du personnel permanent du CADTM

Nom	Statut et durée du temps de travail	Fonction Dans l'ONG
Denise Comanne, Licenciée en Histoire de l'Art (Université de Liège)	Mise à disposition du CADTM par la Ville de Liège. Le CADTM rembourse l'entièreté du salaire annuel à la Ville (12 mois). 12 mois ETP pour PA 2008 <i>Sera admise à la pension en avril 2009</i>	Membre du Conseil d'Administration (CA), du Groupe National de Coordination (GNC).

Eric Toussaint, Historien et docteur en sciences politiques, conseiller scientifique du Département Sciences Politiques des Universités de Liège et de Paris 8. Chargé de cours à la CTB	Professeur nommé, permanent syndical mis à temps complet à disposition du CADTM par la CGSP Enseignement. Le CADTM rembourse l'entièreté du salaire à la CGSP (12 mois). 10 mois ETP pour PA 2008 <i>Sera admis peut-être à la pré retraite le 1^{er} septembre 2009</i>	Président, membre du CA, du GNC
Olivier Bonfond, licencié en sciences économiques (ULG), agrégé de l'enseignement secondaire supérieur, chargé de cours à la CTB	6 mois ETP pour PA 2008	Secrétaire général, membre GNC et du GLC, coordinateur du GTS
Virginie de Romanet, licence spéciale en espagnol, maîtrise en langues étrangères appliquées, DES en sciences et technologies de l'information (ULB)	12 mois ETP pour PA 2008	Membre du GNC, Coordinatrice du Groupe Droit
Jérôme Ollier Diplômé en Gestion des espaces naturels	6 mois ETP pour PA 2008	Membre du GNC
Christine Vanden Daelen diplômée en Sciences Politiques à l'ULB Licenciée en Coopération au développement		Membre du Groupe Droit Membre du GNC
Renaud Vivien	4 ETP	Membre du Groupe Droit Membre du GNC
Myriam Bourgy	4 ETP	Membre du Groupe Droit Membre du GNC
Cecile Lamarque	6 ETP (travail à mi-temps càd 12 mois à mi temps)	
José Mukadi, ingénieur		Membre du GNC

2.4. Structures organisationnelles.

Organigramme du CADTM-Belgique



2.4.1. Responsabilités

Département Education au développement : Olivier Bonfond et Eric Toussaint

Département Offre de service : Denise Comanne

Département Gestion financière : Olivier Bonfond, Eric Toussaint et Myriam Bourgy

¹⁸ Le CA comptera au moins 6 membres à partir de fin 2007 – début 2008.

Dimension du genre : Denise Comanne
Département Droit international : Virginie de Romanet, Myriam Bourgy et Renaud Vivien
Département Mobilisation : Jérôme Ollier, José Mukadi et Cécile Lamarque
Département Relations internationales : Eric Toussaint et Olivier Bonfond
Département Publication des AVP : Denise Comanne
Département Traduction : Virginie de Romanet
Département Communication avec la presse : Renaud Vivien et Eric Toussaint
Département Communication Internet et audiovisuelle : Jérôme Ollier, Cécile Lamarque, avec l'aide de Damien Millet, Yvette Krolikowski, Sylvain Dropsy et Olivier Lorillu
Département Recherche et Plaidoyer : Myriam Bourgy et Renaud Vivien
Département Evaluation : Christine Vanden Daelen
Observatoire International de la Dette (OID) : Eric Toussaint

2.4.2. L'Assemblée Générale

L'Assemblée Générale (AG) se réunit au moins une fois par an pour discuter et approuver le bilan moral, le bilan financier et prendre les grandes orientations pour l'avenir. Elle est préparée par le Conseil d'administration (CA) en concertation avec le Groupe National de Coordination (GNC). Le rapport d'évaluation est présenté à l'AG dans l'année de sa parution.

2.4.3. Le Conseil d'Administration

Le CA se réunit 3 fois par an (il est élu par l'AG).

2.4.4. Le Groupe National de Coordination (GNC)

En Belgique, le Groupe National de Coordination se réunit mensuellement. Il est le centre opérationnel de décision et de contrôle de l'exécution des décisions. Il permet d'intégrer des bénévoles dans les mécanismes de décisions (dans le cadre des grandes orientations adoptées en AG) et dans la mise en pratique de celles-ci. Les réunions du GNC sont ouvertes. Au moins une douzaine de personnes y participent. Au moment de la préparation de grandes activités, le nombre de participants au GNC augmente. Tous les membres du GNC communiquent notamment par internet ce qui assure la fluidité et la rapidité des échanges. Les permanents actuels ont des contacts réguliers avec les bénévoles responsables et/ou actifs dans les différents départements d'activités. Des réunions *ad hoc* du GNC avec les partenaires du CADTM sont organisées pour préparer et coordonner les campagnes. Cela permet d'assurer la participation des organisations membres du CADTM (qui ne peuvent pas être présentes de manière permanente aux réunions du GNC) mais qui souhaitent en général apporter activement leur concours à la réussite de grandes activités.

2.4.5. L'Observatoire International de la Dette (OID)

La création d'un Observatoire international de la dette figurait comme une des activités importantes à réaliser au cours du programme quinquennal 2003-2007. Après une préparation minutieuse durant les deux premières années du programme quinquennal, l'OID a été créé officiellement en janvier 2005 au 5^e FSM de Porto Alegre (lancement en Belgique le 10 octobre 2005). Après avoir connu une mise en place relativement difficile, notamment due à un manque de moyens humains et financiers¹⁹, à l'heure actuelle, il fonctionne régulièrement, se stabilise et se développe.

Fruit d'un patient travail de mise en réseau et de consultation réalisé par le CADTM avec

¹⁹ Extrait du PA 2006 : « Nous ne pourrions malheureusement pas optimiser le fonctionnement de l'OID en 2006 par manque de moyens financiers ».

l'aide notamment de son réseau scientifique, l'objectif de l'OID est de créer un espace alternatif et pluriel d'analyse et de recherche sur la problématique de la dette. L'Observatoire n'a pas pour objectif de se substituer ou de chapeauter les campagnes nationales et internationales contre la dette mais de les appuyer en mettant à leur disposition des outils d'analyses et des résultats de recherches de haut niveau.

A ce stade de développement, le CADTM a déjà réussi à :

- Assurer une grande diversité (géographique, institutionnelle, disciplines universitaires, etc.) ainsi qu'une grande qualité des membres fondateurs de l'OID²⁰. Signalons ici qu'un membre éminent de l'OID, Alberto Acosta, est devenu ministre de l'Energie du gouvernement de Rafael Correa en Equateur en janvier 2007. Par ailleurs 6 membres de l'OID ont été désignés comme faisant partie de la commission d'audit intégral de la dette publique externe et interne équatorienne instituée par décret du président Rafael Correa en juillet 2007 (la commission compte 13 membres). Cela constitue une augmentation de la crédibilité de l'OID et renforce les perspectives déjà bien présentes, notamment pour le travail en Amérique latine.
- Rassembler des individus et des organisations membres de l'Observatoire dépassant de très loin le réseau international du CADTM.
- Assurer une pluralité des analyses, notamment par la diversité des positionnements politiques sur la question de la dette.
- Mettre en ligne un grand nombre de documents et d'analyses. Comme exprimé dans le rapport d'évaluation du programme quinquennal 2003-2007 (p. 52), ces documents sont « *très complémentaires des informations que le public cible des organisations, campagnes et mouvements – mais aussi du grand public, des médias et/ou des décideurs – est susceptible de trouver sur le site du CADTM. La base de données en ligne des « indicateurs alternatifs » de l'endettement des pays en développement met à disposition des informations originales, pertinentes et actualisées.* »

Bien qu'il gardera dans la prochaine période une importante responsabilité en terme d'animation et de coordination, le CADTM Belgique a réussi, par la mise en place des groupes de travail régionaux et thématiques, à renforcer l'ancrage de l'OID dans les PED et à faire en sorte qu'une partie de l'animation repose sur des personnes extérieures au CADTM Belgique :

- Groupe de travail latino-américain coordonné par Jorge Marchini (EDI Argentine) et Victor Isidro (SEPLA Mexique), avec l'aide de Daniel Munevar (Association des économistes de Colombie) et Marlen Sanchez (ANEC Cuba). Ce groupe anime la discussion et l'élaboration sur la Banque du Sud.
- Groupe de travail sur les ratios alternatifs à ceux des institutions de Bretton Woods et de l'OCDE coordonné par Eric Berr (CADTM France – Université de Bordeaux) et François Combarous (professeur Université de Bordeaux).
- Groupe de travail chargé de l'animation et de la coordination du site internet : Eric Berr (CADTM France – Université de Bordeaux), Jorge Marchini (EDI Argentine), Victor Isidro (SEPLA Mexique), Alex Wilks (Eurodad Belgique) pour la partie anglaise (discussion en cours) et Jérôme Ollier (CADTM Belgique).
- Groupe de travail sur la réalisation d'un rapport annuel de l'OID coordonné par Jorge Marchini (EDI Argentine), Eric Berr (CADTM France – Université de Bordeaux), Iolanda Fresnillo (ODG Barcelone).

²⁰ 55 organisations et 66 personnalités du monde universitaire, militant, juristes, etc. Voir sur le site Internet à l'adresse : http://www.oid-ido.org/oid-ido.php3?id_article=7.

- Groupe de travail sur l'audit coordonné par Rodrigo Avila (audit citoyen Brésil), Maria-Lucia Fatorrelli (audit citoyen Brésil).
- Groupe de travail chargé de la création et de l'élargissement de nouveaux groupes de travail coordonné par Alex Wilks (Eurodad Belgique) (discussion en cours).

Remarque relative au Réseau scientifique

Avec une fonction de consultation et de proposition, ce réseau scientifique était constitué de 47 membres dans les pays et régions suivantes : Belgique (11 membres) ; France (7) ; Caraïbe (3) ; Suisse (1) ; Asie-Pacifique (3) ; Amérique du Nord (2) ; Afrique (9) ; Espagne (2) ; Amérique latine (9)

Après avoir fonctionné de 2001 à 2005, le réseau scientifique du CADTM s'est intégré à l'Observatoire International de la Dette en 2005. En conséquence, le réseau scientifique du CADTM a cessé d'exister.

2.4.6. Les Membres du CADTM Belgique

Toute personne physique ou personne morale est membre du CADTM Belgique dès qu'elle en exprime le souhait clairement lors de son abonnement ou de son contact avec le CADTM. Le lien entre les membres est établi par la revue du CADTM. Un bulletin CADTM-Info est envoyé aux membres et sympathisants du CADTM. Conformément à la législation belge sur les ASBL, le CADTM distingue dans ses statuts deux types de membres : les membres effectifs (personnes physiques ou morales) qui participent aux décisions du CADTM via l'Assemblée générale d'une part ; les membres, qui sont en règle de cotisation mais ne participent pas aux décisions du CADTM, d'autre part. Les membres interviennent dans les groupes locaux et à l'AG dans la détermination des orientations et s'impliquent dans les activités.

2.4.7. Les groupes locaux

Le Groupe Thomas Sankara de Liège (GTS)

En mars 2006 à Liège, un groupe de réflexion et d'action travaillant dans le cadre des activités d'éducation du CADTM s'est constitué. Celui-ci a pris le nom de Groupe Thomas Sankara (GTS) suite au FSM de Bamako (janvier 2006) où la création de groupes de jeunes pour l'annulation de la dette a été proposée et stimulée partout où c'était possible en Afrique. Olivier Bonfond, engagé par le CADTM en septembre 2005, a initié cette formule en Belgique. Flexible, ouvert et adapté pour rassembler et structurer les « énergies » bénévoles liégeoises autour des activités du CADTM, ce groupe s'est très rapidement développé. Il est constitué à l'heure actuelle d'une cinquantaine de membres et réunit régulièrement entre 15 et 30 personnes.

Considérant qu'il est fondamental de renforcer la sensibilisation sur la question de la dette en particulier, et le travail du CADTM en général, le GTS a mis dès le départ les thématiques suivantes au centre de ces préoccupations : sensibilisation sur la dette – rapports Nord/Sud – alternatives – écologie – lien entre global et local – travail en direction de la jeunesse. Plus généralement, les quatre grands objectifs du GTS sont : se rencontrer – échanger des informations - se former – agir.

Après avoir réalisé un travail considérable pour instaurer une dynamique collective, le Groupe Thomas Sankara se structure et les perspectives de développement sont très bonnes.

Conséquence de cette stabilisation/renforcement, plusieurs groupes de travail avec des objectifs et projets concrets à court et moyen terme ont été créés.²¹

Le Groupe CADTM Bruxelles

La création du groupe CADTM BXL en novembre 2006 est la conséquence directe du rayonnement du CADTM en région bruxelloise. Via son site Internet, ses diverses publications et l'ensemble de ses activités d'éducation au développement, le CADTM s'est constitué une véritable assise en région bruxelloise. Afin de pouvoir soutenir plus activement le CADTM et à la demande de contacts bruxellois acquis depuis un certain temps déjà aux revendications du CADTM, de membres du GTS habitant à Bruxelles et de personnes nouvellement sensibilisées à la thématique de l'endettement, une « locale » du CADTM à Bruxelles s'est concrétisée le 23 novembre 2006. Le groupe du CADTM BXL est un groupe ouvert, sans frontières géographiques, sociales ou culturelles : il comprend une trentaine de membres originaires de communautés culturelles multiples.

Le groupe du CADTM BXL articule son travail en 2 axes. Le premier axe canalise les énergies du groupe vers l'« extérieur ». Il synthétise la volonté de sensibiliser, former et mobiliser aux thématiques du CADTM. Le deuxième axe vise quant à lui à renforcer les connaissances des membres du CADTM BXL, notamment en lien avec la problématique de l'endettement, des rapports Nord/Sud, de la globalisation financière, etc. Il s'agit également de s'approprier les outils pédagogiques du CADTM, pour rendre les membres du CADTM BXL capables de sensibiliser, former et mobiliser de nouveaux publics. Le deuxième axe vient alors renforcer le premier.

Des actions concrètes ont déjà été réalisées ou sont en cours de préparation.

2.4.8. Le groupe thématique Droit

Créé en 2002, le groupe Droit est un groupe de travail constitué de personnes, juristes et non-juristes, intéressées par des recherches dans le domaine du droit international, en lien avec les thématiques centrales du CADTM. Ce groupe de travail est au cœur du travail du CADTM. Il a notamment la responsabilité de l'organisation des séminaires internationaux sur le droit et la dette ces dernières années (2002 – 2003 – 2004 – 2005 – 2007).²²

En 2006, il a organisé une journée au Sénat belge sur l'audit de la dette de la RDC. Il a également coordonné différents ouvrages du CADTM dont « *Le droit international, un instrument de lutte ? Pour une justice au service des peuples* » (décembre 2004) et « *A qui profitent toutes les richesses du peuple congolais ? Pour un audit de la dette congolaise* » (décembre 2006)

Au cours du prochain programme 2008-2010, le groupe Droit a notamment pour objectif de :

- Développer et enrichir son expertise sur la question de l'audit, notamment en élargissant ses recherches vers l'Afrique de l'Ouest ;

²¹ **Un groupe Education** (coordinateurs : Olivier Bonfond et Daniel Charlier) ayant pour objectif de donner des animations de sensibilisation sur la question de la dette et des rapports Nord/Sud, en particulier dans le milieu scolaire. **Un groupe communication / media** (coordinateurs : Eric De Ruest et Yolaine Lhoist) ayant notamment pour objectif la réalisation de documentaires dont : un documentaire sur le CADTM et son réseau international ; un DVD sur le mouvement altermondialiste.

²² Ces séminaires ont traité d'un nombre considérable de thématiques : l'applicabilité des droits économiques, sociaux et culturels ; les arguments et moyens juridiques pour obtenir l'annulation de la dette ; la finance internationale et les paradis fiscaux ; la problématique des biens mal acquis ; l'étude de deux cas concrets (RDC, Afrique du Sud), le concept de dette odieuse et sa mise en perspective historique, la mise en place d'un mécanisme d'arbitrage des dettes, le contrôle et la justiciabilité des institutions financières internationales, la construction d'un ordre international alternatif, la question de l'audit de la dette, la mise en place d'alternatives...

- Favoriser, via la consolidation des ateliers régionaux, l'appropriation du travail par l'ensemble des partenaires du réseau afin que ceux-ci réalisent une action similaire pour leur pays. Il est indispensable que les partenaires du réseau CADTM s'approprient ces études afin de faire pression sur leur gouvernement pour impulser un véritable processus d'audit et pour fonder en droit la légitimité de la répudiation basée sur des données précises.
- Parallèlement à ce travail sur la question de l'audit, le groupe examinera la faisabilité de procédures judiciaires à entreprendre dans les différents pays à l'encontre de la Banque mondiale pour des faits précis.

Pour enrichir le travail d'analyse et d'élaboration et assurer sa diffusion, le groupe Droit se propose également d'établir un réseau de juristes dans chacune des régions pour maintenir des contacts en continu via l'établissement d'une mailing list et d'une participation encore plus forte au séminaire sur le droit et la dette. Il s'agit de se fixer ensemble des objectifs et d'y travailler en commun entre deux séminaires.

Il est prévu de continuer l'organisation d'un séminaire sur une base annuelle autant que possible.

2.4.9. Les Réseaux et organisations dont le CADTM est membre

Le CADTM est membre de ACODEV, Coprogram, CNCD et son équivalent flamand (11.11.11), CRACPE, APPEL des 600, ATTAC Belgique (dont le CADTM est un des fondateurs), le réseau ATTAC international, Forum Social de Belgique, Forum Social Européen, Forum Social Mondial, Forum Mondial des Alternatives (dont le CETRI assure le secrétariat international), Assemblée mondiale des mouvements sociaux, Coordination pour la levée du blocus de Cuba, Association Belgique Palestine.

2.4.10. Les bénévoles

Depuis le début de son existence, les actions du CADTM sont renforcées par un **travail très important fourni par des bénévoles**. L'équipe des permanents se structure mais cet apport bénévole continue à assurer un socle solide pour notre intervention. Il est utile de signaler que cet apport est en augmentation régulière²³.

²³ Aide bénévole en Belgique : Genero Olela (Bxl), Stéphane Desgain (Bxl), Paola Peebles (Bxl), Bénédicte Grignard (Bxl), Jean Peeters (Bxl), Ramon Aguirre (Bxl), Christine Van den Daelen (Bxl), Vicki Elongo (BXL), Marie Caraj (Bxl), Pierre Van Dooren (Bxl), Sébastien Dibling (Bxl), Juliane Demoerloze (Bxl), Philippe Tombal (Liège), Christian Teheux (Liège), Marie-Paule Cartuyvels (Liège), Brigitte Ponet (Liège), Georges Dragozis (Liège), Juliette Charlier (Liège), Cécile Charlier (Liège), Madeleine Ploumhans (Liège), Simone Verheyen (Liège), Patrice Collard (Liège), Ismaël Daoud (Namur), Alice Minette (Liège), Michaël Schmidt (Bxl), Nicolas Angulo Sanchez (Bxl), Anaïs Tamen (Bxl), Carole Kalenga (Bxl), Claire-Marie Thiry (Liège), Sébastien Biet (Liège), Albert Graitson (Liège), Martin Erpicum (Liège), Cédric Vanhorenbeke (Wavre), Haoua Ibra (Liège), Marie Odile Dessy (Namur), Daniel Charlier (Liège), Chloé Charles (Namur), Adelaïde Wilmotte (Liège), Emmanuel Milz (BX), Pierre Burnotte (Liège), Christine Pagnouille (Liège), Eric Delahaut (Liège), Olivier Nizet (Liège), Stéphane Hoornaert (Liège), John Vilour (Liège), Sabrina Bussaglia (Liège) ; Stéphanie Koch (Liège), Emmanuel Daubie (Liège), Rebecca Renson (Liège), Pierre Demarneffe (Liège), Jules Camus (Liège), Paul Ndjama (Liège), Stéphanie Koch (Liège), Perrine Rampen (Liège), Yannick Bovy (Liège), Frédéric Lévêque (Bruxelles) , Yolaine Lhoist (Liège), Eric de Ruest (Liège)
Aide bénévole à l'étranger : Damien Millet (France), Raymonde Lagune (France), Jocelyne Ducrocq (France), Martine Toulotte (France), Isabelle Rama (France), Mike et Yvette Krolikowski (France), Jacques Delmas (France), Corine Woliner (France), Samuel Chopard (France), Guillermo Sintés Diaz (France), Eric Berr (Bordeaux), Denise Milbergue (France), Claude Quémar (France), Sylvie Bourinet (France), Vicki Briault (France), Bernard Teissier (France), François Mauger (France), Nicolas Maystre (Suisse), Julie Duchatel (Suisse), Carmen Gazi (Suisse), Juan Tortosa (Suisse), Roseline Péluchon (France), Reno Savéan (France), Julie Castro (France), Jérémie Bazart (France), Judith Harris (Paris), Anne Elisabeth (Grenoble), Sylvie Guillocheau (Paris), Andréa Voicou (Strasbourg), Raymonde et Bernard Lagune (Aix en Provence), Nicolas Sersiron (France), Véronique Racine (France), Randa Baas (Syrie), Jorge Marchini (Argentine), Moktar Ben Hafsa (Tunisie), Fathi Chamkhi (Tunisie), Ibrahim Oubaha (Maroc), Lucile Daumas (Maroc), Rahmani Mimoun (Maroc), Aziz Maraas (Maroc), Souad Guennoun (Maroc), Isabelle Likouka (Congo Brazzaville), Victor Nzuzi (RDC), Sekou Diarra (Mali), Samba Tembely (Mali), Aminata Touré Barry (Mali), Ibrahim Hamani Souley (Mali), Salissou Oubandoma (Niger), Ibrahim Yacouba (Niger), Issa aboubacar (Niger), Solange Koné (Côte d'Ivoire), Diakalia Ouattara (Côte d'Ivoire), Mignane Diouf (Sénégal), Binta Sarr (Senegal), Zakaria Sambaka (Sénégal), Ajit Muricken (Inde) Paulino Nunez (Venezuela), William Gaviria (Colombie), Ramiro Arroyave (Colombie), Hugo Ruiz Diaz Balbuena (France).

Ce sont autant de personnes qui offrent au CADTM leur disponibilité et leurs compétences spécifiques (rédaction de document, plaidoyer, conférences, traduction, animation, coordination, envoi des publications, tenue de stands, relecture de documents, aide informatique, infrastructure d'aide aux invités étrangers, etc.).

2.4.11. Les stagiaires

Il faut noter l'insertion dans le travail du CADTM de l'**apport de stagiaires** de plus en plus nombreux (voir liste des stagiaires en 2006-2007)²⁴. L'évolution du CADTM à ce sujet est remarquable (dans le sens où nous pourrions faire profiter d'autres organisations de cette expérience en offre de service) : au début, l'accueil d'un stagiaire représentait un poids pour les quelques permanents car nous n'avions pas saisi la méthodologie adéquate pour impulser immédiatement un travail utile à l'organisation. Maintenant, chaque stagiaire constitue une aide précieuse d'autant plus que, en raison de la notoriété croissante du CADTM, le profil des candidats stagiaires s'est fortement spécialisé.

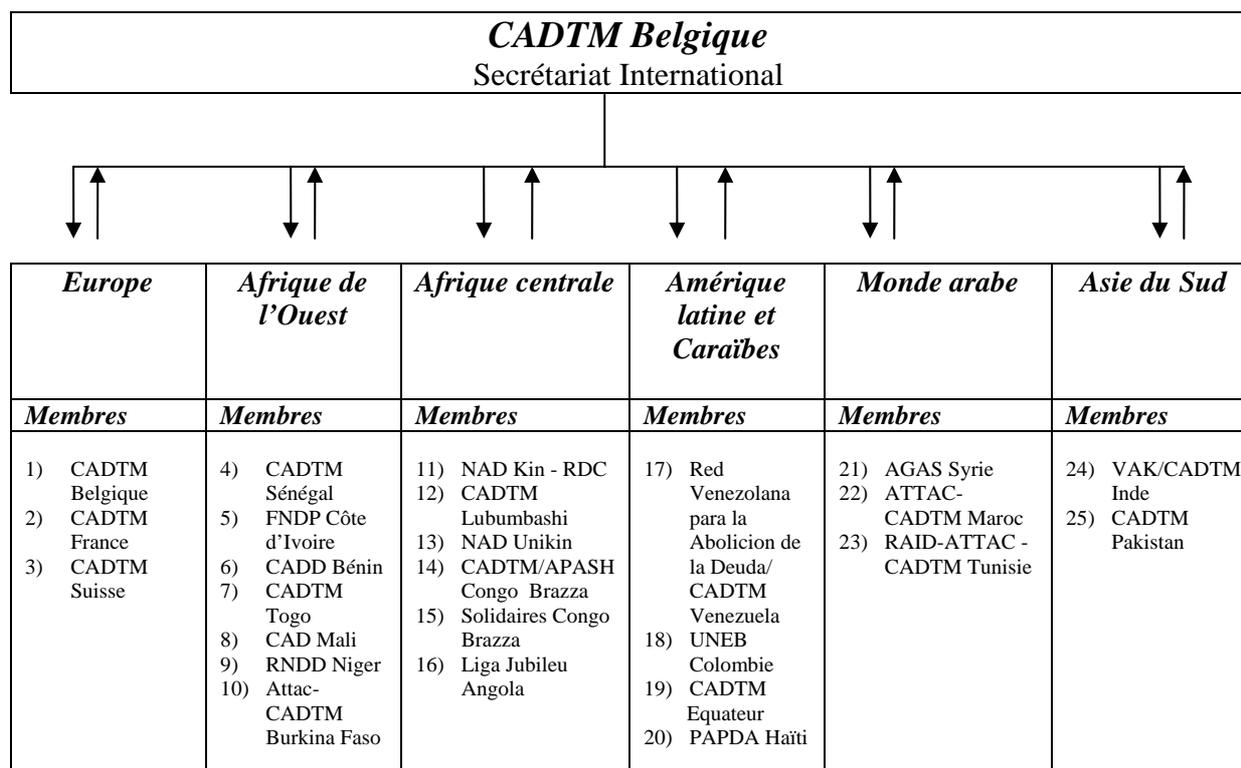
Les stages sont *grosso modo* de trois ordres :

- Les stages spontanés n'entrent pas dans le cadre d'une exigence officielle scolaire ou professionnelle. Il s'agit de personnes qui désirent soutenir le CADTM et en même temps bénéficier d'une relation privilégiée avec notre organisation pouvant apparaître dans un CV.
- Les stages scolaires se subdivisent en deux sortes : ou bien, il s'agit de réaliser un travail de recherche sous la houlette du CADTM ou bien il s'agit de mener une expérience d'insertion professionnelle.
- Les stages professionnels sont réalisés dans le cadre d'une dispense des agences de demandes d'emploi. Il s'agit pour les personnes d'acquérir une expérience dans le domaine d'emploi qu'elles recherchent.

Les stagiaires ne sont pas rémunérés.

²⁴Liste des stages en 2006-2007: Haoua Ibra (juriste, stage de quatre mois de mars à juin 2006) ; Betty Thoreau (juriste, stage d'un mois en juillet 2006) ; Maud Bailly (politologue, stage d'un mois en juillet 2006) ; Teresa Elola (interprète, stage d'un mois en juillet 2006) ; Myriam Bourgy (juriste, stage d'un an à partir du 1er septembre 2006) ; Renaud Vivien (juriste, stage d'un an à partir du 1er septembre 2006) ; Diallo Boubacar (gestion financière, stage de 120h de novembre 2006 à avril 2007) ; Josué Kapepa (communication, stage de 120 h de novembre 2006 à septembre 2007) ; Laurent Atsou (anthropologue, stage de 3 mois de février à avril 2007) ; Sara Peeters (anthropologue, stage de 8 mois de janvier à août 2007) ; Sylvain Dropsy (interprète, stage de 5 mois de février à juin 2007) ; Cécile Lamarque (interprète, stage de 7 mois de février à août 2007) ; Martin Domenge Abeau (politologue, stage de 8 mois de novembre 2006 à juin 2007) ; Alexandra Fresnel (juriste, stage de 4 mois de avril à juillet 2007) ; Stéphanie Jacquemont (juriste, stage de 3 mois de juin à août 2007) ; Sandrine Tanon (stage de 3 mois de juin à septembre 2007) ; Neil Lopes (juriste, stage de 2 mois de juillet à août 2007)

2.5. Organigramme du CADTM International



NB : En instance d'adhésion : CERIDA Guinée Conakry, ATTAC Liban, ATTAC Argentine, ATTAC Japon

2.5.1. Le réseau CADTM International

Le réseau CADTM International est aujourd'hui constitué d'organisations actives dans 22 pays. Il a formalisé son fonctionnement (demandes d'adhésion explicite, décisions collectives, réunions plus régulières à l'occasion des grands événements internationaux, etc.) tout en insistant sur l'indépendance (politique et financière) et l'autonomie d'action de chacun de ses membres.

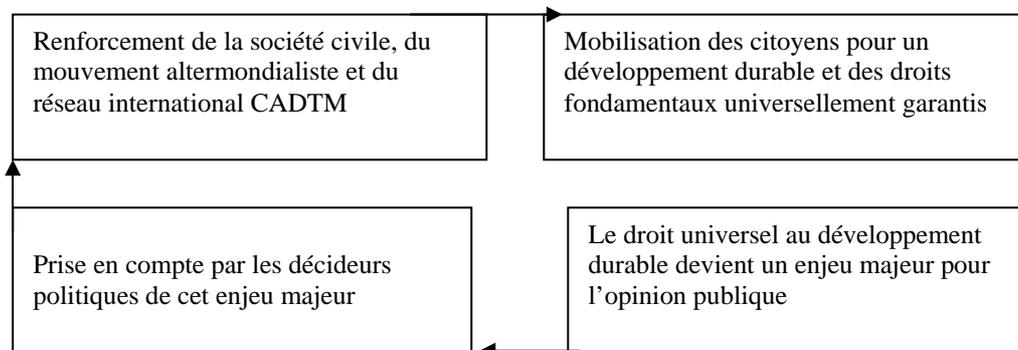
Il n'existe pas de structure de direction internationale du réseau. Le CADTM Belgique, qui assure le secrétariat international et dispose de moyens humains et financiers plus importants que la plupart des autres membres, joue un rôle essentiel pour impulser et entretenir les dynamiques collectives et anticiper les événements et les enjeux.

Pour l'ensemble des organisations membres, la dette est une problématique centrale mais non exclusive. Chaque organisation élargit ses thématiques de travail en fonction des réalités locales (DSRP, gestion des fonds publics et contrôle budgétaire, privatisations et services publics, néolibéralisme, Banque mondiale, FMI, garantie des droits humains, micro-crédit, émancipation des femmes, accords de partenariat économique entre l'Union européenne et les pays ACP, Organisation mondiale du commerce, etc.).

Nombre de membres font un important travail de sensibilisation, de formation et/ou d'interpellation des décideurs de leurs pays respectifs (notamment travail en direction des parlementaires au Mali, en République démocratique du Congo, au Maroc, etc.). De ce point de vue, le réseau a développé une véritable expertise collective, ancrée dans les réalités locales et reconnue par les décideurs de nombreux pays.

2.6. La stratégie dans le cadre du cercle vertueux amélioré

Rappel du cercle vertueux visé par la stratégie générale du CADTM dans le programme précédent



L'élaboration du cercle vertueux amélioré

Prise en compte des recommandations de la fiche d'appréciation du PA 2007 du binôme DGCD-Expert externe : « *La stratégie d'ensemble du CADTM, les quatre étapes du « cercle vertueux », est cohérente et pertinente. Elle repose sur le renforcement des mouvements sociaux et sur la mobilisation de l'opinion, gage de pérennité de l'action menée et de transformation en profondeur des politiques internationales. Une stratégie de plaidoyer plus institutionnelle ne peut s'y substituer. Pour autant, le CADTM gagnerait à mieux expliciter sa stratégie à chacune des étapes du « cercle vertueux».*

Demande de la DGCD, de l'expert externe et des évaluateurs exprimée dans le passage suivant : « *De plus, la réflexion autour du cercle vertueux en quatre étapes est très intéressante et a très bien structuré l'actuel PQ. Néanmoins, à la veille d'un nouveau programme, il faudra pousser plus loin la réflexion* » (extrait de la fiche d'appréciation du PA 2007 émanant du binôme DGCD-Expert externe).

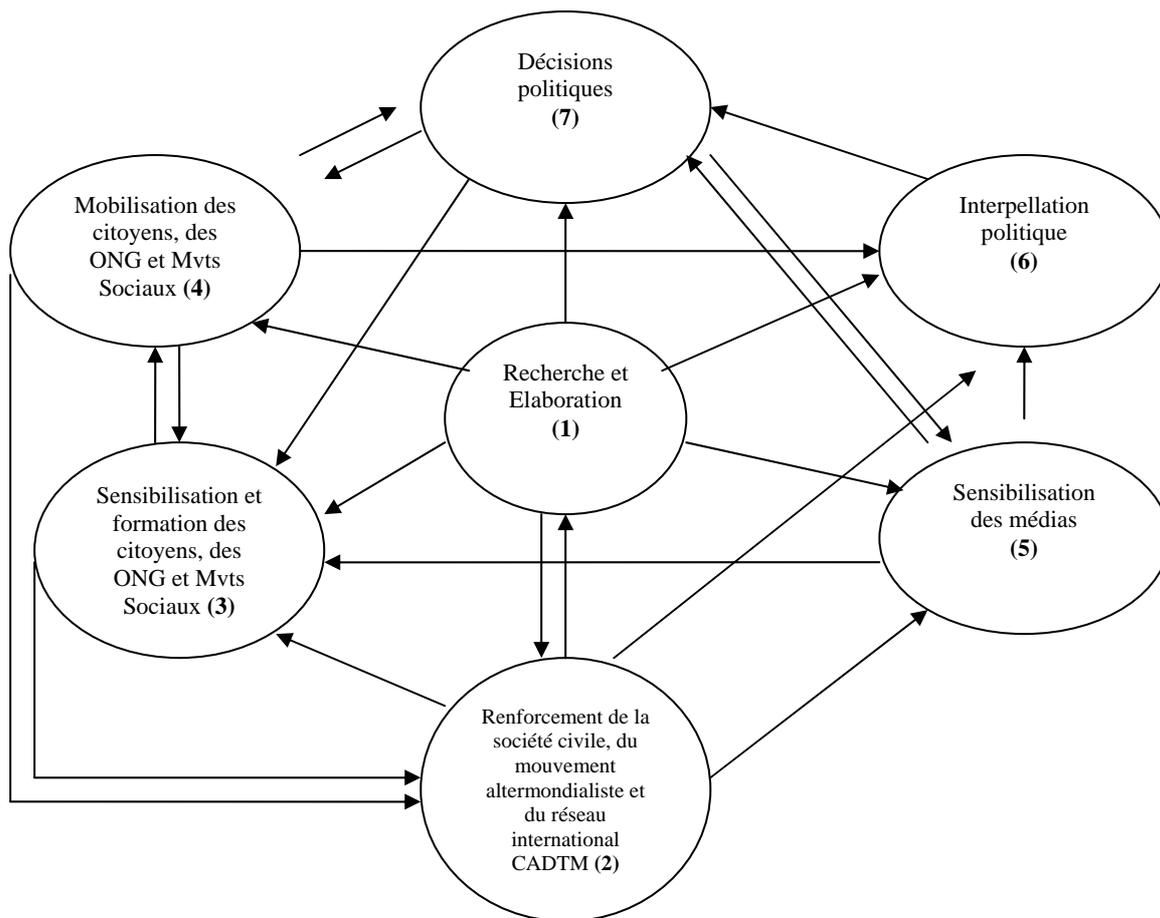
« *La stratégie d'ensemble du CADTM, les quatre étapes du « cercle vertueux », est cohérente et pertinente. Pour autant, le CADTM gagnerait à mieux expliciter sa stratégie à chacune des étapes du cercle vertueux* » (extrait du rapport d'évaluation externe du PA 2003-2007).

Suite à ces remarques et recommandations, allant toutes dans le même sens, le CADTM décide logiquement, pour le PA 2008, de poursuivre sa stratégie d'ensemble basée sur le cercle vertueux tout en précisant mieux les étapes de celui-ci et en identifiant différents enchaînements et interactions.

Sept éléments essentiels interviennent désormais dans la stratégie du CADTM :

- Continuité dans la recherche, les analyses et les élaborations (étape 1)
- Renforcement du mouvement altermondialiste et consolidation du réseau CADTM (étape 2)
- Sensibilisation et formation envers le secteur ONG, les mouvements sociaux et les citoyens (étape 3)
- Mobilisation des citoyens, des ONG et des mouvements sociaux (étape 4)
- Sensibilisation des médias (étape 5)
- Interpellation des représentants politiques et des organisations internationales à la poursuite de ces enjeux (étape 6)

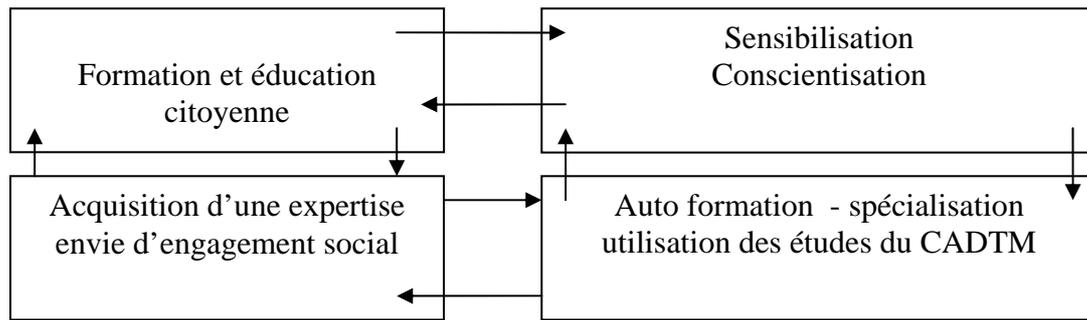
- Prise de décisions politiques (étape 7). Seul ce dernier élément ne se décline pas en activités du CADTM car il représente l'aboutissement, l'objectif global découlant du succès des objectifs spécifiques.



Ces 7 étapes s'inscrivent dans une stratégie globale d'éducation et d'offre de services menée à l'égard de publics-cibles spécifiques : il s'agit d'enclencher un cercle vertueux menant au renforcement des mouvements citoyens, à leur mobilisation autour du thème spécifique de l'annulation de la dette, l'abandon des politiques d'ajustement structurel et la mise en place de mécanismes de financement du développement humain socialement juste et écologiquement soutenable. Ceci passe par la garantie universelle des droits fondamentaux, la définition de ce thème spécifique comme enjeu politique majeur par l'opinion publique et la prise en compte de cet enjeu politique majeur par les décideurs politiques (Nous renvoyons au programme triennal 2008-2010 pour plus de détails (p.31)).

L'objectif du CADTM ne se limite pas à un impact ponctuel, aussi constructif qu'il puisse être. Il vise à inciter les citoyens à rentrer dans un mouvement dynamique de conscientisation et d'action, afin qu'ils aient la capacité et l'envie de participer au débat et à l'action démocratique. Ce lien étroit que le CADTM réalise entre la conscientisation et la mobilisation permet de renforcer considérablement son efficacité et de créer une dynamique vertueuse. Ces dernières années, le CADTM a constaté une augmentation constante, du nombre de personnes qui, après avoir participé à ses activités, se transformaient en collaborateurs actifs. Bref, un nombre croissant d'utilisateurs des « services » offerts par le CADTM se transforment en acteurs. La création du Groupe Thomas Sankara de Liège et du groupe local bruxellois en sont une illustration concrète.

Cette dynamique peut se représenter de manière schématique comme suit :



Ce qui correspond à cette hypothèse :

- Devenues conscientes du rôle crucial que joue l'endettement dans l'explication du sous-développement du Tiers Monde, des personnes sont demandeuses d'informations supplémentaires.
- Les ouvrages, ainsi que la revue et le site Web permettent alors à ces personnes d'approfondir leurs connaissances sur le sujet.
- De cette amélioration de la formation naît une envie de faire partager les nouvelles connaissances.
- Le CADTM « accueille » ces personnes (notamment via les groupes locaux) et leur offre des opportunités de s'engager activement dans la dynamique.

Il s'agit donc ici d'un cercle vertueux spécifique à l'intérieur même du cercle vertueux plus général que le CADTM a établi pour sa stratégie d'ensemble et qui touche plus particulièrement les deux premières phases (pour le nouveau cercle étapes 3 et 4) du cercle vertueux « général ».

Dans le cadre du PA 2008, le CADTM va viser à consolider cette dynamique, en particulier via la consolidation des groupes locaux.

2.7. Données financières

Aperçu financier global du plan d'action 2008

Types d'activités	Année N-1	Année N 2007	Année 2008	
			Programmé	Demandé
Financement du partenaire				
Education		196.646,00		191.500,00
Offre de services		43.450,00		89.880,80
Envoi				
Sous-total		240.096,00		281.380,80
Frais administratifs				
Évaluation		2.230,40		2.613,92
Frais adm. Stricto sensu		20.073,60		23.525,28
Sous-total		22.304,00		26.139,20
TOTAL		262.400,00		307.520,00
Apport CADTM		65.600,00		76.880,00
Subside DGCD		196.800,00		230.640,00

Budget total de l'ONG prévu pour l'année 2008

Le budget total au niveau des charges s'établira à environ 485.000,00€ euros destinés entièrement à l'éducation au développement et à l'offre de service. Le CADTM ne réalise pas de dépenses spécifiques pour la collecte de fonds. Au niveau des ressources, outre la subvention de 230.640,00€ demandée à la DGCD dans le cadre du PA 2008, nous prévoyons de recevoir environ 140.000,00 euros de la Communauté française de Belgique (secteur de l'Education permanente) et de réunir environ 115.000,00 euros de fonds propres.

EDUCATION

1. Partie générale

1.1. Aperçu des actions existantes

Rappel de l'aperçu synthétique des actions du CADTM (2008-2010)

Objectifs spécifiques poursuivis	Type d'activités menées
Consolider la recherche, les analyses, les élaborations	Production et élaboration pour des articles, site web, formations et conférences, publications de livres, utilisation de nouveaux supports (DVD, CD)
Renforcer le mouvement altermondialiste	Interventions dans les Forums sociaux : FSdeB, au FSE, autres Forums nationaux et continentaux, FSM (et réunions du Conseil international), Groupe de facilitation des mouvements sociaux au niveau mondial
Sensibilisation et formation envers le secteur ONG, les mouvements sociaux et les citoyens	Animations/Formations en milieu scolaire secondaire, supérieur et universitaire ; Jeunesse ; milieux populaires ; large public ; ONG et mouvements sociaux ; université d'été, week-end de formation sur la dimension du genre
Mobilisation des citoyens, des ONG et des mouvements sociaux	Activités aux Forums sociaux, sommets alternatifs, actions mondiales des campagnes « dette »
Sensibilisation des médias	Rédaction et diffusion de communiqués de presse, de dossiers, de documents ; interviews ; analyse qualitative dont les médias reprennent les thématiques du CADTM
Interpellation des représentants politiques et des organisations internationales	Préparation des dossiers, réunions avec nos partenaires (à tous les niveaux : belge, international) ; réunions avec des fonctionnaires, assistants parlementaires, mandataires politiques (à tous les niveaux) ; réunions avec les administrateurs belges au sein des IFI ; organisation d'événements d'interpellation

1.2. Aperçu des nouvelles actions

L'adoption de la nouvelle stratégie dans le cadre du cercle vertueux amélioré entraîne l'augmentation du nombre d'actions dans la partie Education. Nous passons de 4 à 7 actions dans le PA 2008. Il s'agit non pas de changer fondamentalement nos actions mais de mieux les structurer afin qu'elles répondent aux différentes étapes du cercle vertueux amélioré.

Suite au dernier dialogue politique avec la DGCD datant du 17 décembre 2007, l'action 2A du volet Education intitulée « Renforcement du réseau international CADTM » est transférée vers le volet Offre de Service et intégrée à l'action 1. L'action 2B Education « Appui et renforcement de la société civile belge et international » devient l'action 2 du volet Education.

De même, l' « ancienne » action «Sensibilisation et formation des citoyens belges et du monde aux enjeux du financement du développement durable » est scindée en 3 actions distinctes dans le PA 2008 :

- Action 1 : « Recherche et élaboration »
- Action 3 « Sensibilisation et formation des citoyens belges et du monde aux alternatives pour un développement humain socialement juste et écologiquement soutenable »
- Action 4 « Mobilisation citoyenne pour un développement humain socialement juste et écologiquement soutenable ».

Les actions 3 (Sensibilisation des médias) et 4 (Interpellations politiques) du programme antérieur restent telles quelles dans le PA 2008, seule la numérotation change, l'action 3 devient l'action 5 et l'action 4 devient l'action 6.

2. Description des actions en cours

2.1. Action 1 « Recherche et élaboration»

2.1.1. Objectif de l'action

Ce n'est pas un hasard si cette action est placée au centre du cercle vertueux (voir page 28). En effet, la recherche et l'élaboration sont véritablement au cœur du travail du CADTM. Elles constituent à la fois un point de départ et un moteur pour l'ensemble des autres actions : grâce à son expertise et à sa capacité de développer des analyses et des argumentations claires, pédagogiques et « fortes », le CADTM a réussi notamment à :

- placer la question de la dette au « top » des priorités du mouvement altermondialiste. (action 2)
- augmenter sensiblement la conscience des citoyens, du Nord et du Sud, sur le rôle central que joue l'endettement dans l'explication de la crise actuelle du Tiers Monde (action 3)
- augmenter la mobilisation de ces mêmes citoyens sur ces questions (action 4). Comme dit précédemment, beaucoup de citoyens (belges et étrangers) ont décidé de rentrer dans une dynamique d'action après avoir lu les analyses du CADTM
- pénétrer les médias grâce à des analyses à la fois précises et pédagogiques (action 5)
- pousser les gouvernements du Nord et du Sud à tenir compte de ces questions, que ce soit en terme d'actions concrètes, ou de discours (action 6)

De la même manière, les différentes actions menées par le CADTM jouent un rôle très important pour la recherche et l'élaboration. C'est en participant activement à l'ensemble du processus altermondialiste, et en s'enrichissant de toutes ses expériences que le CADTM est capable de produire des analyses, à la fois cohérente et adaptée à la réalité. Les formations, les réunions stratégiques, avec le réseau international ou avec d'autres mouvements sociaux, en

permettant d'échanger les points de vue et de confronter l'analyse avec la réalité, sont à la base de cette construction « théorique » collective.

Rappelons ici que ces études et analyses ne sont pas une fin en soi. Elles se doivent d'être utiles socialement. L'objectif est bien d'offrir aux citoyens les outils d'analyse les incitant à se mobiliser pour la satisfaction universelle des droits fondamentaux.

2.1.2. Evolution de l'action par rapport à l'année 2006

Avant toute chose, nous pensons qu'il est important de signaler que la quasi-totalité des publications produites par le CADTM dans le cadre du programme 2003-2007 constituent toujours à l'heure actuelle des outils d'analyses cohérents et utiles pour le travail d'ensemble du CADTM. Ils sont encore systématiquement diffusés, que ce soit en Belgique et en France ou plus généralement dans les pays du Sud. Rappelons également que la majorité des productions du CADTM sont traduites dans plusieurs langues. Il s'agit ici à la fois d'une démarche consciente et d'une preuve de la qualité des analyses produites par le CADTM. Cette démarche s'est maintenue ces dernières années et se maintiendra dans le futur.

A titre d'exemple, en 2006 :

- l'ouvrage « Banque mondiale, le coup d'état permanent » constitue un ouvrage de référence au sens premier du terme. Et dans le cadre de la grandissante médiatisation de la Banque mondiale, notamment due à la crise externe et interne qu'elle subit (voir pt 1.1.2, page 7), cet ouvrage est appelé, en tant qu'outil de sensibilisation et de mobilisation, à avoir une longue durée de vie. Concrètement, il a déjà renforcé les capacités de l'ensemble du réseau CADTM.
- La brochure sur l'audit de la RDC constitue un élément clé de sensibilisation, de mobilisation et de renforcement du réseau pour toute l'Afrique centrale. En effet, en 2007, dans le cadre de la préparation du séminaire international sur la dette en Afrique centrale, cette brochure a été largement diffusée en RDC, notamment lors du premier forum social congolais, qui s'est tenu en juin 2007. En Belgique, cette brochure est également systématiquement diffusée et constitue un outil de mobilisation important. Il constitue également pour tout le réseau africain une sorte de proposition, de modèle à suivre pour avancer vers la réalisation d'audit.
- le Manuel sur l'audit de la dette, ouvrage réalisé à l'initiative du Cetim Suisse et du CADTM Belgique a été écrit collectivement par la majorité des grandes campagnes dette du Nord et du Sud. Il s'inscrit en parfaite cohérence avec des décisions prises au niveau international, à savoir la nécessité de réaliser un audit dans un maximum de pays.

Une nouveauté : l'utilisation du support DVD. Au cours de la période 2007, deux DVD ont été réalisés : l'un, diffusé à partir de mars 2007, est constitué de chansons du chanteur ivoirien Tiken Jah Fakoly sur la dette et d'une interview de Damien Millet, président du CADTM France. Le deuxième, diffusé à partir de juillet 2007, est beaucoup plus professionnel et rend compte de manière vivante des interventions du CADTM au moyen de 6 films documentaires.

Signalons ici qu'un travail de recherche sur la « question belge » se structure petit à petit en 2007. Ce travail vise avant tout à renforcer les capacités du CADTM à sensibiliser le public

belge sur ses problématiques centrales (dette publique de la Belgique à mettre en corollaire avec la dette du Tiers Monde, ajustement structurel au Nord et au Sud, les alternatives ...) notamment en faisant plus systématiquement le lien entre ce qui se passe au Nord et au Sud.

NB : Dans le cadre de ses activités d'éducation permanente subventionnée par la Communauté française (hors PA 2008 subventionné par la DGCD), ce travail devrait aboutir à la réalisation d'une brochure « *Une Autre Belgique est Possible* » fin 2008.

2.1.3. Etat d'avancement du plan d'action pour l'année 2007

Les quatre numéros de la revue « *Les Autres voix de la Planète* » (AVP) paraîtront en 2007. A partir de cette année, les numéros paraissent maintenant au début du trimestre. Ce choix s'explique par la volonté du CADTM de mieux coller à l'agenda des activités qu'il organise. En effet, chaque numéro tombait toujours à l'extrême fin du trimestre ; ce qui constituait un problème pour annoncer les activités au cours du trimestre. La parution se fait à nouveau en début de trimestre. Cela facilite également le rapport au timing des obligations de la Poste. Les deux premiers numéros des AVP pour 2007 (parus), ont été tirés à 1.300 exemplaires.

Le groupe droit a réalisé en décembre 2006 une brochure intitulée « *A qui profitent toutes les richesses du peuple congolais. Pour un audit de la dette congolaise* », qui a été diffusée en mars 2007. Cette brochure largement diffusée en Belgique et en RDC constitue une base solide pour les citoyens congolais dans la réalisation de l'audit de la dette congolaise.

Les publications du CADTM continuent d'être traduites dans différentes langues afin d'améliorer leur diffusion effective au sein du réseau. Le livre « *Banque mondiale, le coup d'Etat permanent* » publié au printemps 2006, a été traduit et publié en anglais en janvier 2007 pour assurer sa diffusion en Asie, en espagnol en trois éditions différentes (Espagne en janvier 2007 et présentée à Barcelone par l'auteur en juin 2007). L'édition vénézuélienne a été présentée publiquement par l'auteur le 8 août 2007 à Caracas. L'édition équatorienne a été présentée par l'auteur à Quito le 17 août. Le livre est en cours de traduction en japonais ainsi qu'en créole (Ile Maurice).

Une partie du livre « *50 questions / 50 réponses sur la dette, la Banque mondiale et le FMI* » est en cours de traduction en swahili afin d'assurer sa diffusion en Afrique de l'Est, notamment au Kenya et en RDC.

Le livre « *60 questions/60 réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale* », qui n'était pas prévu initialement dans le PA 2007, a été introduit dans celui-ci suite à un accord de la gestionnaire de la DGCD début 2007. Bien que sa rédaction sera terminée fin 2007, Il sera imprimé et diffusé en 2008. Son impression sera donc à charge du PA 2008. Il s'agit d'une réactualisation du livre « *50 questions/50 réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale* ». Cet ouvrage a rencontré un tel succès que la rupture de stock s'annonçait imminente depuis plusieurs mois : c'est arrivé en juin 2007.

Lors de la réunion du 12 avril 2007 avec la gestionnaire DGCD de notre dossier, nous avons expliqué que l'on remplaçait « *l'horreur productiviste* » (cfr programme triennal : un livre sur la politique de la Banque mondiale en matière de réduction de la pauvreté, les femmes, la santé, l'eau, les grands projets (barrages...), les industries extractives. Responsables : Eric Toussaint et Damien Millet. Année de parution : 2008) et « *40 questions/40 réponses sur les alternatives* » (un livre sur les alternatives en matière de développement humain socialement juste et écologiquement soutenable. Responsable : Olivier Bonfond. Année de parution :

2008) par les deux livres suivants : « Les crimes de la dette » de Laura Ramos (à paraître en octobre 2007) et celui sur l'histoire des campagnes « dette » écrit par Esther Vivas (qui est traduit et augmenté par nos soins et paraîtra en décembre 2007).

Quant aux 2 tomes de la Bande dessinée sur « l'ABC de la dette », ils sont reportés pour les prochaines années 2009 et 2010 (p. 51 du programme triennal).

En juillet 2007, un groupe de travail du CADTM Belgique composé de 5 personnes : Benoît Bouchat, Virginie de Romanet, Stéphanie Jacquemont, Cécile Lamarque et Eric Toussaint a produit une étude de soixante pages sur la dette de l'Equateur. Ce texte est intégré au livre « Les crimes de la dette ».

2.1.4. Perspectives pour l'année 2008

Résultats à atteindre par le PA 2008

- Produire une vingtaine d'articles, analyses et communiqués de presse
- Produire 3 ouvrages de référence
- Produire et diffuser 4 numéros des Autres voix de la planète
- Assurer la publication des nouveaux outils (DVD) permettant de vivifier le fonctionnement du réseau ainsi que les envois de revues et de livres aux membres du réseau

Activités prévues pour le PA 2008

Action 1. Activité 1 : Les publications du CADTM

Une vingtaine d'articles et d'analyses sur les thèmes prioritaires du CADTM, notamment en lien avec le nouveau contexte international

Indicateurs : Maintien du nombre d'articles, d'analyses et d'études (+/- 20 par an) ;
Augmentation (5%) des supports de diffusion ;

Moyens de vérification : Revue AVP, autres revues, bulletins électroniques d'information (CADTM et autres), site CADTM, site OID, autres sites, listes de discussion, tableau de bord

« 60 questions/60 réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale » écrit en 2007 sera imprimé et diffusé en 2008 (voir plus haut).

« L'horreur productiviste » : Ce livre qui complète celui intitulé « Banque mondiale : Le coup d'Etat permanent. L'agenda caché du Consensus de Washington », paru au deuxième trimestre 2006, abordera l'impact écologique et humain des politiques de la Banque mondiale, la vision de la Banque mondiale à propos de la pauvreté, autrement dit l'analyse en profondeur de son modèle de développement ; le trio BM-FMI-OMC ; la politique de la BM à l'égard des femmes et présentera de nouvelles études de pays (RD Congo et Irak). Ce livre sera rédigé en 2008 et paraîtra en 2009.

« 40 Questions/ 40 Réponses sur les Alternatives » : ce livre sera le résultat d'un travail systématique de recherche et d'élaboration mené par le CADTM depuis plusieurs années. Profitant de son expertise, mais aussi de l'expérience accumulée par sa collaboration avec son réseau international, il s'agira de répondre à une demande croissante de la part des citoyens en général et de l'ensemble du mouvement altermondialiste en particulier, de disposer d'un outil

à la fois complet et pédagogique sur les alternatives. Il s'agira également de répondre à la critique constante que le mouvement altermondialiste, s'il est capable d'analyser et de critiquer le système, n'est pas capable de proposer de véritables solutions et d'autres modèles de développement, socialement plus justes et écologiquement durables.

Sans avoir la prétention de développer l'ensemble des éléments de la problématique, ni de proposer des solutions miracles, cet ouvrage tentera, de manière pédagogique mais sans tomber dans le simplisme, de dégager des pistes alternatives à la logique néolibérale et de proposer un ensemble de propositions concrètes et réalisables. Plusieurs dimensions seront abordées : écologique, financière, juridique, écologique, genre, locale. La question de l'endettement sera bien évidemment au cœur de cet ouvrage.

« 50 questions/50 réponses sur la Banque mondiale ». Ce livre reprendra le contenu du livre de référence « *Banque mondiale, le Coup d'Etat permanent* » mais sera structuré différemment sur le modèle de « *50 questions/50 réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale* ». Le but est de rendre le contenu encore plus accessible par une nouvelle structure pédagogique. A rédiger en 2008, il est fort possible qu'il sera imprimé en **2009**.

Livre sur les résistances en Afrique aux politiques néolibérales et les initiatives en faveur d'une solution juste à la dette. La préparation de ce livre a commencé. Jean Mpele (Congo Brazzaville) coordonne cette activité. Les séminaires Afrique centrale (novembre 2007) et Afrique de l'Ouest (décembre 2007) seront un moment important pour avancer dans ce projet. Il devrait être rédigé en 2008 et sortir en **2009**. Nous avons un accord de principe avec la revue anglophone *Amandla* d'Afrique du Sud pour qu'elle se charge d'une édition en anglais de ce livre pour le public africain anglophone.

Indicateurs : Maintien du nombre d'exemplaires imprimés, nombre d'exemplaires diffusés, nombre de recensements des livres dans des revues et des journaux, nombre d'éditions étrangères

Moyens de vérification : Factures des imprimeurs, contrats avec des éditeurs, état des stocks, traduction des livres, éditions étrangères, PA précédents

«Autres Voix de la Planète » : les 4 numéros à paraître en 2008 continueront de former le fil rouge de l'information entre les membres du réseau et de permettre l'approche de nouveaux publics. Le premier numéro contiendra un dossier sur les audits en cours (Equateur, Mali, RDC), le second contiendra un dossier sur le centième anniversaire du transfert de l'Etat indépendant du Congo à la Belgique et le quarante-deuxième anniversaire de l'indépendance du Congo (dans le cadre de notre travail sur le devoir de mémoire). Le troisième sur la problématique femme (objectif OMD). Le quatrième numéro contiendra un dossier sur le sixième anniversaire de la charte des droits humains fondamentaux.

Indicateurs : Augmentation du nombre d'abonnés à la revue (+5%), nombre d'exemplaires imprimés, nombre d'exemplaires diffusés, nombre de recensements dans des revues et des journaux

Moyens de vérification : factures des imprimeurs, état des stocks, tableau de bord

Autres supports : (DVD, CDROM, diaporamas, etc.)

Indicateurs : Nombre d'exemplaires réalisés et diffusés, nombre de recensements dans des revues et des journaux, augmentation (10%) du nombre de diaporamas mis en ligne

Moyens de vérification : factures, état des stocks, site CADTM, site OID

2.1.5. ACTION 1 - Moyens prévus pour le PA 2008

ACTION 1

Frais d'équipement : une photocopieuse : 2000,00€ Le CADTM va acquérir une photocopieuse de bureau (500 photocopies par mois).

Fonctionnement :

- Publications imprimées : Revue " Les Autres Voix de la Planète " (1.200 à 1.500 exemplaires ; 4 numéros : impression **4.000,00€**) ;
- Livre « *60 questions/60 réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale* » (3500 exemplaires, **6.000,00€**)
- Livre « *L'horreur productiviste* » (3.000 exemplaires, **5.500,00€**);
- Livre « *40 Questions/ 40 Réponses sur les Alternatives* » (3000 exemplaires, **5.500,00€**),

Sous total Fonctionnement : 21.000,00€(sans compter les frais d'envoi repris dans les frais administratifs)

Personnel : 37.600,00 €

Activité 1 :

Eric Toussaint : 1 mois ETP

Olivier Bonfond : 1 mois ETP

Denise Comanne : 6 mois ETP

Virginie de Romanet : 2 mois ETP

Cécile Lamarque : 1 mois ETP

Coût total de l'action 1 : 60.600,00€

2.1.6. ACTION 1 - Evolution financière. Budget indicatif pour le PA 2008

ACTION 1

Rubrique	Prévu	Demandé
1. Frais d'équipement.		2000,00
2. Frais de fonctionnement		21000,00
3. Frais de personnel		37600,00
4. Autres		
Sous-total 1-4		60600,00
5. Frais administratifs		
5.1. Frais administratifs au sens strict		5066,56
5.2. Evaluation		562,95
Sous-total 5		5629,51
Total		66229,51

Autres sources financières : néant

2.2. Action 2 « Appui et renforcement de la société civile belge et internationale »

2.2.1. Objectif de l'action

Le développement d'un mouvement citoyen mondial est un élément crucial de la stratégie générale du CADTM qui veut contribuer à ce développement par son apport spécifique. Un des objectifs majeurs du CADTM est de faire prendre en compte la question de la dette comme un enjeu important du mouvement altermondialiste et d'apporter son expertise en la matière afin de renforcer la pertinence des alternatives proposées.

2.2.2. Evolution de l'action par rapport à l'année 2006

De manière permanente et régulière, le CADTM participe à l'organisation et au déroulement des Forums sociaux aux niveaux mondial, européen et belge, ainsi qu'à des réseaux et coordinations (coordination internationale des campagnes pour l'annulation de la dette, coordination mondiale des mouvements sociaux, ATTAC, etc.). Le renforcement du réseau international CADTM et de ses partenaires (action 1 dans le volet « Offre de service ») acquiert en effet un sens plus fort s'il peut rencontrer et influencer une partie importante de la population mondiale à la recherche, comme lui, d'alternatives au néo-libéralisme.

Le CADTM a marqué des points depuis 2006 pour être reconnu dans cette mouvance : l'organisation du dialogue Sud-Nord à l'occasion de la rencontre des mouvements sociaux à Bruxelles en septembre 2006 a consacré la volonté et la capacité du CADTM à développer l'action de la société civile belge et internationale. Nous avons offert au secteur de la société civile belge une occasion en or de participer à des débats d'envergure mondiale et cela, au moindre coût au niveau financier et au niveau ressources humaines.

En Belgique, le CADTM renforce la collaboration et les synergies avec d'autres associations : le CNCND, ATTAC, la CSC, la FGTB, le SCI, le Forum social de Belgique, le Forum social du pays de Herve, le Forum social à la liégeoise (Coordination d'Autres Mondes), Oxfam, Iteco, GRESEA, CETRI, l'UDEP, le CAL, Territoires de la mémoire, l'asbl Barricade et la Casa Nicaragua, la Maison de l'Amérique latine, les kots à projet à l'UCL...

Les organisations des communautés congolaises sont particulièrement ciblées dans ce programme vu les avancées et les travaux spécifiques réalisés par rapport à la dette de la RDC et à l'analyse du passé colonial de la Belgique.

Le CADTM développe une synergie spécifique avec le CNCND et Eurodad sur les questions politiques et techniques concernant la dette et l'intervention de la Belgique et de l'UE dans les institutions financières internationales. D'autres organisations comme Christian Aid et Bretton Woods Project ont maintenant un siège en Belgique et font l'objet d'une nouvelle collaboration.

Au niveau international, le CADTM continue à concentrer son énergie sur les mouvements sociaux, le secteur ONG et les campagnes internationales participant à la dynamique du Forum social mondial, du Forum social européen (et des autres continents).

Les ateliers régionaux d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale, au-delà des moments privilégiés de leurs séminaires respectifs mais en raison de cela, vont stimuler dans leurs régions le renforcement des sociétés civiles sur les questions spécifiques abordées par le CADTM. Cela permettra une stabilisation et une consolidation en Afrique. La communication et l'interaction croissantes entre Maghreb et Afrique subsaharienne est aussi une pierre importante de l'édifice.

L'année 2007 enregistre déjà des événements qui permettent de prévoir, lors du programme triennal 2008-2010 et donc du PA 2008, des avancées sur l'influence du réseau CADTM en Asie (Pakistan, Sri Lanka et Inde) et en Amérique latine (travail concret sur l'audit de la dette équatorienne et sur la création d'une banque du Sud).

2.2.3. Etat d'avancement du plan d'action pour l'année 2007

Action 2. Activité 1 : Participation à la septième édition du Forum social mondial (FSM) ainsi qu'à l'ensemble du processus FSM

Le FSM de Nairobi

Le CADTM a participé à la septième édition du Forum Social Mondial à Nairobi du 20 au 25 janvier 2007. Le CADTM a été très actif lors de cette édition du FSM. Une importante délégation était présente, environ une quarantaine de personnes composait cette délégation. Des délégués d'Afrique : Angola, Bénin, République Démocratique du Congo, Congo Brazzaville, Côte d'Ivoire, Mali, Maroc, Niger, Sénégal, Tunisie, Haïti; d'Asie du Sud : Inde et Pakistan ; d'Europe : Belgique, France, étaient présents.

Le CADTM Belgique avait pris en charge un billet d'avion par pays en développement à l'exception du Pakistan dont les délégués ont été pris en charge par leur organisation.

A noter également que la moitié des délégués de Belgique (au nombre de 7) prenaient en charge leurs frais de séjour en tout ou en partie de manière à dégager des fonds pour la participation des délégués du Sud.

Les membres du CADTM ont participé en tant que conférencier(ères)s à 19 activités dont 7 organisées à l'initiative du CADTM. 13 activités portaient directement sur la dette, les institutions financières internationales, les alternatives. Les 6 autres portaient sur des sujets comme les luttes des femmes, la FrancAfrique, la coordination entre mouvements d'Asie du Sud, les alternatives, l'extraction d'uranium au Niger, la souveraineté alimentaire.

Il est important de noter que le CADTM a pris soin d'inclure dans de nombreuses activités des panélistes extérieurs au réseau.

En moyenne, une cinquantaine de personnes étaient présentes aux différentes activités. Il est estimé que les membres du réseau-conférenciers ont parlé devant environ 4.000 personnes.

Il est important de noter que le FSM a permis de renforcer les liens avec les organisations partenaires. Plusieurs membres du réseau ont participé à des rencontres d'ATTAC Monde, de la Marche mondiale des femmes, du CRID France...

Le FSM de Nairobi a permis aussi aux campagnes et organisations travaillant sur la dette de renforcer le travail de coopération. Un groupe mondial de facilitation composé de Jubilé Sud, Jubilé USA, Eurodad et CADTM a été créé. Un bulletin d'information sur les actions portant sur la dette illégitime, qui est publié tous les 2 mois, a été créé (ce point est développé dans la partie « Offre de service »). L'organisation d'une semaine globale d'action en octobre 2007 contre la dette et les institutions financières internationales, a été décidée (ce point sera développé dans l'action « Mobilisation citoyenne »). Une déclaration commune a été élaborée et adoptée lors d'une assemblée sur la dette²⁵.

Le CADTM a contribué activement au renforcement des mouvements sociaux par sa présence au sein du Comité de facilitation. De nombreuses réunions de coordination des mouvements sociaux ont eu lieu pendant le Forum et ont abouti à la tenue de l'Assemblée des mouvements sociaux qui a rassemblé environ 2.000 personnes. Lors de cette assemblée, une déclaration a

²⁵ <http://www.cadtm.org/spip.php?article2409>

été adoptée. Le CADTM a participé très activement dans ce processus par l'animation des réunions, la rédaction de la déclaration²⁶...

Enfin il faut noter que le CADTM devient une référence du mouvement altermondialiste pour les médias. De nombreux journalistes ont contacté le CADTM pendant le FSM afin d'effectuer des interviews.

Les réunions du Conseil International du FSM

Le CADTM a participé aux réunions du Conseil international (CI). La première réunion du CI en 2007 s'est tenue à Nairobi à la suite du FSM, le 26 et 27 janvier 2007. Le CADTM a participé à cette réunion avec deux délégués qui ont tenu à ce qu'un bilan du FSM soit effectué.

Une deuxième réunion du CI a été organisée en Allemagne à Berlin du 29 au 31 mai 2007. Lors de ce CI, le CADTM a été à l'initiative de la rédaction d'une lettre de contribution aux débats du CI afin que les critiques de l'organisation du FSM de Nairobi soient dites et prises en compte pour éviter toutes dérives du processus du FSM. Cette lettre a reçu environ les signatures de 150 organisations²⁷. Durant cette réunion, le processus qui ne prévoit pas de FSM en janvier 2008, a été approfondi. En 2008, des journées d'actions sont donc prévues. Un appel à une journée mondiale de mobilisations et d'actions pour le 26 janvier 2008 a été lancé et est déjà signé par plus de 1000 organisations.

Le Forum Social de Belgique

Le CADTM a participé à une grande initiative du Forum Social de Belgique (FSdB) le 16 décembre 2006 à Bruxelles. Des réunions du FSdB ont été organisées régulièrement auxquelles le CADTM a participé.

La mobilisation pour aller au sommet alternatif au G8 à Rostock en Allemagne a été un point majeur de travail qui a dynamisé le FSdB et dans lequel le CADTM a participé activement (ce point sera aussi développé dans l'action « Mobilisation citoyenne »). Le CADTM a prévu pour l'occasion le départ d'un car à partir de Liège. Un autre départ en car a été organisé par le FSdB à partir de Bruxelles. Les questions logistiques de ce déplacement ainsi que le logement sur place ont été organisés en collaboration avec les permanents-salariés du FSdB.

Dans le cadre du processus du FSM et de l'organisation des journées de mobilisations et d'actions, le FSdB mène une réflexion. Des réunions sont organisées afin d'élaborer cette journée d'action. Le CADTM est représenté à chaque fois par un délégué (Virginie de Romanet ou Jérôme Ollier) qui contribue aux débats en rapportant les décisions et les débats du Conseil International et qui participe à ce débat en apportant des propositions d'actions et de mobilisations en Belgique en janvier 2008.

Action 2. Activité 2 : Fonctionnement de l'Observatoire international de la dette (OID)

Les groupes de travail

Les groupes de travail régionaux et thématiques se sont bien renforcés mais de manière inégale. Le groupe de travail régional « Amérique latine » est de loin celui qui fonctionne le mieux, même si des perspectives intéressantes se profilent pour un groupe européen. Les groupes de travail « Audit de la dette » et « Banque du Sud » fonctionnent bien également. Le groupe régional pour l'Afrique subsaharienne n'a pas encore été créé et il y a pour le moment peu de chances qu'il le soit.

Développement du site Internet

²⁶ <http://www.cadtm.org/spip.php?article2404>

²⁷ http://www.cadtm.org/spip.php?article2663&var_recherche=FSM%20Nairobi

Le site de L'OID continue de se développer. La présence de nouveaux collaborateurs bénévoles en Amérique latine y est pour beaucoup. Victor Isidro de l'université UNAM à Mexico est venu appuyer Jorge Marchini de l'université de Buenos Aires. Ils gèrent, à eux deux, la partie castillane du site. De plus, ils ont récemment pris en charge la création d'une liste de diffusion castillane. Lors du Forum Social Mondial de Nairobi, Iolanda Fresnillo de l'Observatoire de la Dette dans la Globalisation (ODG-Espagne) a également accepté d'être administratrice du site de l'OID. Les visites mensuelles sont passées de 2.162 en juin 2006 à 6.401 en juin 2007. Jusque là en augmentation modérée mais constante, on a pu observer un bond dans les visites entre mai et juin 2007 (en mai : 4.763 visites). Cette tendance semble se confirmer pour juillet.

Plus fournie et avec de nombreuses analyses relatives à la Banque du Sud, sujet d'actualité en Amérique latine, 43% de la fréquentation du site de l'OID vient donc de sa partie castillane. D'autres facteurs probables d'explication sont les développements récents des relations entre certains pays d'Amérique latine et les institutions financières internationales (renvoi du représentant de la BM d'Equateur, retrait de la Bolivie du CIRDI, etc.).

Du côté francophone, Eric Berr de l'université de Bordeaux IV qui travaille sur les ratios alternatifs s'occupe maintenant également de la boîte email de l'OID (Jorge et Victor s'occupent des messages castillans).

Le site OID a donc connu de bonnes améliorations au niveau de sa dynamique, même si la partie anglophone reste à développer. Nous comptons sur le travail en collaboration avec Eurodad et Bretton Wood Project pour cela.

Actualisation des tableaux

Comme prévu dans le PA 2007, une actualisation des critères alternatifs à ceux des institutions de Bretton Woods et de l'OCDE a été réalisée. Ce travail a été publié sur le site de l'OID en août 2006. Des tableaux rassemblent ces critères alternatifs par pays et par ratios. Il s'agit par exemple de rapporter les dépenses en éducation et dans le domaine de la santé au service de la dette. On rapporte également le service de la dette au budget de l'Etat, aux rentrées fiscales et au volume de l'APD reçue.

Etant donné la surcharge de travail (due à la réforme du système universitaire en France) des deux économistes français (Eric Berr et François Combaroux) qui ont élaboré les calculs, ces ratios ne seront pas actualisés en 2007. De plus les données nécessaires à l'élaboration des ratios, contenues dans le World Development Indicators de la Banque Mondiale, sont difficiles à se procurer. Pour cette même raison de surcharge de travail des économistes francophones, le premier rapport annuel de l'OID évoqué dans le PA 2007 n'a pas été réalisé.

Réalisation de cours pour des cadres de mouvements sociaux

Le 2ème Stage résidentiel de formation de l'Observatoire International de la Dette (OID) est prévu pour former les cadres des mouvements sociaux sur les problèmes de dettes au nord comme au sud. Organisée par le CADTM, cette formation intitulée « Clés pour décoder la dette » aura lieu du lundi 15 octobre 2007 au mercredi 17 octobre 2007 au Centre de La Marlagne, près de Namur.

Réalisation d'une activité de l'OID lors du FSM de Nairobi

Une activité sur l'audit de la dette du Sud (présentation du manuel de l'audit) et procès contre la BM : le cas de la RDC, a été organisée au Forum Social de Nairobi par CADTM, CNCD, Jubilé Sud et OID.

Avec comme conférenciers : Arnaud Zacharie (CNCD Belgique) ; Victor Nzuzi (NAD/CADTM RDC) ; Iolanda Fresnillo (ODG Espagne - OID) ; Luisa Morgantini

(présidente de la Commission développement du Parlement européen ; membre du groupe Gauche unifiée européenne - GUE) ; Trevor Ngwane (CCS - République d'Afrique du Sud).

Réunion de l'OID à Cuba en février 2007

A l'occasion de la VIIIe Conférence internationale sur la globalisation et les problèmes du développement qui a réuni à La Havane plus de 1200 économistes, une réunion de travail sur l'OID a été organisée. Les participants, pour la plupart d'Amérique du Sud, étaient : Plinio Sampaio (Brésil), Adriano Enrique Rebelo Biava (Brésil), Clair da Flora Martins (Brésil), Marlen Sanchez (Cuba), Eric Berr (France), Antonio Ellias (Uruguay), Julio Gambina (Argentine), Alejandro Valle Baeza (Mexique), Daniel Munevar (Colombie), Denise Comanne et Eric Toussaint (Belgique).

Eric Toussaint y fit une présentation du travail réalisé par l'OID entre janvier 2006 et janvier 2007. Une bonne partie de la réunion fut consacrée au thème de la Banque du Sud et notamment au questionnaire d'enquête sur la Banque du Sud porté et supervisé par Jorge Marchini d'Argentine. Les autres thèmes abordés furent : l'utilisation du site de l'OID, la diffusion du manuel sur l'audit, la situation équatorienne, l'organisation d'un séminaire CIM, OID, CADTM, Jubileo Sur Americas à Caracas avant fin 2007, une activité OID à la prochaine rencontre des économistes à Cuba en février 2008 et le contrôle des transnationales en Amérique latine et Caraïbe.

Co-organisation du séminaire sur la dette illégitime de l'Equateur :

A Quito, s'est déroulé les 25-26-27 avril 2007 un séminaire sur la dette illégitime de l'Equateur co-organisé par un grand nombre de mouvements contre la dette dont l'OID, le CADTM, Jubilé Sud, Jubilé Equateur, Eurodad, Latindadd... Etaient présents en tant que membres du réseau CADTM : Eric Toussaint, huit membres du groupe CADTM Equateur, Paulino Nunez et Francisco Mieres (CADTM Venezuela), Jorge Marchini (OID-EDI), ainsi que Rodrigo Avila (Audit citoyen du Brésil), membre de l'OID également.

Outre la présentation de l'édition espagnole du livre « *Banque mondiale, le Coup d'Etat permanent* », le premier jour du séminaire fut consacré à la Banque du Sud avec la participation notable de Ricardo Patiño, ministre de l'Economie et des Finances, Jorge Marchini et Pablo Davalos.

Le ministre de l'Energie, Alberto Acosta, membre de l'OID, bien connu du CADTM pour avoir notamment participé au séminaire que le CADTM a consacré à l'Amérique latine en mai 2003 à Bruxelles, a annoncé qu'il allait proposer au gouvernement de renoncer à mettre en exploitation certains champs pétroliers car ils sont situés en Amazonie et ils causeraient d'énormes dégâts environnementaux dont seraient victimes les populations locales.

La deuxième journée a été consacrée à actualiser la notion de dette odieuse avec les interventions de Beverly Keene, Joe Hanlon et Eric Toussaint en présence du ministre des Finances.

Annnonce a été faite aux participants que Rafael Correa venait de signifier à la Banque mondiale qu'elle devait rappeler à Washington son représentant permanent en Equateur, considéré comme persona non grata.

Présentation de l'OID à Curitiba au Forum social du MERCOSUR le 6 juillet 2007

Début juillet 2007, une activité de l'OID a été réalisée au Brésil par Auditoría Ciudadao da Divida, principal collaborateur de l'OID au Brésil avec comme conférencier Rodrigo Avila (Brésil), Jorge Marchini (Arg) et Hugo Arias (Equateur).

Réunion de l'OID à Caracas le 4 août 2007

L'OID a tenu une réunion de travail avec le CADTM, le CIM et Latindadd le 4 août afin de préparer le séminaire international qui aura lieu les 17-18 et 19 novembre 2007 à Caracas. Jorge Marchini (Arg.) et Victor Isdro (Mexique) représentaient l'OID tandis que le CIM était représenté par Victor Alvarez, le CADTM par Eric Toussaint et Latindadd par Hugo Arias.

Réunion de travail des grandes organisations membres de l'OID à Bruxelles le 18 octobre 2007

Dans le cadre de la semaine d'action globale contre la dette et les institutions financières internationales (<http://www.debtweek.org/>), une réunion de travail sur l'OID est organisée le jeudi 18 octobre à Bruxelles. Cette journée sera une réunion de travail principalement entre personnes membres de l'OID venant d'Europe (pour des raisons de limitation de budget) : au moins un ou une représentante de ODG Barcelone, 2 ou 3 de Eurodad, 2 ou 3 du CADTM Belgique, de Bordeaux, Julie Duchatel du CETIM (Genève), Jubilee Debt UK, et d'autres y compris des organisations qui sont dans Eurodad : plate-forme dette en France, CNCD Belgique. Avec les préparations qui devraient avoir lieu dans les semaines qui nous séparent de cette réunion, cette journée de travail sera un pas de plus en avant dans la collaboration.

Deuxième séminaire sur l'intégration latino-américaine et la Banque du Sud les 17-18 et 19 novembre 2007 à Caracas organisé par OID, CADTM, CIM, Jubileo Sur Americas, Latindadd

Eric Toussaint et Jorge Marchini avec l'appui du CIM du Venezuela préparent un nouveau séminaire à Caracas qui sera coorganisé par OID, CIM, CADTM, Jubileo Sur Americas et peut-être Latindadd. Cela aura lieu les 17-18 et 19 novembre 2007, sur une base de travail similaire à ce qu'a été le séminaire d'octobre 2006 (voir les documents du séminaire de 2006: http://www.oid-ido.org/oid-ido.php3?id_article=454). Ces documents ont d'ailleurs représenté une part importante des visites qui ont eu lieu sur le site de l'OID depuis.

Action 2. Activité 3. Sixième séminaire du CADTM sur le Droit

Comme indiqué dans le PA 2007 (page 23), le 6^{ème} séminaire sur le droit et la dette aura lieu en octobre 2007. Il se tiendra le 19 et 20 octobre dans la salle des Congrès du Sénat belge à Bruxelles. Ce 6^{ème} séminaire sera consacré à l'audit de la dette qui est au cœur de la stratégie du réseau CADTM. 4 cas d'audit sur les 3 continents du Tiers Monde seront étudiés : en Afrique subsaharienne (la RDC et le Mali) ; en Amérique latine (l'Equateur) ; en Asie (les Philippines). Nous accueillerons des invités d'une douzaine de pays. Les audits des 4 pays mentionnés seront l'objet d'exposés des représentants des mouvements dette des pays concernés. Ils proviendront des réseaux différents : CADTM, Jubilé Sud et Latindadd.

Le choix de ne pas retenir le cas du Niger (annoncé dans le PA 2007 à la page 24) s'explique par le fait que l'audit n'est pas encore lancé dans ce pays. Nous préférons étudier un nombre limité d'audits pour être plus efficace. En RDC, la brochure « *A qui profitent toutes les richesses du peuple congolais. Pour un audit de la dette congolaise* » est une importante base de travail. Au Mali, la CAD est en train de réaliser l'audit de la dette malienne. Myriam Bourgy et Renaud Vivien se sont rendus sur place au mois de juin 2007 pour les accompagner dans ce travail (ce point sera développé dans la partie « Offre de service »). Le cas de l'audit de la dette de l'Equateur est très intéressant car il s'agit d'une initiative du gouvernement. Le CADTM a rédigé en juillet 2007 comme contribution à cet audit une étude de soixante pages qui lui a été demandée par AFRODAD (<http://www.cadtm.org/spip.php?article2776>) Eric Toussaint l'a présentée à Quito le 15 août lors d'une réunion de la commission présidentielle de l'audit intégral de la dette publique interne et externe (dont il fait partie suite au décret présidentiel signé par le président Rafael Correa le 7 juillet 2007). Enfin l'audit des

Philippines est aussi intéressant puisque le Parlement a voté en 2004 une résolution sur l'audit de la dette philippine et qu'une commission parlementaire a été créée pour ouvrir les livres de comptes et évaluer les politiques en matière d'endettement. Malheureusement la crise politique qui secoue les institutions de ce pays a retardé la réalisation de l'audit. Beaucoup reste à faire pour que celui-ci commence réellement.

Le but de ce séminaire est donc de partager les expériences sur les différents audits en comparant les méthodologies, en informant des difficultés rencontrées par chacun...

Ce séminaire ouvert au public servira également à sensibiliser la société civile belge et internationale à l'audit comme instrument de mobilisation citoyenne pour annuler la dette du Tiers-monde.

Il devrait également servir à renforcer la volonté du nouveau Sénat belge à mettre en pratique la résolution sur l'audit de la dette qui a été adoptée le 27 mars 2007 lors de la précédente législature.

2.2.4. Perspectives pour l'année 2008

Résultats à atteindre par le PA 2008

Réussir une mobilisation en Belgique et dans les pays où le réseau est présent, à l'occasion de la journée mondiale d'action qui remplacera, le 26 janvier 2008, la tenue du FSM traditionnel. La question s'est posée à de multiples occasions de savoir si le FSM pouvait avoir une fonction différente que le débat. Il sera intéressant de mesurer les impacts en terme d'action concrète que les partisans du FSM partout où ils sont présents, sont capables d'engranger.

Contribuer à renforcer l'OID comme lieu de collaboration en terme de recherche entre différentes campagnes dette provenant de d'horizons distincts.

Organiser en Belgique en partenariat une journée sur le sixième anniversaire de la Déclaration des Droits de l'Homme (fin 2008).

Activités prévues pour le PA 2008

Action 2. Activité 1 : Participation à la journée d'action mondiale du Forum social mondial ainsi qu'à l'ensemble du processus FSM

En Belgique, participation aux réunions de préparation au niveau belge (FSdeB), participation et actions aux journées décentralisées et à la journée centrale du 26 janvier 2008 avec notamment le FS de Belgique

En Europe, participation aux réunions de préparation du FSE. Participation à l'évènement, qui aura lieu en Suède, à Stockholm en septembre 2008.

Au niveau international, participation aux réunions de préparation au niveau international pour l'organisation d'évènements dans les pays où le réseau est représenté, participation des membres du réseau au CI pour la discussion globale sur le sens à donner à l'évènement.

Lieu et période : janvier 2008, Belgique (Bruxelles et autres villes) et autres pays du réseau

Action 2. Activité 2 : Fonctionnement de l'Observatoire international de la dette (OID)

Arrimer le fonctionnement à son rythme actuel (nombre de textes, nombre de visites). Organiser des formations régionales en Europe et en Amérique latine (discussion en atelier régional sur les possibilités en Asie et en Afrique).

Le groupe de travail Amérique latine a émis le souhait de pouvoir créer une section portugaise dans le site l'OID. Dans un premier temps, les documents portugais pourraient être intégrés au site en espagnol. La création d'un site quadrilingue représente une perspective tout à fait intéressante pour le développement de l'OID en Amérique latine.

Indicateurs : nombre de textes, nombre de visites du site ; nombre de formations locales

Source : site de l'OID, rapport des webmasters

Lieu et période : toute l'année 2008. Les formations auront lieu au cours du quatrième trimestre 2008.

Action 2. Activité 3 : 7^e séminaire Droit international et dette

En décembre 2008, le CADTM organisera une conférence sur les Droits humains et la dette à l'occasion du soixantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée par les Nations unies le 10 décembre 1948. Le mois de décembre est également le mois anniversaire de la Déclaration sur le droit au développement adopté le 4 décembre 1986 (22 ans).

(NB : Ce séminaire fera suite la réunion mondiale du réseau qui se tiendra du lundi 1 au mercredi 3 décembre 2008).

Indicateurs : nombre d'organisations partenaires, nombre de participants, nombre et qualité des intervenants

Source : tracts et affiches ; site CADTM et liens vers d'autres sites ; rapports d'évaluation ; revue de presse

Lieu et période : Bruxelles, décembre 2008

Les deux résultats sont :

1) Le CADTM renforce le mouvement altermondialiste dans son ensemble par sa participation active

Indicateurs : Maintien de l'activité du CADTM aux réunions du processus dans son ensemble et particulièrement aux réunions des mouvements sociaux (Jubilé Sud, MMF, Via Campesina, Focus on the Global South, ATTAC ...)

Moyens de vérification : Tableau de bord, textes des déclarations et des appels, programme d'activités (déplacements...)

2) Le mouvement altermondialiste continue de placer la dette au centre de ses priorités

Indicateurs : Maintien de la place de la dette dans les textes provenant du mouvement altermondialiste ; place de la dette dans la discussion au sein des mouvements sociaux ; place de la dette dans les différentes déclarations ; nombre d'interventions ; nombre de participants touchés

Moyens de vérification : Tableau de bord, textes des déclarations et des appels, programme d'activités, résultats d'évaluation

2.2.5. ACTION 2 - Moyens prévus pour le PA 2008 :

Frais d'équipement : 0,00€

Fonctionnement :

Activité 1 : Participation à la journée d'action mondiale du Forum social mondial ainsi qu'à l'ensemble du processus FSM

4 billets d'avion + séjour (2 délégués par réunion de Conseil international) : 3.600,00 €

Contribution du CADTM à l'activité du FSdB en janvier 2008 : 300,00 €

Cotisation du CADTM au FSdB : 100,00 €

Participation au 6^{ème} FSE à Stockholm en septembre 2008 : participation aux réunions de préparation, délégation, hébergement, frais d'organisation d'atelier + cotisation FSE : 3000,00 €

Activité 2 : Fonctionnement de l'Observatoire international de la dette (OID)

Réalisation d'un séminaire international en Amérique latine : avion + hébergement: 3000,00 €

Réalisation d'un stage de formation résidentielle en Belgique : 2.500,00 €

Activité 3 : 7^{ème} séminaire international sur le droit

4 billets d'avion, frais de location de salle et d'hébergement : 6.000,00€

Sous-total Fonctionnement : 18.500,00 €

Personnel : 35.200,00 €

Activité 1 :

Eric Toussaint : 1 mois ETP

Olivier Bonfond : 1 mois ETP

Denise Comanne : 2 mois ETP

Virginie de Romanet : 1 mois ETP

Jérôme Ollier : 1 mois ETP

Myriam Bourgy : 1 mois ETP

Activité 2 :

Eric Toussaint : 1 mois ETP

Cécile Lamarque : 1 mois ETP

Activité 3 :

Virginie de Romanet : 3 mois ETP

TOTAL : 53.700,00 €

2.2.6. ACTION 2 - Evolution financière. Budget indicatif pour le PA 2008

ACTION 2

Rubrique		
	prévu	Demandé
1. Frais d'équipement.		0,00
2. Frais de fonctionnement		18.500,00
3. Frais de personnel		35.200,00
4. Autres		
Sous-total 1-4		53.700,00
5. Frais administratifs		
5.1. Frais administratifs au sens strict		4489,67
5.2. Evaluation		498,85
Sous-total 5		4988,52
Total		58688,52

2.3. Action 3 « Sensibilisation et formation des citoyens belges et du monde aux alternatives pour un développement humain socialement juste et écologiquement soutenable »

2.3.1. Objectif de l'action

L'information et la sensibilisation des citoyens et de la société civile, comprise dans un sens très large, se concentre sur nos objectifs : l'annulation de la dette, l'abandon des politiques d'ajustement structurel et la mise en œuvre de politiques alternatives de développement centrées sur la satisfaction universelle des droits fondamentaux implique que les inégalités Nord-Sud et la problématique du développement humain socialement juste et écologiquement soutenable deviennent des enjeux politiques majeurs pour l'opinion publique belge et internationale.

2.3.2. Evolution de l'action par rapport à l'année 2006

Le CADTM développe son volet éducation envers le grand public, les étudiants et les universités, afin de les informer et de les sensibiliser aux problématiques spécifiques du financement du développement humain et des droits fondamentaux. Il s'agit ici d'une évolution quantitative étant donné le nombre de stagiaires, de bénévoles et des groupes locaux prêts à seconder le CADTM dans cette action.

Divers groupes du CADTM Belgique se sont créés pour assurer la formation des citoyens belges aux alternatives pour un développement humain socialement juste et écologiquement soutenable. La sensibilisation au niveau international a progressé, à en juger notamment par la fréquentation toujours plus importante du site internet.

Signalons ici que le travail qui se renforce en 2007 sur la « question belge » vise avant tout à renforcer les capacités du CADTM à sensibiliser le public belge sur ses problématiques centrales (dette publique de la Belgique à mettre en corollaire avec la dette du Tiers Monde, ajustement structurel au Nord et au Sud, les alternatives ...) notamment en faisant plus systématiquement le lien entre ce qui se passe au Nord et au Sud.

2.3.3. Etat d'avancement du plan d'action pour l'année 2007

Action 3. Activité 1 : Formations

Week end de formation « Dette et santé » : Cette formation a eu lieu les 3 et 4 mars 2007 à l'Espace Belvaux, centre provincial situé à Grivegnée (Liège). Elle a réuni une quarantaine de participants, parmi lesquels des professionnels de la santé (Maison médicale, syndicats de la santé, médecins...). Les trois orateurs étaient des oratrices (Julie Castro, Roseline Péluchon et Garance Uhpam) et leurs exposés se retrouvent dans un dossier consacré à cet Objectif du millénaire dans la revue AVP n° 34 ainsi que sur le site internet du CADTM²⁸.

NB : cette activité a été réalisée sans le financement de la DGCD PA 2007

Pour plus d'infos sur le contenu de cette formation :

http://www.cadtm.org/fr.mot.php3?id_mot=332

Week-end de formation « Alternatives au niveau de la dette et du financement du développement » : Le week-end de formation sur les alternatives au niveau de la dette et du financement du développement prévu dans le PA 2007 s'est déroulé les 7 et 8 juillet 2007 au

²⁸ <http://www.cadtm.org/spip.php?article2514> ; <http://www.cadtm.org/spip.php?article2527> ; <http://www.cadtm.org/spip.php?article2482>

Centre Culturel Marcel Hicter à Wépion (Namur). Nous avons 63 participants. Ce qui constitue une progression sensible depuis l'année dernière si bien que nous avons dû refuser des participants.

La formation a été très bien reçue par les participants qui ont pris l'initiative de créer un groupe de discussion afin de continuer les échanges sur les thèmes développés au cours du week-end. De plus, la demande d'une «université d'été» du CADTM y a été réitérée. Elle aura lieu comme prévu dans le programme 2008-2010, début juillet 2009.

Un compte rendu complet (exposés, enregistrements et photos) est disponible sur le site : <http://www.cadtm.org/spip.php?article2740>

Les formations dans les écoles secondaires :

Etat d'avancement des formations réalisées en 2007 : 12 séances d'1H dans 4 écoles et 7 séances de 2H dans 6 écoles - 17 classes – avec un total de 440 élèves. Rappelons qu'il était prévu de réaliser 15 formations sur toute l'année. Nous avons donc dépassé l'objectif à mi-parcours de l'année. Liste des formations données sur le thème de la dette.

Les formations et conférences en milieu scolaire pour l'année 2007 ont largement augmenté par rapport à 2006. Comme prévu dans le PA 2007, le sous groupe « éducation » du Groupe Thomas Sankara²⁹ a multiplié les interventions du CADTM, le sous groupe s'est également élargi.

Le même projet se développe à Bruxelles. Un sous groupe « éducation et formation » s'est créé le 21 juin 2007 au sein du CADTM Bruxelles³⁰.

Les formations sont toujours bien accueillies par les enseignants car les formations se reconduisent d'une année sur l'autre. Dans certains établissements, des cycles de formation (plusieurs interventions au long de l'année) sont demandés pour approfondir les problèmes de développement et d'endettement.

Les formations dans les écoles supérieures :

Dans le PA 2007, l'objectif était de réaliser 4 conférences dans les universités ou/et écoles supérieures.

12 ont déjà été réalisées :

Débat contradictoire sur l'altermondialisme et le libéralisme – LLN (21-février)

Haute école Charlemagne de Liège (14-mars)

Conférence débat sur la dette et migration – HEC Liège (06-mars)

Conférence débat sur la dette – « Les pays endettés sont-ils créanciers ? » HEC Liège – (20 mars)

Projection/débat du film « Bamako » - ULB Bruxelles (27-mars)

Formation historique sur les rapports Nord/Sud et l'endettement – Faculté Saint Louis (27-mars) Conférence sur la dette - Faculté Saint Louis Bruxelles (28 mars)

Atelier dette – Institut Saint Joseph (04-mai)

Présentation du livre BM - Bruxelles (10-mai)

Conférence débat - Université de Liège (Sart-Tilman) (16-mai)

Conférence débat - Université de Liège (Sart-Tilman) (18-mai)

Conférence débat - Université de Liège (place du XX août) (22-mai)

²⁹ Le sous groupe éducation du Groupe Thomas Sankara : Olivier Bonfond, Laurent Atsou, Daniel Charlier, Myriam Bourgy, Renaud Vivien, Eric de Ruest, Sabrina Boussaglia, Jérôme Ollier, Sara Peeters, Martin Domenge Abeau.

³⁰ Le sous groupe éducation de Bruxelles : Virginie de Romanet, Michel Musimbi, Laurent Atsou, Fabrice Claes, Melody Imbach, Dieudonne Ekowana, Pernelle Taquet, Hugues Ngankam.

Ce résultat très encourageant est notamment dû au partenariat qui a été réalisé avec des professeurs et des étudiants d'université et des écoles supérieures. Il s'agira de rester pro actif afin de maintenir ces contacts.

Les formations pour des associations partenaires :

6 formations prévues pour des associations partenaires, mais, en fait, 12 ont déjà été réalisées lors du seul premier semestre:

- 7 janvier 2007 pour le cercle des cinés de Liège (60 participants) Animation sur le film « *Bamako* »
- 31 janvier 2007, pour CSC de Bruxelles (100 participants) ; Mouvement Alter et Mobilisation contre G8 de Gènes
- 3 février 2007 pour le CAL Liège (30 participants) Animation sur le commerce équitable
- 21 février 2007, pour l'UCL et la FEL à Louvain la Neuve (120 participants) ; Conférence Altermondialisme vs Libéralisme. Conférenciers : Corentin de Salle (Philosophe au MR) et Eric Toussaint.
- 9 mars 2007, pour ATTAC Mons (70 participants) Animation sur le film « *Bamako* ».
- 13 mars 2007, pour la commune d'Ixelles (15 participants) ; formation sur la dette du Tiers-Monde.
- 19 mars 2007, pour ATTAC et CSC Liège (26 participants) ; conférence – débat sur le FSM de Nairobi.
- 24 mars 2007, pour Volens (27 participants) ; formation sur la dette
- 24 mars 2007, pour l'Aquilone Liège (30 participants) ; le Mouvement des Sans Terre eu Brésil.
- 27 mars 2007, pour le Cercle Kilimandjaro (15 participants) ; formation sur l'histoire des rapports Nord/Sud et l'endettement.
- 1 avril 2007, pour le CRIE St Hubert (25 participants) ; Animation du jeu Sudestan.
- 26 avril 2007, pour la FGTB Liège (25 participants) ; formation au jeu Sudestan
- 8 mai 2007, pour FUNOC à Charleroi (12 participants) ; journée sur le thème de la souveraineté alimentaire.
- 27 mai 2007, pour l'association Argentine Uruguay de Bruxelles (15 participants) ; conférence sur la Banque du Sud.
- 28 mai 2007, pour ATTAC, LCR, FLL, GTS - Liège (40 participants) ; conférence « Menaces écologiques, urgence à gauche ». Conférenciers : Daniel Tanuro (FLL), Eric De Ruest (GTS), Yolaine Lhoist (GTS), John Vilour (GTS).

Les formations HORS financement PA 2007 soutenues par la Communauté française

Le CADTM a également réalisé plusieurs conférences soutenues par la Communauté française de Belgique. Citons :

- le 3 et 4 mars, le séminaire résidentiel de formation sur la santé qui dura en tout 20 heures (voir plus haut).
- le 6 mars, conférence – débat au HEC-Liège sur la dette et la migration. Conférenciers : José Mukadi (porte parole de l'UDEP) et Olivier Bonfond (3 H / 21 participants)

- le 19 mars, conférence – débat sur le FSM de Nairobi en collaboration avec ATTAC et la CSC. (3 H / 26 participants) Siège de la CSC à Liège – conférenciers : Olivier Bonfond (CADTM, Jean Lemaire (CSC) et Thierry Bodson (FGTB)
- le 20 mars, conférence - débat sur la dette au HEC-Liège (3 H / 50 participants) (conférencier : Eric Toussaint, un professeur de l'ULg Michel Hermans)
- le 24 et 25 mars, les « *journées culturelles liégeoises* » à l'esplanade Saint Léonard à Liège, mise en place d'un stand d'informations avec ATTAC.
- le 31 mars, journée formation droit au Beau mur (10 H) Conférenciers : Virginie de Romanet, Myriam Bourgy, Cécile Lamarque, Sylvain Dropsy, Christine Vanden Daelen, Hugo Ruiz Diaz, Dieudonné Ekowana Hiemo, Renaud Vivien
- le 16 avril, conférence – débat sur les alternatives (3 H/9participants), CSC Liège.
- le 4, 5 et 6 mai, un week-end résidentiel à Arbrefontaine (26 H/56 participants).
- le 12 juin, conférence – débat « *Belgique coloniale au Congo : Devoir de mémoire* ». Conférenciers : José Mukadi (UDEP), Eric Toussaint, Victor Nzuzi, Serge Carabin (conseiller communal CDH), Brigitte Ernst (conseillère communale ECOLO). (3H/100 participants)

La journée d'étude à Bruxelles sur le budget et les ressources naturelles de la RDC

Après un premier contact avec le CERCOC asbl³¹ lors de la journée d'octobre 2006 organisée par le CADTM sur l'« audit de la dette de la RDC » au Sénat belge, les deux associations ont eu une première réunion de travail commune le 5 juillet 2007 sur l'organisation d'une journée d'étude à Bruxelles concernant le bradage des ressources naturelles et la dette de la RDC. A la fin du mois d'août 2007, la Commission mixte chargée d'examiner les contrats miniers signés durant les périodes de conflits au Congo remettra ses conclusions au gouvernement. Mais tout porte à penser que ces contrats ne seront ni véritablement révisés et ni annulés. Or, ces contrats de nature léonine et frauduleuse participent au pillage des richesses naturelles du pays privant ainsi ses populations des ressources essentielles à leur bien-être. Le CERCOC asbl et le CADTM ont décidé d'organiser le 21 septembre 2007, après la publication des conclusions de la Commission une journée de conférence-débat s'adressant à un large public constitué d'ONG, d'associations belges et congolaises et de la presse. Trois réunions de travail ont eu lieu entre le groupe droit du CADTM et le CERCOC asbl, les 5 et 26 juillet ainsi que le 11 août.

Au programme de cette journée, quatre exposés suivis de larges temps de débats. Un premier sera consacré à la manière dont le nouveau gouvernement alloue, sous l'influence des créanciers de la RDC, son budget public. Un deuxième portera sur la révision des contrats miniers. Les deux derniers se focaliseront sur les actions que les Congolais peuvent réaliser contre le pillage de leurs richesses soit par des actions directes en justice, soit par la réalisation de l'audit de leur dette externe. Les intervenants seront des membres du CERCOC asbl, du CADTM et des invités externes.

Le devoir de mémoire sur la colonisation du Congo

Cette activité n'était pas prévue dans le PA 2007. Elle a été ajoutée en réaction à l'initiative de la conseillère communale de Liège, Madame Messaouda Barkat, qui a mis à l'ordre du jour du Conseil Communal, en octobre 2006, le devoir de mémoire de la Belgique vis-à-vis de l'ex-Congo belge. La requête précise de cette conseillère était le déplacement d'une stèle située dans le Hall de l'Hôtel de ville de Liège commémorant les Belges morts « pour la civilisation » au Congo pendant le règne de Léopold II, ou pour le moins le placement d'une

³¹ Cercle de Recherche et de Coopération des Etudiants Congolais de l'ULB.

note explicative de la période. Le Conseil communal tergiverse sur ce point. Considérant que cette problématique relève du devoir de mémoire appartenant à tous les citoyens, le CADTM Belgique a donc décidé de relancer ce débat sur les pages sombres de la colonisation du Congo. Cette activité est cohérente avec le combat du CADTM pour la réparation des dommages subis par le Tiers Monde du fait de la colonisation. Il s'agit d'une dette historique que les pays du Nord ont à l'égard des pays du Sud. Ce concept de « dette historique » est également utilisé par d'autres réseaux internationaux comme Jubilé Sud pour justifier l'annulation de la dette du Tiers-monde.

Depuis janvier 2007, le CADTM a convoqué des réunions avec d'autres associations (Debout pour le Congo, Territoires de la mémoire, le CAL, ATTAC, Nouveaux Migrants, Barricade, Casa Nicaragua) pour organiser une conférence-débat sur la colonisation du Congo sous Léopold II (1885-1908). Cette conférence-débat s'est tenue à Liège en juin 2007 et a réuni une centaine de personnes. Parmi les conférenciers, on trouvait un membre congolais du réseau CADTM, Victor Nzuzi du NAD-Kinshasa.

En raison de ce succès et à l'occasion de l'année centenaire du transfert de l'Etat Indépendant Congolais à la Belgique (1908-2008), le CADTM et les associations partenaires ont décidé d'organiser plusieurs activités sur le devoir de mémoire de la Belgique à l'égard du Congo. Une partie de ces activités aura lieu au dernier trimestre 2007 avec la projection d'un film-documentaire sur la colonisation du Congo. La démarche du CADTM est de lancer sur le long terme un cycle de conférences sur les différentes périodes de la colonisation du Congo et de relancer la recommandation de la Commission Lumumba d'instaurer une commission « colonisation ». C'est un travail partant de la sensibilisation/mobilisation à la base et parcourant les différentes étapes de notre cercle vertueux pour aboutir à des décisions politiques : la décision des autorités publiques de présenter une vision autocritique de la Belgique à l'égard de son passé colonial et la décision de créer une commission parlementaire.

Action 3. Activité 2 : Outils de communication

Remarque préalable : le matériel imprimé (ouvrages, AVP, dvd, ...) se retrouve maintenant dans l'action 1 « recherche et élaboration »

Le site Internet

Au niveau des outils de communication, le site Internet CADTM a subi une importante mise à jour d'ordre technique en juillet 2007. De nouveaux administrateurs, notamment en France, y interviennent quotidiennement. Une formation interne est prévue en septembre 2007 pour permettre aux nouveaux membres de l'équipe permanente de gérer le site.

La fréquentation du site à continuer à augmenter de manière constante ces derniers mois : de Juin 2006 à juin 2007, la fréquentation est passée de 36.981 visites à 68.181 en juin 2007 avec une moyenne de visite journalière de 2.228 visites. Cependant, notamment pour améliorer la sécurité globale du site, une refonte technique du site a été réalisée en juillet 2007. Cette mise à jour complète du système a eu plusieurs impacts, dont celui de changer l'algorithme utilisé pour calculer le nombre et la fréquence de visites du site. En évitant toute une série de double comptabilisation (inévitables jusqu'alors), ce tout nouvel algorithme donne une estimation plus juste du nombre de visiteurs. Logiquement, le nombre « réel » de visiteurs est revu à la baisse, en passant d'une moyenne journalière supérieure à 2000 visites en juillet à une moyenne comprise entre 800 et 900 visiteurs début septembre. A partir de maintenant, nous

observerons l'évolution de la fréquentation du site CADTM à la lumière de ces nouvelles statistiques plus précises.

Notons cependant que ce nouveau système de calcul ne peut remettre en cause l'évolution de la progression constante observée ces dernières années. Cette hypothèse pourra être concrètement vérifiée en observant les résultats des prochains mois.

Par ailleurs, les moteurs de recherche continuent de confirmer l'augmentation de la présence du CADTM sur la toile. Les termes qui font l'objet d'une recherche sont référencés dans les tableaux ci dessous :

"Damien Millet"	www.google.fr	www.yahoo.com	www.altavista.com
1 mai 06	42800	10700	10500
18 juil. 07	59200	22300	22300

"Committee for the abolition of the third world debt"	www.google.fr	www.yahoo.com	www.altavista.com
1 juin 04	35	21	13
1 juin 05	242	128	134
1 mai 06	365	324	308
18 juil. 07	757	389	391

"Eric Toussaint"	www.google.fr	www.yahoo.com	www.altavista.com
1 juin 04	7070	12700	4503
1 juin 05	23500	17800	17100
1 mai 06	96100	45100	43800
18 juil. 07	145000	62800	60700

"CADTM"	www.google.fr	www.yahoo.com	www.altavista.com
1 avr. 02	2820	2110	925
1 juin 04	13300	14800	6575
1 juin 05	44800	31500	32700
1 juin 06	234000	103000	90900
1 mars 07	307000	153000	153000
18 juil. 07	387000	177000	177000

"Comite por la anulacion de la deuda del tercer mundo"	www.google.fr	www.yahoo.com	www.altavista.com
1 juin 04	324	220	170
1 juin 05	637	430	435
1 mai 06	835	647	638
18 juil. 07	906	1090	1090

"Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde"	www.google.fr	www.yahoo.com	www.altavista.com
1 juin 04	3210	1650	1385
1 juin 05	7900	7240	7340
1 mai 06	26300	34200	30600
18 juil. 07	62300	47600	46300

Les bulletins électroniques

Depuis la rénovation du site Internet en 2004, des listes d'adresses électroniques du monde entier ont été constituées petit à petit afin de diffuser de manière systématique le travail du CADTM. Depuis juin 2006, de nombreuses modifications ont été apportées. De nouvelles listes ont été créées en plus des listes de diffusion belge, francophone, castillane et anglophone. Il s'agit notamment d'une liste « Liège » et « Bruxelles ».

Comme pour la liste belge, ces listes ne servent pas à diffuser des articles et des études mais à annoncer les activités de l'organisation et de ses partenaires locaux. Depuis mars 2007, tous les contacts belges sont géographiquement triés. Il s'agit, en effet, d'être capable de contacter les personnes proches du CADTM dans ses deux principaux lieux d'activités en Belgique : Liège et Bruxelles.

Abonnés aux listes de diffusion du CADTM						
Date de relevé	Francophone	Castillane	Anglophone	Belge	Bruxelles	Liège
1 nov. 2004	1711	1055	250	834	x	x
1 juin 2005	5727	1430	398	1214	x	x
1 juin 2006	11024	1962	556	1817	x	x
21 déc. 2006	13456	2063	640	2134	x	x
5 avr. 2007	15401	2277	783	2422	x	x
18 juin 2007	15768	2322	795	2432	114	282

Autre progression au niveau de la communication interne : devant la forte augmentation des membres actifs du CADTM en Belgique (stagiaires, groupe Thomas Sankara et CADTM Bruxelles) le logiciel de gestion des listes de diffusion a été utilisé pour faciliter la diffusion de l'information et la communication au sein de l'organisation. Une liste de diffusion Groupe Thomas Sankara (GTS) a été créée en mai 2007 ainsi qu'une liste pour l'équipe permanente « élargie » aux stagiaires et membres les plus actifs du CADTM Belgique.

2.3.4. Perspectives pour l'année 2008

Résultats à atteindre par le PA 2008

- Réussir un week-end résidentiel de formation sur la problématique du genre : il s'agit d'approfondir un des Objectifs du Millénaire. Cette formation aura lieu du 5 au 6 juillet 2008.
- Consolider le travail d'éducation au développement en Belgique en milieu scolaire (objectif : 20 séances en moyenne pour les années du programme triennal et le travail d'éducation réalisé en synergie avec des associations partenaires (moyenne de 10 séances de formations à stabiliser également sur le programme)
- Si la collaboration entre les deux organisations s'avère positive en 2007, le CADTM et le CERCO-ULB avec la participation des ONG, associations et autres acteurs, prévoient d'organiser une journée de forum en écho à celui tenu à Kinshasa en juin 2007 et orienté en direction de l'importante communauté congolaise de Belgique et tout particulièrement de Bruxelles.
- Faire avancer l'idée d'une commission « mémoire coloniale » notamment par l'organisation des conférences sur le passé de la Belgique coloniale dans plusieurs villes de Belgique, en partenariat également.
- Maintenir la progression du site Internet
- Maintenir les envois de bulletins électroniques (consolider les listes locales Bruxelles et Liège)
- Assurer la diffusion de la revue imprimée du CADTM AVP (cette question a déjà été mentionnée dans l'action 1)

Activités prévues pour le PA 2008

Action 3. Activité 1 : Formations

Formations en milieu scolaire : 10 séances dans les écoles secondaires

Indicateurs : Maintien du nombre d'écoles, nombre de séances, nombre de participants, nombre de professeurs, nombre de demandes récurrentes
Moyens de vérification : Programme d'activités, tableau de bord, journaux de classe

Formations en milieu scolaire : 10 séances dans les écoles supérieures

Indicateurs : Maintien du nombre d'écoles, nombre de séances, nombre de participants, nombre de professeurs, nombre de demandes récurrentes
Moyens de vérification : Programme d'activités, tableau de bord, lettres (et autres supports) de demandes

Formations pour des associations partenaires : 10 séances

Indicateurs : Maintien du nombre d'activités, nombre de demandes récurrentes, nombre de folders, nombre de participants, nombre d'ONG et d'associations touchées
Moyens de vérification : Programme d'activités, tableau de bord, affiches et folders

Lieu et période : Belgique francophone, année 2008

Activités axées sur le devoir de mémoire de la colonisation du Congo

En septembre 2008, le CADTM organisera avec d'autres associations belges, en collaboration avec des historiens, une journée d'étude visant à relancer le projet de création d'une commission parlementaire sur la colonisation comme le préconisait le rapport parlementaire Lumumba de 2001. Cette activité marque le 100^e anniversaire de la cession du Congo à la Belgique. Au cours de l'année, plusieurs formations/animations décentralisées auront lieu sur le thème. Cette activité nécessitera des réunions avec des groupes locaux intéressés à la démarche (Mons, Liège, Bruxelles, Ostende, Namur...). Cette action pourrait avoir lieu au cours du deuxième trimestre de l'année 2008.

Lieu et période : Belgique, année 2008

Indicateurs : 15 associations dont 5 organisations issues de la communauté congolaise coorganisent ; public de 150 à 200 personnes ; 2 quotidiens belges font part de l'événement. Nombre de participants aux conférences décentralisées : 250.

Moyens de vérification : tracts et affiches ; site CADTM et liens vers d'autres sites ; rapports d'évaluation ; revue de presse

Action 3. Activité 2 : Outils de communication

Le site Internet et les bulletins électroniques

Discussion au sein de l'atelier régional du monde arabe et avec le secrétariat de l'introduction d'une section en langue arabe. Elle serait totalement prise en charge par l'atelier régional arabe.

Diffusion des listes de communication

Indicateurs : Maintien du nombre de bulletins électroniques, augmentation du nombre d'abonnés aux bulletins électroniques (de 5 à 10%), signes de « pénétration » dans les autres sites

Moyens de vérification : mailing lists du webmaster, sites autres que le CADTM

Les «Autres Voix de la Planète »

Si cette publication se retrouve maintenant dans l'action 1 : « recherche et élaboration », il nous paraît cependant important de souligner ici qu'elle représente un outil important de sensibilisation. Elle permet de diffuser de manière quantitative et qualitative l'ensemble du travail du CADTM et d'approcher de nouveaux publics, notamment par la réalisation systématique d'envois ponctuels.

Action 3. Activité 3 : La dimension du genre

- Formation résidentielle sur le genre : l'égalité homme/femme : le point sur un objectif du millénaire

- Module de formation pour les écoles et les interventions en conférence

- Dossier spécial dans un AVP

- Participation du CADTM à une rencontre mondiale de la Marche Mondiale des Femmes (juillet, Espagne : date et lieu à confirmer)

- Début de préparation d'un atelier spécifique à l'université du CADTM en 2009

Indicateurs : Nombre de femmes participantes, annonces et échos dans la presse spécialisée et autre, rapports des interventions, augmentation du nombre de textes impliquant la dimension du genre

Moyens de vérification : Fichiers d'inscription, Coupures de presse, AVP et site CADTM

Dans cette action globale de formation, s'inclut le début de la préparation de l'université du CADTM, point qui a été développé dans le programme triennal (page 47) : Préparation de l'université d'été du CADTM (2009) pour qu'elle devienne un lieu de sensibilisation, de formation et de synergie pour un large public citoyen

2.3.5. ACTION 3 - Moyens prévus pour le PA 2008

Frais d'équipement : 0 €

Fonctionnement :

Activité 1 : Formations

Divers : location de salle – réalisation de publicité – frais de transport - 2.500,00 €

Activité 2 : Outils de communication :

- Internet : 1.600,00 €

Activité 3 : La dimension du genre

Location de salle, publicité, frais de transport : 2.000,00 €

Sous-total Fonctionnement : 6.100,00€

Personnel : 26.250,00 €

Activité 1 :

Eric Toussaint : 0,5 mois ETP

Olivier Bonfond : 1 mois ETP

Denise Comanne : 1 mois ETP

Virginie de Romanet : 1 mois ETP

Myriam Bourgy : 1 mois ETP

Activité 2 :

Jérôme Ollier : 2,5 mois ETP

Cécile Lamarque : 3 mois ETP

Activité 3 :

Virginie de Romanet : 1 ETP

TOTAL : 32.350,00 €

2.3.6. ACTION 3 - Evolution financière. Budget indicatif pour le PA 2008

ACTION 3

Rubrique	prévu	demandé
1. Frais d'équipement.		0,00
2. Frais de fonctionnement		6100,00
3. Frais de personnel		26250,00
4. Autres		
Sous-total 1-4		32350,00
5. Frais administratifs		
5.1. Frais administratifs au sens strict		2704,67
5.2. Evaluation		300,52
Sous-total 5		3005,19
Total		35355,19

Autres sources financières : néant

2.4. Action 4 « Mobilisation citoyenne pour un développement humain socialement juste et écologiquement soutenable »

2.4.1. Objectif de l'action

Fournir aux citoyens belges et du monde ainsi qu'aux membres de la société civile organisée, les moyens de mettre en action ce qu'ils ont intériorisé en termes de sensibilisation et d'information. Le fait de devenir soi-même acteur, actrice d'un événement donne un ancrage plus solide à la construction des alternatives et accentue le rapport de force nécessaire au changement de politique.

2.4.2. Evolution de l'action par rapport à l'année 2006

Les choses évoluent dans un sens qui nous semble favorable en termes de mobilisation. Les années 2006 et l'année 2007 sont marquées par l'évolution consciente et organisée du Forum social mondial (et donc, de pans très importants de la société civile mondiale), du concept de forum de discussion au concept d'action. L'activité des mouvements sociaux (où le CADTM trouve sa place) dans le processus FSM, a indéniablement joué un rôle en ce sens. La visibilité de l'action, l'envergure de mobilisations au niveau mondial insufflent un nouveau dynamisme au processus FSM.

Voici le texte d'appel à l'action que le CADTM a signé avec un très grand nombre d'organisations au niveau mondial :

« Processus FSM 2008 - Appel à une journée mondiale de mobilisations et d'actions

Appel à une journée mondiale de mobilisations et d'actions – le 26 janvier 2008

Nous sommes des millions de femmes et d'hommes, d'organisations, de réseaux, de mouvements et syndicats de tous les coins de la planète, régions et villages, zones rurales et urbaines, de tous les peuples, de tout âge, culture et croyances unis par la ferme conviction que

UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE

Riches de nos diversités, de notre pluralisme, de nos alternatives et propositions, nous luttons contre le néolibéralisme, la guerre, la colonisation, le racisme et le patriarcat qui génèrent violence, exploitation, exclusions, pauvreté, faim, désastres écologiques et négations des droits humains.

Depuis de nombreuses années, nous résistons et construisons des processus innovants, de nouvelles cultures d'organisation et d'action allant du local au mondial, en particulier au travers du processus et de la Charte de principes du Forum social mondial dont est issu cet appel.

Conscients de la nécessité de construire notre propre calendrier de mobilisations et soucieux d'amplifier l'impact de ces milliers de formes d'expressions et de manifestations, nous nous engageons à renforcer la solidarité et les convergences entre nos luttes, nos campagnes, ainsi que la construction d'alternatives et d'alliances.

Nous nous engageons à organiser une semaine d'actions qui culminera le 26 janvier 2008 avec une journée mondiale de mobilisation et d'actions.

Nous vous invitons toutes et tous, dans la diversité qui est notre force, à construire de manière créative des actions, manifestations, évènements et convergences sur des thèmes et selon des modalités pratiques que chacun choisira.

Agissons ensemble pour un autre monde

Cette nouvelle donne trouvera des terrains d'application en 2008 (janvier : journée d'action mondiale contre le Forum économique de Davos ; juin – juillet : sommet alternatif au G8 au Japon ; action contre les IFIs en automne), en ce qui concerne la société civile internationale. Le CADTM concentrera cette mobilisation en Belgique, notamment au moment du G8 (étant donné que cette année, il ne sera pas possible d'aller au Japon en car !) ainsi qu'au Forum des peuples du Mali.

2.4.3. Etat d'avancement du plan d'action pour l'année 2007

Action 4. Activité 1 : La mobilisation à l'occasion du G8

Cette année, le G8, les 8 pays les plus riches de la planète, se retrouvaient en Allemagne à Heiligendamm du 6 au 8 juin 2007. Un sommet alternatif au sommet des 8 grandes puissances a été organisé du 2 au 8 juin 2007. Le CADTM a pris part activement à ce sommet alternatif. 50 personnes du CADTM Belgique ont fait le déplacement en Allemagne pour le week-end, dont 25 sont restées toute la semaine. Des membres du réseau CADTM des pays du Sud étaient présents: Inde, Côte d'Ivoire, Niger, République Démocratique du Congo, Kenya, Japon, Haïti.

Le CADTM a participé d'une manière visible à la grande manifestation du samedi 2 juin qui a rassemblé 80 000 personnes (voir galerie photo du site, http://www.cadtm.org/planchecontact.php3?id_article=2711).

Le sommet alternatif au G8 a été un moment important de collaboration entre les campagnes dette. Durant le contre sommet alternatif qui s'est tenu du 5 au 7 juin, 4 activités ont été co-organisées avec les organisations « dette » comme Jubilé Sud, Jubilé USA, Eurodad, Erlassjahr... Des membres du réseau CADTM du Nord et du Sud faisaient partie des conférenciers. Les thèmes des activités étaient l'audit de la dette, la dette illégitime, la Banque du Sud et la Banque mondiale. Ces activités rassemblèrent entre 40 et 60 personnes à chaque fois.

Le contre sommet a été l'occasion aussi pour les campagnes dette de se rassembler durant la journée du 3 juin, pour élaborer les stratégies futures à adopter. Un communiqué de presse demandant l'annulation immédiate de la dette, une action immédiate du G8 pour frapper d'illégitimité les fonds vauvours, a été rédigé en commun lors de cette journée³².

En Afrique, un contre-sommet G8 a été organisé du 4 au 7 juin 2007 à Sikasso. Le Forum des peuples a rassemblé environ 400 personnes pendant 4 jours avec au programme de nombreux ateliers sur différents sujets comme la dette et les droits humains, les accords de partenariat économique, l'endettement des paysans, micro-crédits, mines d'or, l'audit de la dette³³... Une déclaration finale a été élaborée notamment avec les délégués du réseau, affirmant l'illégitimité du G8, demandant l'annulation immédiate et inconditionnelle de la dette³⁴. Une délégation du CADTM Belgique était présente (Renaud Vivien et Myriam Bourgy).

³² www.cadtm.org/spip.php?article2695

³³ www.forumdespeuples.org

³⁴ www.cadtm.org/spip.php?article2695

Action 4. Activité 2 : la mobilisation à l'occasion des réunions des Institutions financières internationales (IFI)

Lors du Forum Social de Nairobi en janvier 2007, les campagnes et organisations dette ont décidé d'organiser une semaine mondiale d'action contre la dette et les institutions financières internationales du 14 au 21 octobre 2007. Cette semaine d'action a été décidée à cette période car elle concentre de nombreuses journées internationales de lutte (le 16 octobre journée internationale pour l'alimentation, le 17 octobre journée internationale d'éradication de la pauvreté, le 18 octobre journée internationale de la jeunesse) ainsi que l'anniversaire de l'assassinat de Thomas Sankara (15 octobre 1987), ancien président du Burkina Faso qui appela les Etats africains à ne pas payer la dette. Cette semaine est aussi marquée par la rencontre annuelle d'automne de la Banque mondiale et du Fonds Monétaire International, du 19 au 21 octobre 2007. C'est donc aussi en opposition à cette rencontre que cette semaine mondiale d'actions a été mise en place.

Dans ce cadre là, le CADTM organisera le samedi 13 octobre 2007, une journée de sensibilisation avec projection du film « Un autre monde est possible » suivi d'un débat et clôturée par un concert de Keny Arkana à Liège. Suivant les recommandations de la DGCD visant à consolider les liens avec les autres organisations travaillant sur la dette et les IFI, le CADTM enverra aussi des délégués au Tribunal populaire contre la Banque mondiale organisé par Eurodad, le 15 octobre 2007 à la Haye.

En décembre 2007, Eric Toussaint se rendra au Japon pour une tournée de 5 conférences à l'initiative d'ATTAC Japon en instance d'adhésion au réseau CADTM international. Cela permettra en outre de préparer le G8 qui se déroulera dans ce pays en mai 2008.

2.4.4. Perspectives pour l'année 2008

Résultats à atteindre par le PA 2008

- Réussir une bonne mobilisation en janvier 2008 en partenariat avec le FSdB
- Envoyer une délégation au Forum des peuples du Mali et un ou deux délégués au sommet alternatif au G8 du Japon
- Réussir un événement actif à l'occasion de la réunion annuelle des IFIs

Activités prévues pour le PA 2008

Action 4. Activité 1 : La mobilisation à l'occasion du G8

Dans l'impossibilité matérielle de mobiliser de manière importante vers le Japon, le CADTM Belgique n'enverra qu'un ou deux délégués dans ce pays. ATTAC Japon en instance d'adhésion au réseau CADTM international assurera la visibilité du message du CADTM. Par ailleurs, une délégation pour soutenir le processus des membres du réseau africain et participer au Forum des peuples, au Mali.

Indicateurs : Nombre d'organisations impliquées, nombre de réunions, nombre de participants à l'événement

Moyens de vérification : PV des réunions, annonces et échos dans les médias

Action 4. Activité 2 : La mobilisation à l'occasion des réunions des Institutions financières internationales (IFI)

Sur base de l'expérience de 2006 et 2007, le CADTM stimulera un partenariat en s'adressant à des communautés spécifiques contactées au cours du plan (communautés congolaises par

exemple) pour réaliser un événement en Belgique à l'occasion de la rencontre d'automne des IFI.

Indicateurs : Nombre d'organisations impliquées, nombre de réunions, nombre de participants à l'événement

Moyens de vérification : PV des réunions, annonces et échos dans les médias

2.4.5. ACTION 4 - Moyens prévus pour le PA 2008

Frais d'équipement : 0 €

Fonctionnement : 5000 €

Activité 1 : la mobilisation à l'occasion du G8

2 billets pour le Japon + hébergement : 2.000,00 €

Soutien au forum des peuples au Mali : 2.000,00 €

Activité 2 : la mobilisation à l'occasion des réunions des Institutions financières internationales (IFI)

Voyage+hébergement : 1000,00 €

Sous-total Fonctionnement : 5.000,00€

Personnel : 10.400,00 €

Activité 1 :

Denise Comanne : 0,5 mois ETP

Virginie de Romanet : 1 mois ETP

Jérôme Ollier : 0,5 mois ETP

Activité 2 :

Jérôme Ollier : 1 mois ETP

Virginie de Romanet : 1 mois ETP

TOTAL : 15.400,00 €

2.4.6. ACTION 4 - Evolution financière. Budget indicatif pour le PA 2008

ACTION 4

Rubrique		
	prévu	demandé
1. Frais d'équipement.		0,00
2. Frais de fonctionnement		5000,00
3. Frais de personnel		10400,00
4. Autres		
Sous-total 1-4		15.400,00
5. Frais administratifs		
5.1. Frais administratifs au sens strict		1287,54
5.2. Evaluation		143,06
Sous-total 5		1430,60
Total		16830,60

2.5. Action 5 « Sensibilisation des médias »

2.5.1. Objectif de l'action

L'objectif de l'action est à la fois de sensibiliser une importante partie de l'opinion publique sur les enjeux du droit au développement durable et d'accentuer le rapport de force politique en faveur des alternatives de développement via les médias ciblés.

2.5.2. Evolution de l'action par rapport à l'année 2006

On remarque une implication plus importante des médias par rapport à nos objectifs. Le CADTM a réussi une percée dans les médias au cours du programme 2003-2007 notamment grâce à sa réactivité aux événements par une politique soutenue de communiqués de presse. L'objectif est de faire prendre en compte par l'opinion publique les critiques à l'égard des politiques qui ne permettent pas la garantie des droits humains fondamentaux. Le CADTM s'efforce d'indiquer chaque fois des pistes alternatives. Comme le remarquent les évaluateurs (p. 35 du rapport d'évaluation), « *les médias, particulièrement la presse écrite, radio et télévisée, constituent un relais important aussi bien en direction du grand public que des décideurs politiques* ». « *L'expertise développée par le CADTM, reconnue par les médias et régulièrement sollicitée, a largement contribué à cette forte présence de l'association dans la presse* ». Ainsi « *les objectifs quantitatifs que l'association s'était fixée à l'occasion des différents plans d'action annuels sont très largement dépassés* » (p. 40 du rapport d'évaluation).

L'action sera donc maintenue en élargissant le nombre de permanents susceptibles de réaliser ce travail précis vers la presse. A certaines occasions, il pourrait être envisagé d'organiser une conférence de presse. Mais nous nous limiterons à deux expériences pour en faire l'évaluation (il est en effet possible que le communiqué de presse soit suffisant par rapport à nos objectifs).

2.5.3. Etat d'avancement du plan d'action pour l'année 2007

Action 5. Activité 1 : publication d'articles, radios et TV

En 2007, le CADTM a réussi à garder une importante visibilité dans les différents médias. De manière synthétique, signalons :

Pour la presse écrite :

- 4 communiqués de presse ont été repris par *Argenpress*
- 8 articles ont été repris par la presse belge (6 par le Soir, 1 par la Libre Belgique et 1 par la Meuse)
- 4 articles ont été repris par la presse associative belge
- 27 articles ont été repris par la presse internationale

Pour la radio

- 4 interviews radios à la RTBF (dont certains diffusé à plusieurs reprises)
- 3 interventions sur radio air libre
- 23 interventions sur des radios internationales

Pour la TV

- 1 passage à la RTBF
- 4 passages sur les médias internationaux

Action 5. Activité 2 : Organisation de conférences de presse

Cette activité n'était pas prévue dans le PA 2007. Elle a été rajoutée en même temps que l'activité 4 de l'action 2 « le devoir de mémoire de la Belgique à l'égard du Congo ».

La conférence de presse qui a eu lieu le 24 mai 2007 à Liège visait à annoncer aux médias la conférence-débat du 12 juin 2007 et à expliquer notre démarche en faveur du devoir de mémoire (voir action 2 activité 4).

A l'issue de cette conférence de presse, deux articles sont parus dans les quotidiens *Le Soir* et *La Meuse* (principal quotidien liégeois). Cette couverture médiatique a sans aucun doute contribué au succès de la mobilisation des citoyens lors de la conférence-débat du 12 juin.

2.5.4. Perspectives pour l'année 2008

Résultats à atteindre pour le PA 2008

La grande presse (belge et internationale) répercute les moments forts de l'action du CADTM. Approfondir autant que possible la reconnaissance acquise lors du programme précédent.

Activités prévues pour le PA 2008

Action 5. Activité 1 : publication d'articles, radios et TV

Publication de 8 articles dans la presse écrite belge (10 dans la presse au niveau international) ; participation à 6 émissions de radio et télévision. Réalisation d'une évaluation interne sur l'impact du CADTM dans les médias et via Internet.

Action 5. Activité 2 : communiqués de presse et conférences de presse

Le CADTM enverra systématiquement des communiqués de presse pour informer la presse et annoncer les prochaines activités. Nous réaliserons une conférence de presse liée aux activités autour du thème du devoir de mémoire de la Belgique vis-à-vis du Congo (voir action 2 activité 4).

Le CADTM testera le système conférence de presse pour annoncer une de ses autres activités susceptibles d'intéresser les médias. Une évaluation en sera faite.

Indicateurs : Maintien du nombre de communiqués de presse et articles repris par la presse écrite, maintien du nombre de journaux reprenant les analyses du CADTM, nombre de dépêches AFP, maintien du nombre d'émission radios, maintien du nombre d'émission TV, nombre de journalistes aux conférences de presse

Moyens de vérification : Document d'étude du « bruit » du CADTM sur Internet, tableau de bord, rapports d'évaluation, Coupures de presse, archives des médias, site web

2.5.5. ACTION 5 - Moyens prévus pour le PA 2008

Frais d'équipement : 0,00 €

Fonctionnement :

Activité 1 : publication d'articles, radios et TV

Documentation : 1.000,00 €

Activité 2 : communiqués de presse et conférences de presse

Sous-total Fonctionnement : 1.000,00 €

Personnel : 17.800,00 €

Activité 1 :

Eric Toussaint : 1 mois ETP

Renaud Vivien : 2 mois ETP

Activité 2 :

Eric Toussaint : 1 mois ETP

Renaud Vivien : 2 mois ETP

TOTAL : 18.800,00 €

2.5.6. ACTION 5 - Evolution financière. Budget indicatif pour le PA 2008

ACTION 5

Rubrique	prévu	demandé
1. Frais d'équipement.		0,00
2. Frais de fonctionnement		1000,00
3. Frais de personnel		17800,00
4. Autres		
Sous-total 1-4		18800,00
5. Frais administratifs		
5.1. Frais administratifs au sens strict		1571,80
5.2. Evaluation		174,64
Sous-total 5		1746,45
Total		20546,45

Autres sources financières : néant

2.6. Action 6 “ Interpellations politiques ”

2.6.1. Objectif de l'action

L'objectif final de l'action est la prise en compte par les décideurs politiques des revendications exprimées directement par le CADTM en faveur d'un développement humain socialement juste et écologiquement soutenable. L'interpellation politique se développe à différents niveaux : national, continental et international. Logiquement, le CADTM Belgique met la priorité sur l'interpellation politique au niveau belge. Plus concrètement, il s'agira d'obtenir du gouvernement belge qu'il mette en pratique la résolution adoptée par le sénat belge le 29 mars 2007 ou adopte un autre loi qui organise l'audit des créances belges sur les PED.

L'interpellation au Sud est réalisée à l'initiative des organisations membres du réseau international dans leur pays respectif.

Au niveau continental (parlement européen, l'Union Africaine, parlement latino-américain, UNASUR, Asie du Sud...) et international (FMI, Banque mondiale, OMC, Nations unies,...), les interpellations (rencontres ou collaborations politiques) sont réalisées de manière *ad hoc* en fonction des possibilités et des acteurs.

2.6.2. Evolution de l'action par rapport à l'année 2006

Les interpellations politiques sont devenues un objectif prioritaire du CADTM depuis le programme 2003-2007 dans le cadre du cercle vertueux recherché par le programme. L'application des alternatives de développement ne se fera pas sans que le monde politique adopte ce sujet comme une priorité politique. Il est dans ce cadre, important de l'interpeller de manière forte et régulière.

Le CADTM a considérablement renforcé son attention sur l'interpellation politique, constituant la dernière phase de son cercle vertueux (étape 6). Le travail avec les mandataires sera davantage proactif à partir de 2008 : sollicitations de rendez-vous, préparation d'interpellations avec les partis opposés au néo-libéralisme, envois de lettres argumentées seront nécessaires pour maintenir une pression favorable aux alternatives.

2.6.3. Etat d'avancement du plan d'action pour l'année 2007

Action 6. Activité 1 : Interpellations politiques au niveau national belge

1) Les rencontres politiques

Commission spéciale « Mondialisation » du 1^{er} mars 2007 – Audition de M. Joseph Stiglitz, professeur à l'Université de Columbia et ancien vice-président de la Banque Mondiale.

Après l'exposé du Professeur Stiglitz et les questions parlementaires³⁵, la société civile³⁶ a pu à son tour intervenir. Olivier Bonfond du CADTM posa la question suivante : « Quelle est votre position par rapport à la revendication des mouvements sociaux du Sud et du Nord d'annuler la dette du Tiers-monde et de rompre leurs relations avec la Banque mondiale et le FMI? » Olivier Bonfond mentionna le caractère odieux et illégitime de la majorité des dettes

³⁵ Priront la parole : **Dirk Van der Maelen**, député sp.a-spirit, **Pierre Galand**, sénateur PS, **Zoé Genot**, députée ECOLO, **Jean Cornil**, sénateur PS, **Jean-Marc Nollet**, député ECOLO, **Jihane Annane**, sénatrice MR.

³⁶ Interpelèrent M. J. Stiglitz : **Jo Verweken**, FGVB, **André Van Poeck**, professeur Universiteit Antwerpen, **Etienne De Belder**, OXFAM, **Claire Mandouze**, **Arnaud Zacharie**, Centre National de Coopération au Développement (CNCD).

des pays du Sud déjà remboursées à de nombreuses reprises. Il clôtura son intervention en rappelant que les pays qui ont eu le courage et la détermination suffisante de rompre le cercle vicieux de l'endettement ainsi que leurs relations avec les IFI n'ont pas connu, comme le prédisait les IFI, des situations de chaos mais qu'au contraire, ce revirement de politique a eu des effets tout à fait positifs pour l'économie et les populations. Joseph Stiglitz a exprimé ses points de vue quant à ces deux questions³⁷.

Commission spéciale « Mondialisation » du 19 mars 2007 – La protection des richesses naturelles dans le Sud. Lors de la seconde réunion du 19 mars, furent invités à présenter les résultats de leurs travaux d'analyse : M. Marc-Olivier Herman de Broederijk Delen, M. Ward Docs d'IPIS ainsi que M. Christophe Lutundula, Premier Vice-président de l'Assemblée Nationale de la République Démocratique du Congo. Tous s'exprimèrent en faveur de la révision de certains contrats consacrant l'exploitation des ressources naturelles en RDC. M. Marc-Olivier Herman établit le lien entre la question des contrats miniers – héritages de la guerre de la transition – et celle de la dette. Dieudonné Ekowana Hiemo, membre du groupe droit du CADTM, interpella M. Lutundula sur le sujet suivant : « *Afin de combattre l'impunité, M. le Vice-président de l'Assemblée Nationale pourra-t-il, à son niveau, mettre en place l'indépendance de la justice et de la magistrature de sorte que les hauts fonctionnaires de l'Etat qui se rendront, à l'avenir, responsables d'actes de corruption soient sanctionnés ?* »

M. Lutundula répondit de manière fort précise à cette interpellation.³⁸ A la fin de cette session, Christine Vanden Daelen et Dieudonné Ekowana Hiemo eurent l'occasion d'échanger quelque peu avec le Vice-président, lui remirent un exemplaire de la brochure réalisée par le groupe droit du CADTM : « *A qui profitent toutes les richesses du peuple congolais ? Pour un audit de la dette congolaise* ». Les mails personnels furent échangés.

L'interpellation du 25 avril 2007 à Bruxelles

A l'approche des élections législatives de juin 2007, le CNCD a organisé, le 25 avril 2007 à Bruxelles dans la salle Bozart, une séance d'interpellation politique des principaux partis démocratiques (MR, PS, Ecolo et CDH) sur le mémorandum politique signé par plusieurs organisations de la société civile dont le CADTM.

Trois revendications étaient au cœur de cette séance d'interpellation : le financement du développement, le commerce international et la reconstruction en RDC. Le CADTM, par la voix d'Olivier Bonfond, a posé deux questions reprises directement de la résolution votée par le Sénat le 29 mars 2007 (voir action 6 activité 2) aux représentants des différents partis présents. A la première question : « Avez-vous l'intention de suspendre le remboursement des dettes bilatérales des PMA et des PPTE en attendant leur annulation ? », les représentants politiques ont tous répondu positivement. A la seconde question « Vous engagez-vous à mettre en place un audit des créances bilatérales de la Belgique sur l'ensemble des pays en développement », tous les partis à l'exception du MR ont été favorables. Le MR a justifié sa position en qualifiant cet audit d' « inutile » dans la mesure où il suffirait d'ouvrir les livres de

³⁷ Chambre des représentants de Belgique, **Compte-rendu intégral**, Commission spéciale « Mondialisation » : *Audition du Professeur Joseph Stiglitz*, le 1^{er} mars 2007, doc. GRIV 51 **G009**. http://www.senate.be/www/?MIval=/index_senate&MENUID=25140&LANG=fr

³⁸ Chambre des représentants et Sénat de Belgique, **Compte-rendu intégral**, Commissions spéciales « Mondialisation » : *La protection des richesses naturelles dans le Sud*, les 13 et 19 mars 2007, DOC 51 **3097**, pg 78-80. http://www.senate.be/www/?MIval=/index_senate&MENUID=25140&LANG=fr

comptes de l'Etat belge pour identifier les dettes odieuses. Mais le gouvernement belge n'a pas donné suite à cette affirmation du représentant du MR.

Le bilan de cette séance d'interpellation politique était bon pour trois raisons majeures. Premièrement, le CADTM, via Olivier Bonfond, était présent dans le panel des organisations autorisées à poser des questions directement aux partis politiques. Deuxièmement, les questions du CADTM ont débouché sur une question parlementaire. En effet, Josy Dubié, Sénateur Ecolo, a déposé une question parlementaire pour demander l'ouverture des livres de comptes de la Belgique. Enfin, la délégation du CADTM présente dans la salle était importante (12 membres permanents et bénévoles) alors que la mobilisation générale était faible (seulement une cinquantaine de participants). La présence massive du CADTM montre l'intérêt qu'il porte aux interpellations politiques et témoigne de sa nouvelle stratégie d'interpellation politique directe dans le cadre du nouveau cercle vertueux.

L'interpellation du 28 avril 2007 à Rossignol dans la province de Luxembourg

Le CADTM via Renaud Vivien était également présent à la séance d'interpellation politique organisée par la COLUPA (Coordination Luxembourgeoise pour la Paix) le 28 avril 2007 à Rossignol dans la province de Luxembourg. Les mêmes partis politiques étaient représentés à l'exception du MR. L'interpellation portait également sur le mémorandum du CNCND. Renaud Vivien a attiré l'attention des représentants politiques sur la résolution du Sénat du 29 avril 2007 et plus précisément sur leur engagement à mettre en place un audit des créances bilatérales de la Belgique sur les pays du Tiers-monde. Tous les partis présents se sont déclarés favorables à cet audit sans aucune réserve.

2) Les Collaborations politiques

Collaboration pour la question parlementaire d'Ecolo du 6 février 2007

Comme il est mis dans les Perspectives pour l'année 2007 du PA 2007 (p. 63), le CADTM a répondu aux sollicitations provenant des parlementaires. C'est ce que le CADTM a fait fin janvier 2007 puisque le parti Ecolo a contacté Renaud Vivien du CADTM pour collaborer à la rédaction d'une question parlementaire sur l'aide financière promise par la Belgique au Liban.

Cette demande d'Ecolo fait suite à l'article intitulé « La Conférence de Paris III pour le soutien au Liban : qui aide qui ? » mis en ligne sur le site du CADTM le 29 janvier 2007. Dans cet article, les modalités de cette aide étaient critiquées car elle était constituée essentiellement de prêts et étaient accompagnées de nombreuses conditionnalités favorables aux pays riches donateurs. Cette collaboration entre le CADTM et Ecolo s'est traduite par la question de la parlementaire Ecolo Zoé Genot au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la dette du Liban" (n° 14011) le 6 février 2007.

Collaboration avec Pierre GALAND (PS) pour la résolution du 29 mars 2007

Après quatre ans d'un méticuleux travail d'interpellation politique mené par le CADTM en collaboration avec plusieurs mouvements de solidarité Nord/Sud et la collaboration étroite avec Pierre GALAND, Sénateur PS et président de la Commission mondialisation, le Sénat belge a adopté le 29 mars 2007, par une majorité de 34 voix pour et 29 contre, une résolution³⁹ sur l'annulation de la dette des pays les moins avancés (PMA)⁴⁰. Cette résolution constitue une avancée pour plusieurs raisons.

³⁹ Le texte intégral de la résolution approuvée par le sénat le 29 mars 2007 : <http://www.cadtm.org/TMG/pdf/070327Senat.pdf>

⁴⁰ Selon la liste établie par les institutions financières internationales et l'OCDE, il y a actuellement 50 PMA.

La résolution demande au gouvernement belge de passer un contrat avec tous les pays endettés concernés afin d'annuler totalement leur dette. Jusque là, la proposition du Sénat ne va pas au-delà de la démarche d'autres gouvernements. Mais, heureusement, le Sénat innove dans plusieurs domaines très importants dans lesquels on peut retrouver directement l'apport spécifique du CADTM :

- il propose de « *décider, dès à présent, d'un moratoire avec gel des intérêts⁴¹ sur le remboursement de la dette bilatérale* » à l'égard des pays les moins avancés (point 6) ;

- il affirme que la dette bilatérale ou multilatérale d'un pays doit être appréciée à sa juste valeur. Selon le Sénat, ce n'est pas la valeur nominale qu'il faut prendre en compte mais la valeur réelle. Prenons un exemple : la valeur de la dette que la Belgique réclamait à la RD Congo au début des années 2000 s'élevait à environ 900 millions de dollars. Ce montant correspondait à la valeur nominale de vieilles dettes remontant à une vingtaine d'années, du temps où la Belgique soutenait activement le dictateur Mobutu. En réalité, le Trésor belge estimait en interne que la valeur réelle ne représentait que 4% de cette somme. En effet, compte tenu de la mauvaise santé économique de la RDC, si la Belgique avait voulu revendre ces créances sur le marché secondaire des dettes, elle n'en aurait tiré qu'environ 36 millions de dollars (soit 4% de la valeur nominale). Or, quand le gouvernement belge a commencé à appliquer il y a quelques années un plan de réduction de la dette de la RDC, il a voulu gonfler l'ampleur de son effort financier en annonçant qu'il annulait en plusieurs étapes pour près de 900 millions de dollars de dettes congolaises. En réalité, cela représentait seulement 36 millions. Tant les ONGs comme le CADTM, le CNCD, Elf-Elf-Elf que des journaux spécialisés (*Financial Times*) et des économistes de renom (Joseph Stiglitz - prix Nobel d'économie en 2001, Jeffrey Sachs) avaient proposé d'adopter la démarche qui est recommandée aujourd'hui par le Sénat belge. La proposition du Sénat belge a donc une portée internationale notable.

- il demande au gouvernement de rendre public le mode de comptabilisation des dettes et la « *valeur réelle de ces dettes* » (point 4), il ajoute qu'il ne faut plus inclure les montants annulés dans le budget de l'aide publique au développement (point 17)⁴². Le Sénat affirme qu'un contrôle parlementaire doit être exercé sur le gouvernement. Le gouvernement doit « *faire chaque année rapport au parlement sur ses activités en matière de remise de dette* » (point 20).

- concernant en principe tous les pays en développement (voir introduction du point 10 de texte du Sénat), le point 10 est relatif à l'audit de la dette et à la dette odieuse, deux chevaux de bataille du CADTM. A ce sujet, le Sénat demande au gouvernement belge « *d'organiser un audit sur le caractère 'odieux' des créances belges sur ces pays en développement* ». Dans le même paragraphe, il considère « *au minimum qu'une dette odieuse est une dette contractée par un gouvernement non démocratique, que la somme empruntée n'a pas bénéficié aux populations locales et enfin que le prêt a été octroyé par le créancier en connaissance de cause des deux éléments précédents* » (point 10). Le Sénat reprend ainsi deux des outils mis en avant notamment par le CADTM pour fonder en droit l'annulation de la dette du Tiers Monde : le recours à l'audit et le concept de dette odieuse. Le CADTM est donc en mesure de

⁴¹ Rappelons que suite au tsunami de décembre 2004 au large de l'Indonésie, le Club de Paris avait proposé un moratoire d'un an avec comptabilisation possible des arriérés d'intérêts, ce qui avait été critiqué en mars 2005 par le CADTM car cela revenait à augmenter la dette des pays concernés. Voir Damien Millet et Eric Toussaint, *Les Tsunamis de la dette*, CADTM/Syllepse, 2005.

⁴² Voir Damien Millet et Eric Toussaint, « Les faux-semblants de l'aide au développement », *Le Monde diplomatique*, Juillet 2005.

mettre à disposition des autorités belges différents outils, parmi lesquels le Manuel sur l'audit, réalisé en 2006 avec une série d'organisations du Sud et le CETIM (Suisse), et la récente publication « *Pour un audit de la dette congolaise* »⁴³.

Le Sénat demande au gouvernement, sur la base de l'audit, d'annuler la part « odieuse » des créances belges (point 11).

Plusieurs paragraphes de la résolution du Sénat étendent à la Banque mondiale, au FMI et aux autres institutions internationales les demandes adressées au gouvernement belge. La résolution part du constat que jusqu'ici, les initiatives prises par la Banque mondiale et le FMI pour répondre à la crise de la dette n'ont pas apporté de solution (point C. de la résolution adoptée).

L'influence du CADTM sur les travaux parlementaires préparatoires à l'adoption de la résolution votée par le Sénat le 29 mars 2007 est très clairement identifiable à la lecture du rapport fait au nom des commissions spéciales « Mondialisation » du Sénat et de la Chambre des représentants de Belgique pour les années 2006-2007 par Mesdames de BETHUNE (Sénatrice), ZRIHEN (Sénatrice) et LALIEUX (Députée) sur *La problématique de la dette des pays en voie de développement* (voir le texte complet en ligne sur le site du CADTM : <http://www.cadtm.org/IMG/pdf/061016CR.pdf>). Les quatorze premières pages de ce rapport qui en compte trente-deux sont consacrées à la séance de la commission « Mondialisation » du 10 octobre 2005 qui a été préparée et réalisée avec le CADTM. Au cours de cette séance, les parlementaires avaient entendu et dialogué avec trois parlementaires des PED invités par le CADTM (une députée du Brésil, un député du Mali et un des Philippines) ainsi qu'avec Victor Nzuzi, agriculteur, responsable du NAD CADTM en RDC, et Eric Toussaint, président du CADTM Belgique.

Cette résolution est donc à la fois une avancée politique majeure et montre que la stratégie du CADTM en matière d'interpellation politique est payante.

A la rentrée parlementaire en septembre 2007, le CADTM ne pourra pas continuer sa collaboration avec Pierre GALAND car ce dernier a décidé de ne pas se présenter à nouveau comme Sénateur.

Action 6. Activité 2 : Interpellations politiques au niveau continental

1) Les rencontres politiques

Au niveau européen

Le CADTM a eu des contacts très réguliers avec Paul-Emile Dupret, assistant parlementaire du groupe GUE au Parlement Européen, et avec Dimitri Verdonck, assistant parlementaire du groupe PSE au PE. Une réunion est prévue en octobre 2007 avec le groupe PSE lors du 6^e séminaire international du CADTM sur le Droit consacré cette fois à l'audit.

En Amérique latine

Eric Toussaint a été invité par le Parlatino (parlement latino-américain) en août 2007 afin d'exposer les propositions du CADTM sur l'audit et sur la Banque du Sud.

Comme expliqué en début de PA 2008, Eric Toussaint est devenu membre de la commission présidentielle d'audit intégral de la dette publique interne et externe de l'Equateur.

⁴³ *Menons l'Enquête sur le Dette ! Manuel pour des audits de la dette du Tiers Monde*, CADTM-CETIM, Liège-Genève, 2006, 96p. *A qui profitent toutes les richesses du peuple congolais. Pour un audit de la dette congolaise*, CADTM, 2006, 56p.

Lors du séminaire du 25-26-27 avril 2007 sur la dette illégitime de l'Equateur co-organisé par un grand nombre de mouvements contre la dette dont le CADTM, l'OID, Jubilé Sud, Jubilé Equateur, Eurodad..., Eric Toussaint a présenté les aspects positifs de la résolution du Sénat belge dont l'Equateur pourrait se servir pour interpeller le gouvernement belge.

En Afrique

Dans le cadre de la préparation du séminaire international de Kinshasa de novembre 2007, un important travail est réalisé dans le cadre de l'interpellation politique. Une journée de formation destinée à des parlementaires congolais est notamment prévue. Des contacts sont pris avec des parlementaires angolais, du Congo Brazzaville et de RDC.

2) Les collaborations politiques

En Amérique Latine

Eric Toussaint a été directement associé par le président de l'Equateur et par son ministre des Finances aux préparatifs de la Banque du Sud. Il a rédigé avec le ministre le document que l'Equateur a soumis le 3 mai 2007 aux ministres des finances de l'Argentine, du Brésil, de la Bolivie, du Paraguay et du Venezuela qui se sont rendus ce jour-là à Quito. Eric Toussaint a fait partie de la délégation officielle de l'Equateur (composée de 5 personnes) à cette importante réunion. Il a participé à la rédaction de la déclaration finale (en français⁴⁴ et en espagnol sur le site CADTM).

2.6.4. Perspectives pour l'année 2008

Les résultats à atteindre pour le PA 2008

Un des objectifs reste de pousser les partis qui ont voté la résolution du sénat dont il est question plus haut, à la faire aboutir et cela, quel que soit le rôle qui leur sera imparti : gouvernement ou opposition. L'autre objectif est de pousser à l'adoption d'une loi qui reprendrait les acquis de la résolution du Sénat et qui préciserait les modalités pratiques de la mise en place d'un audit des créances belges sur les pays du Sud.

Parallèlement, les contacts politiques avec des gouvernements et les Parlements du Sud favorables à l'annulation de la dette, nous amèneront à réaliser des parties d'audit des dettes de manière à pouvoir déterminer au plus vite les annulations concrètes possibles.

Les activités prévues pour le PA 2008

Action 6. Activité 1 : Interpellations politiques au niveau national belge

6 rencontres avec des parlementaires et/ou leurs assistants ; réalisation de dossiers à soumettre lors des rencontres politiques pour des annulations possibles de dettes (Equateur, RDC...); collaboration avec des parlementaires pour la rédaction de questions politiques.

Notons que suite à des querelles entre les partis politiques PS, CDH et ECOLO, le groupe « Jacques Brel »⁴⁵ ne peut actuellement plus fonctionner.

⁴⁴ <http://www.cadtm.org/spip.php?article2628>

⁴⁵ Le groupe Jacques Brel est composé de personnalités politiques représentant une majorité alternative (PS, Ecolo, CDH), de leurs assistants parlementaires et de membres d'ONG. Le but de ce groupe est de préparer et renforcer les interpellations politiques (argumentaires) sur les objectifs d'ONG que ces partis acceptent de défendre.

Indicateurs : nombre de réunions, nombre de parlementaires et assistants parlementaires contactés ;

Moyens de vérification : tableaux de bord du CADTM, agendas des parlementaires, PV des réunions

Du côté francophone, le CADTM a l'intention de continuer sa collaboration avec la sénatrice Olga ZRIHEN du PS à l'origine de la résolution du 29 mars 2007. Du côté flamand, le CADTM envisage de collaborer activement avec la sénatrice Sabine DE BETHUNE du CD&V. Cette coopération a déjà commencé puisque Renaud Vivien s'est entretenu avec cette dernière pour rédiger le dossier consacré à la dette du Tiers Monde commandé par le CRISP. Le CADTM Belgique adoptera en concertation avec le CNCD un plan systématique de travail avec les parlementaires. Ce travail d'interpellation sera donc renforcé et la démarche sera plus pro-active, conformément aux recommandations des évaluateurs (p. 50).

Indicateurs au niveau belge : Nombre de dossiers élaborés, nombre de dossiers « utilisés » par le monde politique, nombre de réunions et qualité des participants, démarrage d'un audit, différentes résolutions sur des annulations de dettes

Indicateurs au niveau européen : Nombre de réunions et qualité des participants, déclarations de mandataires politiques, déclarations du Parlement, de la Commission, du Conseil des ministres de l'UE

Indicateurs au niveau international : Nombre des réunions et qualité des participants, Déclarations de mandataires politiques, déclarations des parlements, gouvernements et institutions de pays du Nord et des PED

Indicateurs au niveau multilatéral : Nombre de réunions, déclarations des administrateurs et gouverneurs du FMI et de la Banque mondiale

Moyens de vérification : PV des réunions, communiqués et articles de presse officialisant les prises de position

Action 6. Activité 2 : Interpellations politiques au niveau continental

Au niveau européen

Le CADTM renforcera et systématisera son travail en direction du parlement européen.

Lieu et période : Belgique, année 2008

Indicateurs : nombre de réunions, nombre de parlementaires et assistants parlementaires contactés ;

Moyens de vérification : tableaux de bord du CADTM, agendas des parlementaires, PV des réunions

En Amérique latine

Le CADTM poursuivra sa collaboration avec le gouvernement Equatorien au sein de la CAIC.

Lieu et période : Quito, année 2008

Indicateurs : nombre de réunions de travail de la CAIC

Moyens de vérification : tableaux de bord du CADTM, PV des réunions

En Afrique

Le CADTM a, comme objectif, d'être intervenant lors d'une journée d'information sur l'audit

de la dette à destination de parlementaires africains.

Lieu et période : Afrique, année 2008

Indicateurs : nombre de réunions, nombre de parlementaires et assistants parlementaires contactés ;

Moyens de vérification : tableaux de bord du CADTM, agendas des parlementaires, PV des réunions.

Action 6. Activité 3 : Interpellations politiques au niveau international

Le CADTM, s'il est sollicité, interviendra au sein des instances onusiennes (PNUD, CNUCED...).

On rencontrera également, sur l'année 2008, des représentants de la Belgique au FMI et à la Banque mondiale.

Lieu et période : Belgique, Suisse, Etats-Unis... (les différents lieux des institutions internationales)

Indicateurs : nombre de réunions au Ministère des finances avec les représentants de la Belgique au FMI et à la Banque mondiale.

Moyens de vérification : tableaux de bord du CADTM, agendas des parlementaires, PV des réunions.

2.6.5. ACTION 6 - Moyens prévus pour le PA 2008

Frais d'équipement : 0,00 €

Fonctionnement : 0,00 €

Activité 1 : Rencontres politiques

Activité 2 : Collaborations politiques

Personnel : 10.650,00 €

Activité 1 :

Eric Toussaint : 1 mois ETP

Virginie de Romanet : 2 mois ETP

Activité 2 :

Eric Toussaint : 0,5 mois ETP

TOTAL : 10.650,00 €

2.6.6. Evolution financière. Budget indicatif pour le PA 2008

ACTION 6

Rubrique	prévu	demandé
1. Frais d'équipement.		0,00
2. Frais de fonctionnement		0,00
3. Frais de personnel		10650,00
4. Autres		
Sous-total 1-4		10650,00
5. Frais administratifs		
5.1. Frais administratifs au sens strict		890,41
5.2. Evaluation		98,93
Sous-total 5		989,34
Total		11639,34

Autres sources financières : néant

3. Données financières globales (Volet Education PA 2008)

Rubrique	Action 1	Action 2	Action 3	Action 4	Action 5	Action 6	TOTAL
1. Frais d'équipement.	2000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2000,00
							0,00
2. Frais de fonctionnement	21000,00	18500,00	6100,00	5000,00	1000,00	0,00	51600,00
							0,00
3. Frais de personnel	37600,00	35200,00	26250,00	10400,00	17800,00	10650,00	137900,00
							0,00
4. Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
							0,00
Sous-total 1-4	60600,00	53700,00	32350,00	15400,00	18800,00	10650,00	191500,00
							0,00
5. Frais administratifs							0,00
5.1. Frais administratifs au sens strict	5066,56	4489,67	2704,67	1287,54	1571,80	890,41	16010,66
5.2. Evaluation	562,95	498,85	300,52	143,06	174,64	98,93	1778,96
Sous-total 5	5629,51	4988,52	3005,19	1430,60	1746,45	989,34	17789,62
							0,00
Total	66229,51	58688,52	35355,19	16830,60	20546,45	11639,34	209289,62
							0,00
Apport ONG	16557,38	14672,13	8838,80	4207,65	5136,61	2909,84	52322,40
Subside DGCD	49672,13	44016,39	26516,39	12622,95	15409,84	8729,51	156967,21

OFFRE DE SERVICE

1. Partie générale

1.1. Aperçu des actions existantes

Aperçu synthétique des actions du CADTM (2008-2010)

Types de service	Secteur	Activités	Bénéficiaires
Appui méthodologique		Réunions du réseau CADTM	Réseau CADTM dans les PED
Formations	Développement socioéconomique	Formation de cadres du réseau CADTM	Réseau CADTM dans les PED
Appui méthodologique	Développement socioéconomique	Appui aux ateliers régionaux du Sud	Réseau CADTM dans les PED
			ONG et mouvements sociaux du Sud
		Appui aux partenaires du Sud sur dette	Organisations de femmes
		Alternatives de financement du développement durable	Organisations de jeunes
			Autres réseaux internationaux
Formations	Développement socioéconomique	Formations en méthode participative	ONG et mvts sociaux belges
		Séminaires	ONG et mvts sociaux européens
			ONG et mvts sociaux du Sud
			Réseau CADTM Nord et Sud
			Organisations femmes
			Organisations jeunes
			Autres réseaux internationaux

1.2. Aperçu des nouvelles actions

Durant le programme quinquennal 2003-2007, le CADTM présentait quatre actions en Offre de service : l'appui méthodologique, les formations aux responsables d'organisations, les études, recherches et publications et les préparations des interpellations politiques.

A partir du programme 2008-2010, et suite aux discussions avec la DGCD et les évaluateurs, le CADTM décide de garder uniquement les deux premières actions en offre de service ce qui correspond aux étapes 2 et 3 du nouveau cercle vertueux (qui contient 7 étapes).

L'objectif principal de cette modification est d'éviter la confusion entre les deux volets. Lors du dialogue politique, il était en effet apparu que la frontière était parfois ténue pour une activité entre l'aspect « éducation » et l'aspect « offre de service ». Nous avons donc décidé de simplifier la présentation de ce volet.

Tout ce qui a un rapport avec la réalisation de recherches et d'analyses se retrouve maintenant dans l'action 1 du volet éducation, et l'interpellation politique se retrouve dans l'action 6 du volet éducation.

Suite au dernier dialogue politique du 17 décembre 2007, nous avons décidé de transférer l'action 2A EDU « Renforcement du réseau international CADTM » vers le volet OS et de l'intégrer à l'action 1 OS « Appui méthodologique aux responsables et formations des mouvements sociaux belges et internationaux ». Cette dernière se nomme dorénavant « Renforcement du réseau international CADTM et de ses partenaires ».

2. Description des actions en cours

2.1 Action 1 : « Renforcement du réseau international CADTM et de ses partenaires »

2.1.1 Objectif de l'action

L'objectif général de cette action consiste à renforcer et ou consolider les capacités des membres du réseau et de ses partenaires.

Au niveau des membres du réseau, il s'agira essentiellement de renforcer leurs capacités en termes de communication et de production. En encourageant l'écriture d'ouvrages au Sud (activité 2) et en encourageant l'amélioration de la communication à l'intérieur du réseau (activité 1), cette action a donc pour but de concrétiser partiellement l'étape 1 (« Recherche et Elaboration ») en encourageant l'étape 2 (« Renforcement de la société civile, du mouvement altermondialiste et du réseau international CADTM ») du cercle vertueux. Par ailleurs, le CADTM continuera à jouer un rôle important dans la coordination du réseau au niveau mondial (activité 3), élément essentiel de sa consolidation d'ensemble.

Au niveau des partenaires du réseau, il s'agira, pour le CADTM Belgique, « d'offrir » son expertise à ses partenaires afin d'assurer le socle de la première phase du cercle vertueux ancienne version et de l'étape 2 du nouveau cercle :

- En conseillant les membres du réseau CADTM (Nord et Sud) pour qu'ils consolident leur capacité d'intervention dans les différentes réunions du mouvement altermondialiste ;
- En conseillant dans le même sens les partenaires du CADTM (Nord et Sud) sur base d'une analyse commune et d'une stratégie commune d'intervention ;
- En renforçant la capacité des organisations membres du réseau international CADTM à assumer de manière autonome leur décision et à mener à bien leur activité sans dépendre du soutien du CADTM Belgique ;
- En contribuant à une évaluation de la stratégie des mouvements sociaux et des campagnes altermondialistes depuis six ans afin de favoriser de meilleures synergies entre eux et les amener à mieux intégrer la problématique de la dette dans leurs actions.

2.1.2 Evolution de l'action par rapport à l'année 2006

Au cours du programme quinquennal 2003-2007, le CADTM a fortement développé ses activités d'appui méthodologique à différents niveaux. Le CADTM Belgique a réussi à impulser des

ateliers régionaux dans le Sud qui ont abouti à des résultats très significatifs. Le CADTM a également mis gratuitement ses publications à la disposition de l'ensemble du réseau.

L'appui le plus important du CADTM Belgique, sera dorénavant d'assurer en sa qualité de secrétariat du réseau international, le suivi des ateliers régionaux. Le CADTM Belgique agira afin que la communication fonctionne entre les différentes organisations membres du réseau concernés par l'activité. Le CADTM Belgique aidera les organisations membres du réseau international à trouver les moyens financiers nécessaires à l'activité afin de permettre un bon déroulement des ateliers et une mise en application de leurs décisions.

Par ailleurs, le CADTM Belgique contribuera par son travail d'élaboration et son expertise à fournir des études rigoureuses et utiles aux membres du réseau.

Le CADTM Belgique assurera une présence discrète aux réunions des ateliers afin de favoriser au maximum la prise en charge de ceux-ci par les organisations membres du réseau dans les PED.

En 2007, des organisations non membres ont demandé leur adhésion au réseau (Attac Argentine, Attac Japon, Attac Liban, CADTM Pakistan, CERIDA de Guinée Conakry). Ce qui élargit le champ d'action et renforce l'impact du CADTM (exemple : par rapport à l'audit de la dette équatorienne, Attac Japon s'est proposé pour enquêter sur les dettes de l'Equateur dues au Japon qui constitue le 2^e ou le 3^e créancier bilatéral, ce qui aurait été difficile à réaliser sans cette adhésion), développe nos revendications au sein d'autres grands réseaux internationaux (Attac), donne un ancrage sociétal plus important à notre action (exemple : les femmes de la CADD du Bénin – adhésion en octobre 2006).

- l'amélioration des capacités des membres du Sud est devenue une priorité (cf application des décisions de la réunion de réseau d'octobre 2006)
- le rapport d'évaluation d'avril 2007 confirme (p. 33) que : « Une des spécificités du CADTM est la place tout à fait spécifique accordée aux partenaires du Sud dans la définition des contenus revendicatifs portés par l'association que dans la mise en œuvre des actions d'éducation au développement et des stratégies d'interpellation des pouvoirs publics »

Les membres du réseau international du CADTM se sont répartis en 6 ateliers régionaux : Europe, Afrique de l'Ouest, Afrique centrale, Amérique latine et Caraïbe, Asie du Sud et monde arabe.

Les occasions se multiplient pour les organisations membres du réseau de prendre des responsabilités dans le réseau : il n'y a plus seulement des réunions au niveau global (mondial) pour décider des implications de chacun mais des réunions d'ateliers régionaux qui stimuleront les membres locaux à mettre en avant leur propre élaboration, leur propre production de même que s'établiront des canaux directs de communication.

2.1.3 Etat d'avancement du plan d'action pour l'année 2007

Action 1. Activité 1 : L'amélioration de la communication à l'intérieur du réseau CADTM International

Les nouveaux moyens de communication permanente

Elle s'effectue, au sein du réseau, par mails et par téléphone. Cependant, deux moyens particuliers ont été mis en place afin de renforcer la communication au sein du réseau: la création de listes Afrique et la mise en place de notes informatives sur le travail du CADTM courant 2007.

Trois listes Afrique ont été créées en février 2007 afin d'améliorer la communication au sein du réseau africain, de consolider le réseau au niveau régional et d'assurer la préparation et la coordination des séminaires sur l'audit de la dette qui auront lieu en décembre à Abidjan (prévu initialement en septembre) et en novembre à Kinshasa. Pour cela une liste Afrique, Afrique centrale et Afrique de l'ouest ont été mises en place. Leur fonctionnement est bien assuré et la fréquence de mails sur ces listes augmente.

Un système de notes informatives sur le travail du CADTM va être mis en place durant l'automne 2007. De nombreuses informations, analyses... sont régulièrement transmises par e-mail mais il s'agit par ces notes informatives de systématiser ces initiatives. La première note devrait être envoyée durant l'automne 2007. Ces notes seront envoyées autant que faire se peut en trois langues (anglais, espagnol, français).

Enfin, soulignons qu'à l'issue de la réunion de réseau en octobre 2006, il avait été décidé que des membres du CADTM Belgique devaient essayer d'établir individuellement avec un responsable d'une organisation du Sud membre du réseau international un contact régulier afin d'améliorer la communication entre le CADTM Belgique qui assure le secrétariat international du réseau et les organisations membres. Cela pouvait donner lieu, à la réalisation d'interviews ou d'articles à publier sur le site cadtm.org et dans la revue AVP. Malheureusement, cette méthode de travail n'a pas encore vraiment fonctionné car les contacts ne sont pas suffisamment orientés vers la rédaction d'articles pour la revue AVP, pour le site ou pour le bulletin électronique (ou pour les trois). Le progrès est réel mais insuffisant.

L'amélioration des outils de communication déjà existants

- La revue « *Les Autres Voix de la Planète* » est un moyen de diffusion important d'analyses et d'actions au sein du réseau. Le numéro 34 publié en mars 2007 a consacré un dossier sur la santé et la dette. Le numéro 35 comportait un dossier de 7 pages sur « l'Afrique sur l'échiquier mondial » qui a été rédigé par un membre du réseau international venant du Congo-Brazzaville. Dans chaque numéro, des articles sont consacrés à l'état du réseau et des mouvements sociaux dans différentes régions du monde. Ce dernier numéro traitait aussi en 6 pages des luttes sociales en Asie du Sud sur base de nos contacts avec les membres d'Asie en mars 2007. Les 4 numéros à paraître en 2008 continueront de former le fil rouge de l'information entre les membres du réseau

- Le site Internet constitue un moyen important de partage d'informations et d'analyse au sein du réseau. Le site est présenté en trois langues : espagnol, français et anglais. Cela permet donc à chaque région du réseau de mettre en ligne ses articles et de s'inspirer d'analyses réalisées. Un effort systématique de traduction des communiqués de presse est fait afin de communiquer plus facilement au sein du réseau ainsi que vers l'opinion publique dans les différentes parties du monde. De plus, un bulletin électronique en trois langues reprenant les derniers articles publiés sur le site est envoyé par email ; ce qui renforce la consultation du site.

Action 1. Activité 2 : Les publications du Réseau Sud

Cette activité a été renforcée suite aux réunions du réseau international (en particulier la réunion d'octobre 2006 à Liège) ainsi qu'aux remarques faites par la DGCD et les évaluateurs Gus Massiah et Olivier Blamangin sur la place encore trop incontournable du CADTM Belgique dans le réseau international. A l'occasion de la réunion annuelle d'évaluation d'octobre 2006, des orientations ont été adoptées pour tenter de remédier à cette situation, parmi lesquelles le renforcement de l'élaboration des publications par les membres du Sud. Ce qui fait qu'en 2007 déjà, le CADTM Belgique a systématiquement mentionné et utilisé les ouvrages diffusés par les membres du Sud, que ce soit par la mise en ligne de ces textes sur son site internet ou par leur publication dans les AVP.

Les publications en Asie :

- La brochure de Vikas Adhyayan Kendra (VAK): "From debt trap to death trap. An inquiry into farmers suicide"
- Brochure de VAK "Privatization of Water supply"
- Brochure VAK "Striving for secular democracy. Digest of resources against Communalism in India"
- Préface de Ajit Muriken (directeur de VAK) du 1^{er} mars 2007 dans l'édition indienne du livre d'Eric Toussaint « World Bank a never-ending coup d'Etat »
- Article de Farooq Tariq (Secrétaire général du Labour Pakistan Party) « This is not the World Social forum, I like to attend » du 30 janvier 2007

A noter que les ouvrages de VAK font l'objet d'une attention particulière dans le numéro 35 des AVP paru en juillet 2007. Les références de ces publications ont été mentionnées dans l'article « L'Asie du Sud : un essaim de luttes sociales » écrit par Denise Comanne et Eric Toussaint. La brochure « From debt trap to dead trap » a fait l'objet d'un article détaillé dans le n°34 des AVP (voir article « Le suicide assisté des paysans indiens ».)

Les études et publications en Afrique :

- Article de Lucile Daumas d'Attac Maroc « Co-développement et transfert de fonds des migrants : un financement innovant du développement ? » diffusé en mai 2007 sur le site internet
- Un DVD sur les actions du CADD Bénin « le CADD à l'avant-garde de la mobilisation sociale au Bénin », diffusé à partir de janvier 2007
- Une étude sur la dette du Mali par le CAD Mali (en cours de finalisation avant publication sur le site internet fin 2007. Une impression est également prévue pour le premier semestre 2008)
- La Déclaration de la Plateforme Dette et développement sur les avoirs de Mobutu écrite par Victor Nzuzi du NAD Kinshasa le 17 juillet 2007
- Un dossier de 7 pages « L'Afrique sur l'échiquier mondial » de Jean Nanga du Congo-Brazzaville de numéro 35 des AVP
- Article de Wangui Mbatia & Hassan Indusa du People's Parliament "The World Social Forum 2007: A Kenyan Perspective" (5 février 2007). Remarque : People's Parliament n'est pas une organisation membre du CADTM mais elle est devenue une organisation partenaire très active depuis janvier 2007. Une de ses dirigeantes, Wangui Mbatia a participé au GNC du CADTM qui s'est déroulé le 13 juin à Liège. Elle a également accompagné le CADTM lors des mobilisations à l'occasion du G8 à Rostock en juin 2007. A terme, il n'est pas exclu qu'elle devienne membre à part entière.

Les publications en Amérique Latine :

Le livre de l'argentine Laura Ramos (écrit pour l'Observatoire de la dette dans la Globalisation) « *Les crimes de la dette* » a été traduit en français par le CADTM Belgique et paraîtra au dernier trimestre 2007. Ce livre complète le dossier sur l'analyse et la méthodologie à adopter en ce qui concerne les dettes illégitimes et odieuses.

Une vingtaine d'études écrites par des membres ou des partenaires du CADTM en Amérique latine ont été publiées sur le site internet du CADTM (la section en espagnol). Certaines d'entre elles ont été traduites en français. Il s'agit notamment de l'étude de Jorge Marchini (Argentine) sur la Banque du Sud qui est publiée sur le site du CADTM et qui paraîtra dans le numéro des Autres Voix de la planète du quatrième trimestre 2007.

Action 1. Activité 3 : Les réunions du réseau

En 2007, il n'y a pas eu de réunion mondiale du réseau (la dernière en date a eu lieu en octobre 2006 à Liège). C'est pourquoi il est important d'en prévoir une en 2008 d'autant que le réseau est en pleine extension.

Bien qu'il n'y ait pas eu de réunion mondiale du réseau CADTM nous avons profité de la tenue du 7^{ème} Forum social mondial à Nairobi en janvier 2007 pour réunir les membres présents du réseau.

Les membres du réseau ont tenu 7 réunions lors du Forum Social de Nairobi en janvier 2007 : la première, le 19 janvier (de 15 à 19h), la deuxième, le 20 (de 9h à 13h), la troisième, le 21 (de 6H30 à 7h30), la quatrième, le 22 (de 7H30 à 9H), la cinquième, le 23 (de 7 à 8H), la sixième, le 24 (de 7H30 à 8H30) et la septième, le 25 janvier (de 9H30 à 13H). 16 heures au total. Ces réunions permettaient à chacun et chacune de prendre la parole et de participer au bilan collectif des activités qui avaient eu lieu la veille ainsi qu'à la préparation collective des activités prévues le jour même et après.

Parmi ces réunions, deux ont porté essentiellement sur le renforcement du réseau (le 20 janvier 2007 ainsi que le 25 janvier 2007). Des représentants du Mali, Maroc, Tunisie, Niger, Sénégal, Bénin, Côte d'Ivoire, RDC, Congo Brazzaville, Angola, Kenya, Pakistan, Inde, Haïti, France, Belgique étaient présents. A cela se sont ajoutés des représentants japonais, sud-africains et espagnols. Malheureusement pour des raisons financières, aucun membre vénézuélien, équatorien et colombien du réseau n'était présent. De plus, AGAS de Syrie avait décidé de ne pas envoyer de représentant.

Au programme de ces rencontres, échange sur les actions de chacun, sur les avancées des ateliers régionaux suivants : Asie du Sud, Monde Arabe, Afrique de l'Ouest, Afrique centrale. Ces deux réunions ont été importantes pour la coordination du réseau, chaque représentant a pu s'exprimer. Le bilan de la participation au FSM a été effectué lors de la dernière réunion de réseau. Des actions futures ont été planifiées, l'organisation d'une rencontre régionale en Asie du Sud le 14 et 15 mars 2007 au Kerala, l'organisation de deux séminaires sur l'audit de la dette, en décembre 2007 à Abidjan et en novembre 2007 à Kinshasa.

Autres réunions régionales de renforcement

Des réunions des ateliers régionaux ont été réalisées au cours des huit premiers mois de l'année 2007.

- En Asie du sud en mars 2007 (cf AVP n° 35, p. 22 à 26, et sur le site <http://www.cadtm.org/spip.php?article2526>)
- en Amérique latine : deux réunions se sont tenues, l'une à Quito le 29 avril avec des délégués du réseau CADTM d'Equateur, d'Argentine, du Venezuela, du Brésil et de Belgique ; l'autre, le samedi 5 août à Caracas avec la participation de Jorge Marchini (Argentine), Victor Isidro (Mexico), Paulino Nunez (Venezuela), Maria Isabel Altamirano (Equateur), Diakalia Ouattara (FNDP Côte d'Ivoire) et Eric Toussaint. Discussion sur la collaboration entre les membres du CADTM dans la région.
- En Afrique de l'Ouest : dans le cadre de l'atelier Afrique de l'Ouest, et plus concrètement de la préparation d'un séminaire international prévu à Abidjan en décembre 2007, une réunion stratégique s'est tenue les 24 et 25 juillet à Abidjan. Cette réunion réunissait des membres de Côte d'Ivoire, du Niger, du Mali, du Bénin et du Sénégal. Elle s'est donc réalisée en l'absence du CADTM Belgique. Cette rencontre s'est articulée autour du thème principal de l'audit citoyen de la dette.
- Atelier Afrique de l'Ouest (Abidjan : 2 réunions en juillet et en décembre 2007)
- Atelier Afrique centrale en novembre 2007

Une réunion des membres du réseau présents en Belgique sera effectuée lors du séminaire international sur l'audit de la dette qui se tiendra en Belgique en octobre 2007. Seront en principe présents des délégués CADTM du Mali, de RDC, du Maroc, de France, de Suisse, d'Equateur, de Belgique, d'Inde et du Pakistan.

En résumé :

- Réunions en Afrique de l'Est (Kenya, Nairobi, 7 réunions en janvier 2007 lors du FSM)
- Réunions en Amérique latine (Caracas, 2 réunions en août et en novembre 2007), Quito (4 réunions en avril, août, septembre et octobre 2007)
- Atelier Afrique de l'Ouest (Abidjan : 2 réunions en juillet et en décembre 2007)
- Atelier Afrique centrale en novembre 2007
- Atelier Asie du Sud (une réunion a eu lieu à Katmandou fin juillet 2007 où se sont rencontrés les membres indiens et pakistanais du réseau CADTM)

Action 1. Activité 4 : Suivi des ateliers régionaux

Le suivi des ateliers consiste à tenir des réunions de travail, entretenir systématiquement des liens intra régionaux, réaliser des activités communes. Le CADTM Belgique assure un appui méthodologique et programmatique. Il fournit également un appoint financier à la marge dans le cadre des limites du PA 2008 et de ressources qu'il va chercher chez ses partenaires en Belgique parmi les ONG (CNCD et éventuellement Elf-Elf-Elf). La tenue des ateliers ne requiert pas nécessairement l'envoi d'une personne du CADTM Belgique sauf si les partenaires du Sud le demandent avec insistance, ce qui est souvent le cas.

Au niveau de l'atelier Afrique centrale

Le CADTM Belgique a travaillé à renforcer les liens entre les mouvements sociaux de cette région. D'abord, la liste Afrique centrale a été créée en février 2007. Ensuite, Olivier Bonfond s'est rendu du 7 mai au 2 juin 2007 à Kinshasa, Brazzaville, Lubumbashi et Pointe Noire pour

contribuer à renforcer le réseau Afrique centrale. Les membres des organisations du réseau ont fait avancer le projet AFOC (Atelier Afrique de l'Ouest et Centrale). Il a été décidé de mettre la question de l'audit au cœur du processus de renforcement du réseau Afrique centrale comme dans le reste du réseau international CADTM.

Ils ont également eu plusieurs réunions pour préparer le séminaire international qui se déroulera à Kinshasa du 21 au 27 novembre 2007. Il a été décidé que chacun des partenaires travaille sur deux points communs : l'audit de la dette et l'étude sur les ressources naturelles. Par ailleurs, chaque organisation va apporter sa « spécificité » lors du séminaire : le NAD Kinshasa va réaliser un dossier sur Inga et l'électricité, le CADTM Lubumbashi va réaliser un dossier sur les minerais (coltan et cuivre en particulier), le CADTM Brazzaville sur la santé et l'éducation et les membres du réseau CADTM à Pointe Noire sur la question du pétrole. L'idée est que chacun des « pays participants » fasse le point sur l'état d'avancement de son travail sur ces questions tant au niveau du contenu que de la stratégie. Mais il est important qu'une analyse globale au niveau sous régional puisse réellement émerger lors de ce séminaire.

Il s'agit donc de : rechercher – centraliser – diffuser – communiquer – analyser – interpréter - synthétiser - écrire – élaborer - ... Le séminaire n'est pas une fin en soi. Il faut qu'il soit un moteur, pour faire avancer les collaborations, les synergies et la communication. Le séminaire doit être un « moteur » mais il doit aussi être un « tremplin » pour faire le point sur la situation au niveau de l'audit et se fixer des objectifs clairs et précis pour la suite. Il doit être aussi un moment clé pour avancer vers la production d'outils pédagogiques.

Au niveau de l'atelier Afrique de l'Ouest

A l'occasion du Forum des peuples organisé par la CAD Mali, membre du réseau CADTM, à Sikasso du 4 au 7 juin 2007, d'autres membres du réseau de l'Afrique de l'Ouest étaient présents: 1 personne de Côte d'Ivoire et 1 personne du Bénin qui sont intervenues dans certains ateliers notamment sur l'audit de la dette, sur le micro-crédit. Une déclaration finale a été élaborée notamment avec les délégués du réseau, affirmant l'illégitimité du G8, demandant l'annulation immédiate et inconditionnelle de la dette... A la suite de ce forum, le réseau CADTM Afrique de l'Ouest s'est réuni pour coordonner les activités de la région.

En plus, deux réunions de préparation supplémentaire se sont tenues en juillet/août. L'une le 24 juillet à Abidjan à l'initiative de Solange Koné du FNDP y ont participé Binta Sarr présidente du CADTM Sénégal, Aminata Barry, présidente de la CAD Mali, Emilie Atchaka, présidente de la CADD Bénin et Issa Aboubakar du RNDD Niger. L'autre réunion s'est tenue à Dakar le 11 août 2007 avec la participation de Solange Koné du FNDP, Binta Sarr, présidente du CADTM Sénégal, Mignane Diouf, sec gén du CADTM Sénégal, Samba Zakaria du CADTM Sénégal, Maître Amadou Diarra de la CAD Mali et Salissou Oubandoma du RNDD Niger. Une très bonne chose à souligner : ces réunions se sont tenues sans que le CADTM Belgique soit intervenu et en son absence.

En décembre 2007 aura lieu à Abidjan un séminaire sur la dette où sont invités tous les membres du réseau CADTM. Ce séminaire sera en outre l'occasion de faire le point sur les audits lancés par chacun. Il permettra de discuter des résultats du questionnaire sur l'audit élaboré collectivement par les membres africains du réseau et le CADTM Belgique, via la mailing list Afrique globale.

Au niveau de l'Atelier Amérique latine + Caraïbes

A la date de rédaction de ce PA 2008, deux réunions régionales des membres et des contacts du CADTM en Amérique latine et Caraïbe se sont tenues en 2007, l'une le dimanche 29 avril à Quito. Etaient présents une dizaine de membres du CADTM Equateur, 2 membres du CADTM au Venezuela (Paulino Nunez et Francisco Mieres), Eric Toussaint du CADTM Belgique et deux partenaires stratégiques : Rodrigo Avila de l'audit citoyen du Brésil et Jorge Marchini, coordinateur de l'OID pour l'Amérique latine et la Caraïbe. Une deuxième réunion s'est tenue à Caracas le 10 août avec la participation du CADTM Equateur, du CADTM Venezuela, du CADTM Belgique et de nouveaux contacts de travail dans deux autres pays andins : Pérou et Bolivie.

Deux prochaines réunions auront lieu à Quito le 10 octobre et à Caracas le 18 novembre. Lors de la réunion de Caracas on pourra compter sur la participation de la UNEB de Colombie, de la PAPDA d'Haïti en plus des délégués du Venezuela, d'Equateur, d'Argentine et de Belgique.

Ces réunions consistent à échanger des informations sur les initiatives en cours avec une priorité sur l'évolution en Equateur vu la mise en place dans ce pays de la commission sur l'audit intégral de la dette publique interne et externe. On y discute aussi de l'état d'avancement de la mise en place d'une banque du Sud, d'autant que Eric Toussaint et Jorge Marchini sont associés directement à cette construction en tant que conseillers de la commission technique présidentielle équatorienne sur la Banque du Sud. Dans ces réunions, on n'en est pas encore au stade de la mise en place d'une véritable coordination régionale. Chaque organisation est principalement centrée sur la réalité nationale en ce qui concerne son intervention. La coordination se mettra progressivement en place. On envisage de mettre une liste de discussion en place.

Atelier du monde arabe

Un atelier proprement dit n'a pas eu lieu en 2007. La dernière réunion d'un atelier de la région arabe du CADTM remonte à juin 2005 (l'atelier s'était tenu à Barcelone dans le cadre du Forum social méditerranéen). Les conditions de travail des organisations membres du CADTM dans la région sont très difficiles à cause de la répression. Pour rappel trois organisations font partie du réseau CADTM dans la région arabe : ATTAC CADTM au Maroc, Raid ATTAC en Tunisie et AGAS en Syrie. Dans ces trois pays la répression à l'égard des organisations citoyenne est forte. Raid ATTAC en Tunisie et AGAS en Syrie n'ont pas de statut légal malgré leurs nombreuses démarches auprès des autorités de leur pays et malgré de nombreux soutiens internationaux. Plusieurs membres de ces organisations ont été emprisonnés, voire condamnés à de lourdes peines de prison alors qu'ils ne faisaient qu'exercer leurs droits de citoyens et de citoyenne. Il faut tenir compte de ce contexte si on veut arriver à créer un véritable atelier régional arabe (ce qui est bien l'intention des membres du réseau CADTM dans la région). Malgré les difficultés mentionnées plus haut, les contacts dans la région se renforcent : ATTAC Liban a demandé son adhésion au réseau du CADTM international.

En ce qui concerne la coordination du travail entre organisations de la région : lors de la réunion du réseau international du CADTM à Nairobi en janvier 2007, les délégués d'ATTAC CADTM Maroc et du Raid ATTAC Tunisie ont travaillé au renforcement de la collaboration. Est envisagée la création prochaine d'une liste de discussion en arabe et en français entre membres du réseau et la tenue d'une réunion de l'atelier régional.

Au niveau de l'atelier Asie du Sud

Les 14 et 15 mars 2007, dans le cadre d'un atelier qui a rassemblé une cinquantaine de délégués au Kerala⁴⁶, une réunion s'est tenue avec VAK Inde, représenté par Ajit Muricken, Sandeep Pendse et Sushovan Dhar, avec Linus Jayatilake du Sri Lanka ainsi qu'avec Denise Comanne et Eric Toussaint du CADTM Belgique. Prolongeant des discussions entamées en 2006, un plan pluriannuel d'action sur la dette et les IFI à développer en Asie du Sud (Pakistan, Inde, Sri Lanka, Bangladesh, Népal) se met en place. Un projet de plan pluriannuel et un cadre logique ont été rédigés par VAK India et est soumis à la discussion des organisations intéressées au Pakistan et au Sri Lanka. L'objectif est d'adopter ce plan pluriannuel avant la fin de 2007. VAK India convoquera un séminaire pour l'Asie du sud sur le thème de la dette et des IFI en 2008, s'il réussit à trouver le financement nécessaire.

Action 1. Activité 5 : Renforcement des synergies entre les régions

Un des objectifs de ce programme est, en dépassant le cadre national, de renforcer les solidarités Sud/Sud et la mise en place de stratégies politiques alternatives cohérentes et efficaces au niveau le plus large possible. Jusqu'ici, le CADTM, bien que réalisant incontestablement un travail d'offre de service pour et entre ses partenaires, a manqué de moyens matériels pour réaliser pleinement cet objectif. Le programme 2008-2010 visera à renforcer celui-ci.

L'axe Afrique de l'Ouest – Afrique centrale

En février 2007, a été mise en place avec l'aide du CADTM Belgique des listes de discussions (Afrique – Afrique centrale et Afrique de l'Ouest). Ce qui constitue un pas en avant dans la bonne direction. Le projet AFOC consiste à renforcer les synergies entre organisations d'Afrique centrale et d'Afrique de l'ouest mais aussi de connecter les deux sous-régions. Il a donc été confirmé qu'une (ou deux) personne d'Afrique de l'Ouest participerait activement au séminaire de Kinshasa en novembre (en y apportant le fruit du travail réalisé en Afrique de l'ouest et dans le cadre de la rencontre d'Abidjan de décembre 2007).

Une réunion AFOC s'est tenue à Dakar le 11 août 2007 avec la participation de Victor Nzuzi du NAD-CADTM RDC, Solange Koné du FNDP, Binta Sarr, présidente du CADTM Sénégal, Mignane Diouf, sec gén du CADTM Sénégal, Samba Zakaria du CADTM Sénégal, Maître Amadou Diarra de la CAD Mali et Salissou Oubandoma du RNDD Niger. Au cours de cette réunion, les participants ont discuté de la collaboration entre les ateliers Afrique de l'Ouest et Afrique centrale ainsi que du lien à faire avec Jubilé Sud.

L'axe Maghreb / Afrique Subsaharienne

Elargir le plus possible l'intégration et la synergie entre les mouvements sociaux des différentes régions d'Afrique est fondamental pour le réseau CADTM International et pour le CADTM Belgique. Depuis le Forum social méditerranéen (juin 2005), les relations entre les partenaires du Maghreb (en particulier du Maroc) et ceux d'Afrique subsaharienne (en particulier du Mali, de Côte d'Ivoire et de la RD Congo) se sont petit à petit renforcées. Depuis la tenue du Forum social mondial de Bamako, au Mali en janvier 2006, suite à des réunions du réseau CADTM International ainsi qu'à des collaborations concrètes sur des ateliers et séminaires, les synergies se sont considérablement affinées. Citons : la visite organisée par le CADTM Belgique d'un membre du CAD Mali (Sekou Diarra) au Maroc en septembre 2005. La visite d'un membre du

⁴⁶ Voir le compte-rendu de cette réunion : http://www.cadtm.org/article.php3?id_article=2526

FNDP (Côte d'Ivoire) en mai 2006. Lors de l'organisation d'une conférence alternative à la conférence gouvernementale euro-africaine sur les migrations organisée à Rabat les 10 et 11 juillet 2006, le CADTM Belgique a joué un rôle de lien pour permettre la participation des délégués d'Afrique subsaharienne. Les membres du réseau CADTM Afrique de l'Ouest et centrale (Mali - Niger – Côte d'Ivoire – Bénin – Burkina – RDC) ont participé à cette activité. Ce moment a également été l'occasion d'une réunion importante du réseau CADTM Afrique, où il s'est agi notamment de déterminer les actions communes et les collaborations futures et ce, en l'absence du CADTM Belgique.

Ces initiatives sont très encourageantes dans la mesure où elles montrent la volonté et la capacité grandissante des membres du réseau à collaborer et à coordonner leurs activités.

Il a été décidé dans les réunions du réseau de l'Afrique centrale en mai 2007 d'intégrer (dans la limite des moyens disponibles) le Maghreb dans la dynamique (en invitant un membre du CADTM Maroc et un de RAID ATTAC Tunisie respectivement pour le séminaire de Kinshasa et la rencontre d'Abidjan de septembre 2007).

L'axe Amérique latine – Afrique

Lors de la dernière réunion de réseau en octobre 2006, la PAPDA Haïti représentée par Camille Chalmers a plaidé pour un développement de cet axe de travail pour le CADTM. ATTAC/CADTM Maroc, NAD RDC, APASH Congo, RNDD Niger, CAD Mali, CADD Bénin ont vivement appuyé la proposition. Prenant appui sur les éléments historiques et la problématique du commerce des esclaves, de l'esclavage qui réunissent ces deux régions, il est apparu nécessaire de créer une dynamique de travail et de dialogue Amérique latine/Afrique. Une première étape consisterait à rassembler des informations et documents sur les luttes et résistances (paysans, Indiens, femmes ...) face au problème de l'endettement et aux politiques néolibérales appliquées dans les deux continents. Dans cette perspective, deux délégués africains se sont rendus à Caracas pour répondre à une invitation du parlement latino américain qui tenait début un séminaire mondial sur la dette sociale. C'est le CADTM Belgique qui a aidé à ce que les invitations soient lancées aux deux délégués africains (Isabelle Likouka, dirigeante de APASH Congo Brazzaville et Diakalia Ouattara, sec. exécutif du FNDP Côte d'Ivoire) qui se sont exprimés en tant que conférenciers. Il s'agit notamment de bien préparer la rencontre Afrique – Amérique latine qui se tiendra à Caracas en novembre 2008. Dans la mesure où plusieurs organisations africaines et latino américaines membres du réseau international CADTM sont impliquées dans l'audit de la dette de leur pays. Il s'agira d'organiser un transfert Sud-Sud de connaissances et de bonnes pratiques entre les organisations concernées en particulier celles de l'Equateur, du Mali et de la RDC. Le sixième séminaire international organisé par le CADTM Belgique à Bruxelles en octobre 2007 sur le thème de l'audit permettra d'avancer dans ce sens car des représentants de ces trois pays seront présents. A souligner par ailleurs le grand intérêt des mouvements sociaux et citoyens africains investis dans le mouvement altermondialiste pour la perspective de la création d'une Banque du Sud en Amérique latine.

Action 1. Activité 6 : Dialogue Sud/Nord des campagnes qui agissent sur la dette et les Institutions financières internationales

Pendant le Forum social mondial de Nairobi, des réunions entre Jubilé Sud, le CADTM, Eurodad et Jubilé USA ont abouti à la mise en place d'un « Groupe de facilitation des campagnes dette » au niveau mondial. L'objectif global de ce groupe est d'améliorer la communication et l'échange d'expériences entre tous les différents mouvements « dette » et de rendre cette lutte plus forte et

plus visible. Ce groupe a notamment décidé de mettre en place un bulletin bimestriel en trois langues (français – anglais – espagnol) qui a l'objectif de centraliser et de diffuser largement toutes les actions (passées et futures), les activités et les outils relatifs à notre travail sur la dette. Le CADTM a pris la responsabilité d'écrire et de diffuser un premier numéro de ce bulletin en collaboration étroite avec Eurodad.

Le CADTM fait aussi partie du Comité de pilotage de l'organisation de la semaine mondiale d'actions contre la dette et les IFI du 14 au 21 octobre 2007 qui rassemblera de nombreuses actions, mobilisations à travers le monde. A ce titre, le CADTM participe régulièrement à des réunions téléphoniques avec les autres campagnes, organisations « dette » afin de coordonner la mise en place de cette semaine d'actions.

Tout au long de la création et du renforcement de ce dialogue Sud/Nord reflétant à la fois un choix et une nécessité de renforcer les synergies au niveau mondial, le CADTM Belgique a donc joué un rôle fondamental. Son importance au sein des campagnes « dette », ses capacités logistiques et organisationnelles ainsi que sa capacité d'offrir une expertise, via les membres de son réseau international, font de lui un pivot qui joue un rôle « moteur » en terme d'offre de service, au Nord et au Sud. Au cours du plan d'action 2008, il s'agira de consolider ce processus de renforcement des synergies entre mouvements sociaux du Nord et du Sud.

2.1.4 Perspectives pour l'année 2008

Les événements internes à la vie du réseau et en connexion également avec l'extérieur qui ont lieu en 2007, devraient impulser et renforcer les capacités d'actions de l'ensemble des membres du réseau, notamment en terme d'amélioration de la communication entre les membres du réseau, mais aussi en terme d'élaboration.

Après une phase de progrès quantitatifs (voir ci-dessus) (un certain nombre de réunions croissant par année), on est entré dans une phase de progrès qualitatif : des réunions mieux organisées et à un rythme plus régulier qui permettent aux membres de réellement se connaître et de travailler ensemble. Ce processus doit encourager le besoin, l'envie et la capacité de communiquer et donc, révéler les personnes et faire surgir les moyens adéquats à cet effet.

Les outils de communication du CADTM seront abordés de manière détaillée dans l'Action « Sensibilisation et formation des citoyens belges et du monde au développement socialement juste et écologiquement soutenable ». Nous ne mettons ici en évidence que les changements dans ces outils qui renforcent le réseau CADTM c'est-à-dire les moyens d'introduire davantage d'apports élaborés par les membres des PED sur les différents supports de communication et d'assurer la circulation maximale de ces apports dans le réseau, notamment par la traduction.

Par ailleurs, la nature des travaux à entreprendre par les différents ateliers régionaux en ce qui concerne par exemple les audits des dettes, est un facteur qui pousse à l'élaboration locale.

Résultats à atteindre par le PA 2008

- Améliorer la communication au sein du réseau : au niveau des listes électroniques, confirmer le fonctionnement régulier et satisfaisant des trois listes Afrique (Afrique, Afrique de l'Ouest et Afrique centrale) en réduisant au minimum les stimulations venant du secrétariat en Belgique ; vérifier la faisabilité d'échanges de type similaire au niveau

de l'Amérique latine et de l'Asie. Le secrétariat cherche à faciliter dans un premier temps les traductions des textes qui doivent circuler dans tout le réseau.

- Augmenter l'élaboration d'articles et d'études par les membres du réseau Sud et renforcer la diffusion de ceux-ci. Diffuser deux articles/études réalisés par nos membres de l'Afrique de l'Ouest, deux articles/études par nos membres de l'Afrique centrale (Revue *Autres Voix de la Planète* et site Internet), diffuser les élaborations/publications des membres du réseau CADTM d'Asie, d'Amérique latine (+ Caraïbe) et du monde arabe.
- Réaliser une réunion mondiale du réseau CADTM. Cette réunion sera entre autres l'occasion d'actualiser l'appel de la Bastille de 1989 qui constitue le texte de référence du CADTM (à l'origine de sa création). On confirmera l'adhésion de trois nouveaux membres : ATTAC Japon, ATTAC Liban, ATTAC Argentine. On précisera la procédure d'adhésion tout en conservant notre structure horizontale.
- Assurer le suivi des ateliers régionaux, notamment par un renforcement méthodologique et programmatique des organisations membres et partenaires du réseau international CADTM en Afrique de l'Ouest, en Afrique centrale, en Asie du Sud, en Amérique latine et dans la Caraïbe, et dans les pays arabes sur la question de la dette et du financement du développement. Il s'agira également de renforcer leur capacité d'intervention et d'interpellation politique.
- Renforcer les collaborations et synergies entre les partenaires du Sud
- Consolider le dialogue Sud/Nord des campagnes qui agissent sur la dette et les Institutions financières internationales.

Activités prévues pour le PA 2008

Action 1. Activité 1 : L'amélioration de la communication à l'intérieur du réseau

Les trois listes Afrique fonctionnent sur la base d'une dynamique autonome avec une intervention minimale du secrétariat du CADTM Belgique. Discussions dans les autres ateliers régionaux pour juger de l'opportunité des listes latino-américaine (en espagnol), asiatique (en anglais) et arabe (en arabe).

Discussion globale du réseau pour les critères de diffusions.

Indicateurs : Augmentation du nombre de mails sur les listes (actuellement par exemple liste Afrique : 500 messages du 15 février au 15 septembre 2007) ; Augmentation du nombre de personnes qui participent activement à la discussion sur la liste (actuellement, une vingtaine) ; Augmentation du nombre d'inputs ayant un contenu (c'est à dire qui vont au-delà d'une approbation ou d'une désapprobation) ; Diminution de la proportion de messages envoyés par le CADTM Belgique ; Nombre d'organisations impliquées dans la discussion et les échanges ; Nombre de réunions de réseau et l'importance de celles-ci (nombre de délégués et de pays représentés)

Moyens de vérification : Programme d'activités ; tableau de bord ; résultat d'évaluation ; webmaster du CADTM, rapports d'évaluation concernant les listes électroniques, PV des réunions du réseau

Action 1. Activité 2 : Les publications du Réseau Sud

Les articles/études réalisées par les membres PED du réseau (2 en Afrique de l'Ouest, 2 en Afrique centrale, 2 en Asie, 2 en Amérique latine et Caraïbe, 2 dans le monde arabe) sont corrigées, maquettées, traduites de manière à pouvoir circuler sur les listes électroniques, sur le site et éventuellement dans la revue « Les Autres Voix de la Planète » (cela dépendra de l'espace disponible).

Les articles/études des membres du réseau des PED entraînent l'augmentation du stock de revues « Les Autres Voix de la Planète » à diffuser en Afrique (coût postal en hausse à prévoir).

Le secrétariat prévoit et organise la circulation des brochures et publications/livres des membres des PED lors des rendez-vous internationaux (Forums sociaux, sommets alternatifs, journées d'action mondiale...).

Indicateurs : Nombre d'articles, nombre d'études, nombre de brochures

Moyens de vérification : Programme d'activités, Tableau de bord, Site web , Revue AVP, Listes électroniques

Action 1. Activité 3 : Réunion mondiale du réseau international du CADTM

La réunion aura lieu en Belgique en décembre 2008. Durée : 3 jours. La réunion mondiale du réseau CADTM fera suite à une activité internationale publique que le CADTM réalisera le 29 novembre 2008 (voir Action 2B. Activité 3). Cela permettra notamment de faire des économies de coûts.

Au moins 1 délégué par PED. Le CADTM Belgique prendra en charge un billet par PED pour les pays suivants:

Afrique et Moyen-Orient (prise en charge du billet et de l'hébergement à 100%), Maroc, Tunisie, Syrie, Mali, Niger, Côte d'Ivoire, Bénin, Guinée Conakry, Sénégal, RDC, Congo Brazzaville, Angola

Amérique latine et Caraïbe : prise en charge à 50% (=environ 500,00 Euros) : Equateur, Colombie, Venezuela, Argentine. A 100% : Haïti.

Asie du Sud : prise en charge 50% ou plus pour Inde et Pakistan.

Pas de prise en charge pour France, Suisse, Japon.

Indicateurs : Importance de la réunion (nombre de délégués et de pays représentés), décisions prises

Moyens de vérification : Programme d'activités des membres du réseau, PV de la réunion

Action 1. Activité 4 : Suivi des ateliers régionaux

Le CADTM visera en 2008 à renforcer la communication entre les partenaires, mais aussi à assurer la participation de responsables d'une région aux activités d'une autre région.

Lors des discussions tenues pendant le FSM de Nairobi, il a été envisagé par les membres des deux régions, Afrique de l'Ouest et Afrique Centrale, et en fonction des acquis réalisés en 2007, de ne réaliser qu'un seul séminaire pour les deux régions en 2008. La participation du monde arabe devrait être effective, ce qui en ferait en quelque sorte une première réunion du réseau Afrique, et cela sans que le CADTM Belgique joue un rôle central. Il est possible que s'est activité soit reportée à 2009

Le CADTM Belgique continuera à jouer un rôle de « facilitateur ». Progressivement le CADTM Belgique devrait tendre à « s'effacer ». Son rôle est de se rendre rapidement remplaçable ou inutile en tant que facilitateur. Il s'agit d'un processus consciemment mis en œuvre.

- Réunion d'un atelier régional pour les membres du réseau CADTM dans la région arabe ;
- Idem en Asie du Sud ;
- Idem en Amérique latine +Caraiïbe ;
- Une réunion d'un atelier régional Afrique (Afrique centrale , Afrique de l'ouest et monde arabe)

Action 1. Activité 5 : Renforcement des synergies entre les régions

Le CADTM Belgique aura un rôle d'appui provisoire. L'objectif est que ces listes de discussion fonctionnent sans l'impulsion du CADTM Belgique dans le courant de 2008.

Indicateurs : Autonomie croissante des ateliers régionaux, élaboration spécifique des ateliers, capacité organisationnelle croissante, création d'axes Sud/Sud
Moyens de vérification : Contrats d'accès à des financements extérieurs au CADTM, productions propres, programme d'activités, contacts Sud/Sud

Action 1. Activité 6 : Dialogue Sud/Nord des campagnes qui agissent sur la dette et les institutions financières internationales

Par l'intermédiaire de ce groupe de facilitation, le CADTM travaillera à organiser la poursuite des grandes rencontres internationales des campagnes « dette ». Le CADTM proposera la tenue d'une réunion internationale.

Indicateurs : Nombre de pays où des actions ont lieu, répercussions médiatiques , nombre de réunions du groupe de facilitation du Dialogue Sud/Nord, nombre des listes de discussion, nombre de participants aux listes de discussion
Moyens de vérification : PV des réunions, coupures de presse, webmasters des différentes organisations

2.1.5 ACTION 1 - Moyens prévus pour le PA 2008 :

Frais d'équipement : 0,00 €

Fonctionnement : 40.854,64 euros

Activité 1 : L'amélioration de la communication à l'intérieur du réseau : 0,00€

Activité 2 : Les publications du Sud : 0,00€

Activité 3 : Réunion mondiale du réseau international du CADTM : 24.854,64 euros

19 billets d'avion des participants : 13354,64€;
Assurance de voyage + visa : 1.500,00€;
perdiem : 1.500,00€;
déplacement des interprètes : 1500,00€;
location du matériel de traduction : 2000,00€;
hébergement + location de salles photocopies: 5.000,00€

Activité 4 : Suivi des ateliers régionaux : 14.500,00 euros

Atelier régional arabe : 4.000,00 €
Atelier régional Asie du Sud : 3.500,00 €
Atelier régional Amérique latine + Caraïbe : 3.000,00 €
Atelier Afrique : 4.000,00 €

Activité 5 : Renforcement des synergies entre les régions

Activité 6 : Dialogue Sud/Nord des campagnes qui agissent sur la dette et les institutions financières internationales

Déplacement+hébergement : 1.500,00 €

Personnel : 25.300,00 €

Activité 1 :
Myriam Bourgy : 0,5 ETP

Activité 2 :
Virginie de Romanet : 0,5 ETP
Denise Comanne : 0,5 ETP

Activité 3 :
Myriam Bourgy : 0,5 mois ETP
Cécile Lamarque : 1 mois ETP

Activité 4 :
Olivier Bonfond : 1 mois ETP
Denise Comanne : 1 mois ETP

Activité 5:
Olivier Bonfond : 0,5 mois ETP

Activité 6 :
Eric Toussaint : 1 mois ETP
Jérôme Ollier : 1 mois ETP
Myriam Bourgy : 1 mois ETP

Virginie de Romanet : 0,5 ETP

2.1.6 ACTION 1 - Evolution financière. Budget indicatif pour le PA 2008

ACTION 1

Rubrique	Prévu	Demandé
1. Frais d'équipement.		0,00
2. Frais de fonctionnement		40.854,64
3. Frais de personnel		25300,00
4. Autres		
Sous-total 1-4		66154,64
5. Frais administratifs		
5.1. Frais administratifs au sens strict		5530,96
5.2. Evaluation		614,55
Sous-total 5		6145,51
Total		72300,15

2.2 Action 2 : « Formation de responsables d'organisations (niveaux belge et international) »

2.2.1 Objectif de l'action

Cette action de formation se place dans l'étape 2 de notre cercle vertueux. Un plus grand nombre de responsables, de formateurs d'organisations, au Nord comme au Sud, formés sur nos thématiques, peut renforcer la mobilisation citoyenne en vue de mettre en pratique des alternatives pour un développement socialement juste et écologiquement soutenable et pour le respect des droits fondamentaux.

2.2.2 Evolution de l'action par rapport à l'année 2006

Durant le programme 2003-2007, le CADTM a fortement augmenté sa crédibilité et sa notoriété au niveau international. Conséquence directe, l'expertise du CADTM est de plus en plus demandée. Le grand changement est que cette expertise est maintenant de plus en plus sollicitée pour des dossiers concrets, qui engagent des positions économiques, des décisions politiques déterminantes pour les populations impliquées. Le nombre d'experts du CADTM Belgique invités à donner des conférences au niveau international a été multiplié par trois. Dans l'état actuel des choses, malgré le renforcement de ses capacités internes, le CADTM Belgique ne peut cependant répondre à toutes les demandes. Les choix qu'il réalise dépendent alors de plusieurs facteurs :

- de l'intérêt de l'activité en rapport avec les objectifs du CADTM dans le volet offre de service
- du lien existant entre l'activité et les thématiques principales du CADTM
- du lien entre les activités et les ateliers régionaux (l'activité appuie-t-elle, complète-t-elle le travail de l'atelier régional ?)
- de la disponibilité des membres de l'équipe permanente ou des collaborateurs extérieurs du CADTM

Cette action évolue vers un public-cible plus précis. Parallèlement aux activités de formation de type "large public", le CADTM vise des cadres et des éléments clé du mouvement altermondialiste, des parlementaires et des fonctionnaires des institutions. Il s'agit d'une formation plus poussée permettant à ces éléments-clé la restitution vers d'autres publics. Toucher les publics-cibles par l'intermédiaire d'organisations structurées et structurantes répond à un souci d'efficacité et renforce la deuxième phase du cercle vertueux. L'activité est centrée sur les séminaires sans négliger pour autant la possibilité de formations ponctuelles selon les opportunités.

2.2.3 Etat d'avancement du plan d'action pour l'année 2007

Activité 1 : Belgique et Europe : formation de cadres dans le contexte des Forums (FSE, FSdeB, Forums nationaux d'autres pays européens, Forums locaux)

- En 2007, le CADTM a été régulièrement sollicité pour réaliser des formations en Belgique et en Europe. Ci-dessous, la liste des principales formations :

- Corse – Ajaccio – mars 2007 – formation de cadres pour Attac Corsica, Per la Pace, ligue des droits de l’homme
- Espagne – Barcelone – juin 2007 – formation à des cadres de mouvement sociaux et députés de espagnols – sujet : Banque du Sud
- Espagne – Tarifa – avril 2007 – formation à des responsables de l’audiovisuel sur la dette et la Banque mondiale
- France – Aix en Provence – mai 2007 : formation à des cadres de Attac – région PACA – sujet : la dette et la globalisation
- Belgique - Liège - juillet 2007 : formation à des édiles municipaux ivoiriens (de passage en Belgique) sur la dette.
- Espagne – Asturies - avril 2007 : formation à des cadres de mouvements sociaux sur la dette et l’Afrique
- Belgique – Bruxelles : formation à des cadres seniors d’Ixelles sur la dette

Par ailleurs, le CADTM continue à donner régulièrement (en moyenne 1 par mois) des formations sur les alternatives à l’endettement à la coopération Technique belge (CTB). Il s’agit d’une formation d’une durée de 3 heures dans le cadre du cycle d’information générale organisé par la CTB. Eric Toussaint, Olivier Bonfond, Virginie de Romanet, Myriam Bourgy assurent alternativement ce cours. 44 personnes différentes participent à chaque cours. Ceux-ci ont lieu 12 fois par an. Formations données en 2007 pour la CTB : 6 janvier (Olivier Bonfond), 6 janvier (Eric Toussaint), 3 février (Olivier Bonfond), 12 février (Olivier Bonfond), 3 avril (Eric Toussaint) 17 avril (Olivier Bonfond), 17 avril (Eric Toussaint), 5 mai (Myriam Bourgy), 2 juin (Olivier Bonfond), 4 juillet (Eric Toussaint), 4 septembre (Olivier Bonfond)

NB : Ces formations se réalisent sans financement de la DGCD

Action 2. Activité 2 : Institut International de Recherche et de Formation d’Amsterdam (IIRF) : formation de cadres du réseau CADTM dans le cadre du cycle de formation internationale Nord/Sud

La session de formation de 3 semaines sur la justice globale qui devait avoir lieu en novembre 2007 à Amsterdam et à laquelle deux délégués du CADTM provenant d’Afrique devait participer a été reportée à janvier ou avril 2008. En conséquence le CADTM propose d’affecter la somme prévue (2600,00€) aux dépenses des ateliers Afrique centrale (qui se tiendra en novembre 2007 à Kinshasa) et Afrique de l’Ouest (qui se tiendra en décembre 2007 à Abidjan) car vu le succès de ces deux initiatives les besoins de financement ont augmenté. La participation de deux délégués du Sud à la formation qui se tiendra à Amsterdam en 2008 sera à charge du PA 2008.

Action 2. Activité 3 : Déplacement d’experts du CADTM

A) Mission en Equateur : Fin avril – début mai 2007, Eric Toussaint a réalisé une mission d’expertise importante en tous points en Equateur. Cette mission a été continuée par un séjour de travail à Quito du 13 au 18 août 2007. L’expertise du CADTM est réclamée au plus haut niveau du pouvoir politique : ministres des Finances de plusieurs pays et président de l’Equateur.

Notes de mission : « Du mercredi 25 avril au samedi 28 avril s’est déroulé à Quito un séminaire international sur la dette illégitime (coorganisé notamment par Jubileo 2000 Red Guayaquil, Latindadd, CADTM, Jubileo Sur, Observatoire international de la dette, Eurodad...). De

Belgique étaient présents : Gail Hurley d'Eurodad, Francisco Padilla du CNCD, Sarah Clotuche et Eric Toussaint du CADTM.

Vendredi 27 avril 2007 : 1) exposé du ministre de l'Economie et des Finances, Ricardo Patino, sur la politique du gouvernement en matière de dette (une centaine de participants). Proposition : des militants étrangers viennent aider pendant deux mois le gouvernement à renforcer sa position sur la dette en matière d'audit et en matière d'annulation de dette. Les membres du réseau CADTM et de l'OID acceptent. 2) Réunion de travail sur la Banque du Sud entre 6 membres du cabinet du Ministre, le Ministre, Oscar Ugarteche (Pérou), Jorge Marchini et Eric Toussaint. Le CADTM a avancé les mêmes positions que celles rédigées en août 2006 (http://www.cadtm.org/article.php3?id_article=1998 Banque du Sud, situation internationale et alternatives) : propositions acceptées sur plusieurs points importants.

Dimanche 29 avril : réunion de travail avec le ministre Ricardo Patino pour la rédaction du texte définitif de la proposition sur la Banque du Sud à soumettre au président Rafael Correa. S'il accepte le texte, celui-ci sera envoyé dans le courant de l'après-midi aux autres gouvernements pour discussion le 3 mai à la réunion ministérielle (Argentine, Bolivie, Brésil, Equateur, Paraguay, Venezuela) qui se tiendra ici à Quito. Les deux principaux quotidiens équatoriens ont déjà annoncé qu'Eric Toussaint sera membre de la nouvelle commission d'audit de la dette en Equateur (El Universo 29 avril 2007 et La Hora

<http://www.lahora.com.ec/frontEnd/main.php?idSeccion=563667>).

Lundi 30 avril 2007 : Eric Toussaint, reçu par Rafael Correa, défend un argumentaire sur la dette illégitime (celle de l'Equateur en particulier) et sur la Banque du Sud (alternative à la Banque mondiale). Le président l'a approuvé.

Mercredi 2 mai : inventaire du travail déjà réalisé (notamment par la précédente commission d'audit).

Jeudi 3 mai : réunion où les ministres de l'Economie et des Finances de six pays d'Amérique latine ont échangé leurs positions sur ces projets, en présence d'Eric Toussaint, conseiller de la délégation équatorienne (Patiño propose la création de deux instances financières régionales, in le quotidien La Hora, Quito, 30 avril 2007

<http://www.lahora.com.ec/frontEnd/main.php?idSeccion=563667>).

Ricardo Patino souhaite que le CADTM monte une équipe internationale d'experts (Mario Cafieri, Alejandro Olmos junior, Fabio Marcelli, Jorge Marchini, Hugo Ruiz, Beverly Keene ...) car il veut que l'Equateur prenne très vite une position claire sur la dette. Il pourrait aller jusqu'à répudier certaines dettes tant à l'égard des créanciers privés, que des IFI que du Club de Paris. Accord sur plusieurs éléments clé : la commission nationale de l'audit aura un local public le plus vite possible (peut-être dans les locaux de la banque centrale); le gouvernement et la commission ouvriront un site Internet où ils mettront un maximum de documents (il y a environ 600 à 700 contrats importants) et ils lanceront un appel à témoin, un appel à collaboration pour déterminer quels contrats sont illégitimes; le CADTM s'engage à essayer de convaincre un maximum de campagnes sur le plan mondial à chercher via Internet des témoins qui permettent de déterminer le caractère illégitime des contrats; à travailler l'argumentaire pour justifier une stratégie radicale de la part du gouvernement; je me suis également engagé à réunir une équipe d'experts internationaux.

Deux choses à souligner : 1) L'Equateur s'engage résolument en faveur de la création d'une Banque du Sud et d'un Fonds monétaire du Sud qui regroupera au départ outre l'Equateur, l'Argentine, le Brésil, la Bolivie, le Paraguay et le Venezuela. 2) Après avoir expulsé la semaine

passée le représentant de la Banque mondiale, l'Equateur s'engage dans une remise en cause du remboursement de la dette extérieure publique.

Concernant l'audit de la dette équatorienne, le gouvernement crée une commission d'audit de la dette qui est composée de six personnes : 3 citoyens équatoriens et 3 experts étrangers (Jorge Marchini, Eric Toussaint, Oscar Ugarteche).

Les principaux quotidiens équatoriens rendent compte abondamment des initiatives du gouvernement concernant la Banque du Sud et le Fonds monétaire du Sud, d'une part, et de la stratégie du gouvernement en matière de dette d'autre part.

<http://www.lahora.com.ec/frontEnd/main.php?idSeccion=563968>

www.cadtm.org/article.php3?id_article=2606

Concernant la Belgique, le Ministre a été mis au courant du vote de la résolution du Sénat et de la volonté de mettre en place une commission d'audit des créances de la Belgique sur les PED en commençant par l'Equateur et la RDC. Il peut interpeller le gouvernement belge afin qu'il ouvre ses livres de comptes pour déterminer quels contrats sont illégitimes (la Belgique réclame 16 millions de dollars de dette à l'Equateur : une annulation peut faire jurisprudence).

Ce travail spécifique sur le dossier concret de l'Equateur entraîne des demandes d'expertise du CADTM de la part d'autres intervenants des campagnes « dette » au niveau mondial. C'est ainsi que le réseau Afrodad a demandé au CADTM de fournir une étude sur la situation de l'Equateur. Des permanents et stagiaires du CADTM ont analysé le contenu des notes émanant de la commission d'audit du gouvernement précédent (un bon millier de pages) et produit une étude de 60 pages, d'abord en français et immédiatement traduite en espagnol et anglais. Au-delà du réseau Afrodad, l'étude en question sera transmise à l'ensemble des campagnes « dette » et des mouvements sociaux par une note adéquate. La société civile, au sens large du terme, pourra s'en saisir au moyen de la parution sur le site CADTM.

De plus, l'étude en espagnol a été présentée à la commission de l'audit de la dette en Equateur lors de la mission en août 2007 d'Eric Toussaint. Les parlementaires et gouvernements qui se soucient de prendre position sur la question de l'annulation de la dette auront, avec cette étude en main, un outil précieux pour orienter leurs politiques.

L'étude en français, elle, a été immédiatement utilisée pour compléter le livre de Laura Ramos « *Les crimes de la dette* » (parution dernier trimestre 2007). A noter également que l'étude est en cours de traduction en japonais par les soins des membres du CADTM au Japon qui souhaitent dans le cadre d'ATTAC Japon lancer un travail sur les créances que le gouvernement japonais réclame à l'Equateur.

Eric Toussaint effectuera au moins deux missions supplémentaires en Equateur en 2007 (du 17 au 26 septembre et du 6 au 13 octobre) afin de collaborer aux travaux de la commission d'audit et de renforcer la formation des cadres du CADTM Equateur.

B) Mission au Mali : Deux membres du CADTM Belgique (Myriam Bourgy et Renaud Vivien) ont été invités par la CAD Mali, membre du réseau CADTM, pour les conseiller dans la mise en place de l'audit de la dette malienne. Cet audit citoyen doit être réalisé d'ici la fin de l'année 2007. Myriam Bourgy et Renaud Vivien sont les seuls étrangers à faire partie du Comité d'audit qui comprend également deux membres de la CAD, le président du Conseil national de la société civile malienne, le délégué de l'Union des syndicats du Mali et deux juristes de la LJDH (Ligue

pour la Justice et le Développement Humain). La venue de ces deux membres du CADTM Belgique se justifiait par leur connaissance de la méthodologie de l'audit et par le fait qu'ils ont réalisé la brochure sur l'audit de la dette congolaise.

Pendant les quinze jours où ils sont restés au Mali, ils sont intervenus au cours des ateliers du Forum des peuples de Sikasso pour expliquer la nécessité de faire l'audit de la dette malienne. Ils ont ensuite rédigé avec les membres de la CAD les termes de référence de cet audit qui définissent la stratégie à mettre en oeuvre. Ils ont enfin participé à deux réunions avec le Comité d'audit pour valider ces termes de référence et distribuer les tâches de chacun dans les recherches à faire.

De retour en Belgique, ils continuent à collaborer étroitement avec le Comité d'audit et les bénévoles de la CAD-Mali dans la poursuite de cet audit.

C) Mission en RDC : dans le cadre de son voyage en mai visant à renforcer la dynamique de l'atelier Afrique centrale, Olivier Bonfond a donné plusieurs formations : formation de cadres à Kinshasa – 8 mai 2007 ; formation de cadres à Pointe Noire (Congo Brazza) 17 mai ; formation de professeurs à Lubumbashi – RDC – 31 mai 2007.

D) Mission au Maroc : Virginie de Romanet du CADTM Belgique a participé à la troisième université d'ATTAC Maroc, membre du réseau CADTM. Cette université s'est tenue à Agadir les samedis 7 et dimanche 8 avril 2007. En dépit d'une grève des transports qui a empêché des adhérents d'Attac de plusieurs régions du Maroc de s'y rendre, la participation était importante : entre 200 et 250 personnes. Virginie de Romanet y a donné deux conférences : une conférence sur l'audit de la dette dans un atelier qui a réuni 50 personnes et une intervention sur les changements en cours en Amérique latine lors de la conférence plénière du samedi soir.

E) Mission en Equateur : Fin avril – début mai 2007, Eric Toussaint a réalisé une mission d'expertise importante en tous points en Equateur. Cette mission a été continuée par un séjour de travail à Quito du 13 au 18 août. L'expertise du CADTM est réclamée au plus haut niveau du pouvoir politique : ministres des Finances de plusieurs pays et président de l'Equateur.

F) Mission à Cuba : Participation à la 8^{ème} conférence des économistes sur les problèmes de développement et la globalisation (1200 économistes du monde entier) - février 2007 – Eric Toussaint

G) Mission en Inde : Formation pour des cadres de mouvements sociaux indiens (voir compte rendu URL) – mars 2007 – Eric Toussaint

H) Mission au Venezuela : Formation de cadres des banques publiques de microcrédits, des assistants parlementaires et des cadres de mouvement sociaux sur la dette, la banque du Sud, la conjoncture internationale – août 2007 – Eric Toussaint

2.2.4 Perspectives pour l'année 2008

Un renforcement du potentiel d'intervention de plusieurs responsables et formateurs d'ONG et de mouvements sociaux, au Nord et au Sud, de manière à approfondir l'impact dans l'étape 2 du cercle vertueux. Ce renforcement sur les thèmes spécifiques du CADTM opère vers les organisations elles-mêmes et vers le public qu'elles touchent.

Résultats à atteindre par le PA 2008

La formation d'un nombre significatif de responsables et formateurs du CADTM, d'ONG, de mouvements sociaux partenaires et de parlementaires (Nord et Sud) sur les thèmes spécifiques du CADTM : dette, ajustement structurel, pistes alternatives pour un financement du développement durable, argumentaire du droit international et actualisation des théories du développement.

Activité prévue pour le PA 2008

Action 2. Activité 1 : Belgique et Europe : formation de cadres dans le contexte des Forums et mobilisation

Le CADTM continuera à répondre aux demandes et sollicitations pour la formation de cadres sur les thèmes de la dette et du mouvement altermondialiste (Forum social mondial) dans le secteur des ONG de solidarité internationale, de manière prioritaire, au niveau des syndicats (la FGTB, la CSC, la CIS ...) et de la Coopération technique belge (CTB). L'objectif est de 100 participants aux différentes formations

Lieu et date : à déterminer dans le processus interne des différents Forums.

Le début de la préparation de la première université d'été du CADTM de 2009 se placera dans cette activité.

Action 2. Activité 2 : Institut International de Recherche et de Formation d'Amsterdam (IIRF): formation de cadres du réseau CADTM dans le cadre du cycle de formation internationale Nord/Sud qui dure 3 semaines

Vu les résultats très positifs en terme de renforcement des capacités d'action et de consolidation des acteurs de développement humain au Sud, le CADTM continuera, tout au long de 2008, à participer à cette formation, à la fois en tant que prestataire de service et en assurant la participation de plusieurs de ses membres du Sud.

Lieu et date : IIRF Amsterdam – 1^{er} semestre 2008 (janvier ou avril 2008)

Indicateurs : Nombre de sollicitations de l'expertise CADTM, nombre de formations, nombre de participants aux formations, résultats d'évaluation, degré d'intégration de la matière

Moyens de vérification : Lettres (mails, téléphone, etc.) de sollicitation, fichiers d'inscriptions, formulaires d'évaluation, articles ou autres supports intégrant la matière

Action 2. Activité 3 : Déplacement d'experts du CADTM afin de répondre à des demandes de formations spécialisées exprimées par des organisations membres du réseau ou d'autres organismes (par exemple : ONG, parlement, syndicat).

Considérant ces interventions comme fondamentales dans le cadre de l'étape 2 du cercle vertueux, le CADTM travaillera, en 2008, au renforcement du potentiel d'intervention de plusieurs responsables et formateurs d'ONG et de mouvements sociaux, au Nord et au Sud. Ce renforcement sur les thèmes spécifiques du CADTM opère vers les organisations elles-mêmes et vers le public qu'elles touchent.

Il s'agira également de poursuivre voire d'accentuer un travail de conseil vers les parlementaires étrangers. Comme le souligne le rapport d'évaluation à la page 36, « ce choix d'un travail

spécifique en direction des parlements (notamment en terme de formation et d'information des parlementaires du Sud), à la fois caisse de résonance » potentielle et interface entre l'opinion et les exécutifs, apparaît ici comme particulièrement pertinent. Il mériterait d'être poursuivi et développée ».

Indicateurs : Nombre de sollicitations, nombre et qualité des participants aux formations, résultats d'évaluation, degré d'intégration de la matière
Moyens de vérification : Lettres et autres supports de sollicitations, Preuves de déplacement, rapports de mission

2.2.5 ACTION 2 - Moyens prévus pour le PA 2008

Frais d'équipement : 0,00 €

Fonctionnement :

Activité 1 : Belgique et Europe : formation de cadres dans le contexte des Forums et mobilisation

Déplacement + séjour : 2.126,16 :€

Activité 2 : Institut International de Recherche et de Formation d'Amsterdam (IIRF)

2.600,00 €

Activité 3 : Déplacement d'experts du CADTM

Billets intercontinentaux + hébergement : 5.000,00 €

Sous-total Fonctionnement : 9.726,16 €

Personnel : 14 000 €

Activité 1 :

Eric Toussaint : 1 mois ETP

Olivier Bonfond : 1 mois ETP

Activité 2 :

Activité 3 :

Eric Toussaint : 1 mois ETP

Olivier Bonfond : 0,5 mois ETP

TOTAL : 23.726,16 €

2.2.6 ACTION 2 - Evolution financière. Budget indicatif pour le PA 2008

ACTION 2

Rubrique		
	Prévu	Demandé
1. Frais d'équipement.		0,00
2. Frais de fonctionnement		9726,16
3. Frais de personnel		14000,00
4. Autres		
Sous-total 1-4		23726,16
5. Frais administratifs		
5.1. Frais administratifs au sens strict		1983,66
5.2. Evaluation		220,41
Sous-total 5		2204,07
Total		25930,23

Autres sources financières : néant

3 Données financières globales (Volet Offre de service PA 2008)

Aperçu financier global pour l'offre de service pour l'année 2008			
Rubrique	Action 1	Action 2	Total
1. Frais d'équipement.	0,00	0,00	0,00
2. Frais de fonctionnement	40854,64	9726,16	50580,80
3. Frais de personnel	25300,00	14000,00	39300,00
4. Autres	0,00	0,00	0,00
Sous-total 1-4	66154,64	23726,16	89880,80
5. Frais administratifs			
5.1. Frais administratifs au sens strict	5530,96	1983,66	7514,62
5.2. Evaluation	614,55	220,41	834,96
Sous-total 5	6145,51	2204,07	8349,58
Total	72300,15	25930,23	98230,38
Apport ONG	18075,04	6482,56	24557,60
Subside DGCI	54225,11	19447,67	73672,79